

Ministère de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire



B.P : 660 Yaoundé | Site Web : minepat.gov.cm | Mail : sdacl@minepat.gov.cm | Tel : (+237) 222 22 09 22

RAPPORT DE L'ENQUETE SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL



Division des Analyses et des Politiques Economiques

Novembre 2023

SOMMAIRE

Liste des abréviations.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des graphiques.....	v
Avant-propos	x
Résumé exécutif	xi
INTRODUCTION.....	1
1. Contexte et justification.....	1
2. Objectifs	2
3. Résultats attendus.....	2
4. Structure du rapport.....	2
CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE.....	3
1.1. Sélection des entreprises	3
1.2. Elaboration du questionnaire	3
1.3. Conception de la plateforme numérique.....	5
1.4. Déroulement de l'enquête	5
1.5. Saisie et traitement des données	6
1.6. Caractéristiques des entreprises	6
CHAPITRE 2 : RESULTATS	9
2.1. Accès au financement.....	9
2.2. Accès aux facteurs de production.....	12
2.3. Accès au marché.....	16
2.4. Fiscalité	19
2.5. Relations entre l'Etat et le secteur privé.....	24
2.6. Situation sécuritaire	33
2.7. Règlement des conflits.....	36
2.8. Transactions avec l'extérieur	41
CHAPITRE 3 : ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS	47
3.1. Synthèse des résultats.....	47
3.2. Enseignements.....	50

3.3. Recommandations	52
CONCLUSION.....	53
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	55
ANNEXES.....	xiii
Annexe 1 : Questionnaire de l'enquête	xiii
Annexe 2 : Extrait de la plateforme numérique.....	xxii
Annexe 3 : Correspondance du MINEPAT aux chefs d'entreprises.....	xxiii
Annexe 4 : Lettre de mission	xxiv
Annexe 5 : Liste des Délégués Régionaux et Départementaux ayant contribué à la sélection des entreprises.....	xxv
Table des matières	xxx

LISTE DES ABBREVIATIONS

BCS	:	Business Climate Survey
CDDR	:	Comité de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion
CNCVS	:	Centre National de Commandement de la Vidéo Surveillance
DD	:	Délégués Départementaux
DR	:	Délégués Régionaux
GE	:	Grande Entreprise
ME	:	Moyenne Entreprise
MINEPAT	:	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
PE	:	Petite Entreprise
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PME	:	Petite et Moyenne Entreprise
SND30	:	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
TPE	:	Très Petite Entreprise
VAM	:	Valeur Ajoutée Manufacturière

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Sections du questionnaire	4
Tableau 2 : Synthèse des résultats de l'enquête	48

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des entreprises suivant leur taille	7
Graphique 2 : Répartition des entreprises suivant la nationalité de leur promoteur ..	7
Graphique 3 : Répartition des entreprises par régions	8
Graphique 4 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des coûts d'accès au financement	9
Graphique 5 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des conditionnalités	9
Graphique 6 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'appui financier de l'Etat	10
Graphique 7 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès au financement	10
Graphique 8 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer l'accès au financement.	11
Graphique 9 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation sur l'application des mesures liées à l'accès au financement	11
Graphique 10 : Impact des mesures visant à améliorer l'accès au financement sur les indicateurs d'activité	12
Graphique 11 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès aux différents facteurs de production.	13
Graphique 12 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des prix des facteurs de production.	13
Graphique 13 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'état des routes	14
Graphique 14 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception globale sur l'accès aux facteurs de productions.	14
Graphique 15 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance des mesures prises par l'état pour faciliter l'accès aux facteurs de production.	15
Graphique 16 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur opinion sur l'application des mesures prises par l'état pour faciliter l'accès aux facteurs de production.	15
Graphique 17 : Appréciation des chefs d'entreprises sur le rôle joué par les mesures prises sur le chiffre d'affaire, la valeur ajoutée et les coûts	16
Graphique 18 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de leur clientèle.	16
Graphique 19 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du niveau de difficultés à accéder à la clientèle.	17

Graphique 20 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès au marché.....	17
Graphique 21 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance des mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès aux marchés.	18
Graphique 22 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation de l'application des mesures liées à l'accès aux marchés.....	18
Graphique 23 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle que les mesures prises par l'Etat pour améliorer l'accès aux marchés ont joué : influence sur certains indicateurs d'activité.....	19
Graphique 24 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la pression fiscale.....	20
Graphique 25 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur le nombre d'impôts et taxes.....	20
Graphique 26 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur compréhension des textes régissant les impôts	20
Graphique 27 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la qualité de leur rapport avec les services d'assiette	21
Graphique 28 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur jugement de la célérité des paiements	21
Graphique 29 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des mécanismes de paiement des impôts et taxes.....	22
Graphique 30 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la fiscalité	22
Graphique 31 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale.....	23
Graphique 32 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation de l'application des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale.	23
Graphique 33 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle que les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale ont joué : influence sur certains indicateurs d'activité.....	24
Graphique 34 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la diffusion des données à caractère économique.	25
Graphique 35 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la communication de l'Etat sur les politiques mises en œuvre.	25
Graphique 36 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la vulgarisation des plateformes de communication de l'Etat.	26
Graphique 37 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accueil des usagers.....	26

Graphique 38 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la disposition des services publics à fournir l'information.	27
Graphique 39 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès aux structures d'encadrement du secteur privé.	27
Graphique 40 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'apport des structures d'encadrement.	28
Graphique 41 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la vitesse à rendre les services.	28
Graphique 42 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accessibilité aux hauts responsables.	29
Graphique 43 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la quantité des pièces exigées dans la constitution des dossiers.....	29
Graphique 44 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de le niveau de corruption.	30
Graphique 45 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la qualité de leurs relations avec l'Etat.....	30
Graphique 46 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations entre secteur privé et Etat.....	31
Graphique 47 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation sur l'application des mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations entre secteur privé et Etat.	31
Graphique 48 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle que les mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations avec le secteur privé ont joué : influence sur certains indicateurs d'activité.	32
Graphique 49 : Appréciation des chefs d'entreprises suivant leur perception des déterminants de la sécurité de l'environnement.....	33
Graphique 50 : Répartition des chefs d'entreprises selon leur perception de la situation sécuritaire	34
Graphique 51 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire	34
Graphique 52 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation sur l'application des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire....	35
Graphique 53 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur de rôle qu'a joué les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire : influence sur certains indicateurs d'activité.....	35
Graphique 54 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du fonctionnement des chambres d'arbitrage des conflits en matière d'affaire	36

Graphique 55 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la fiabilité des chambres d'arbitrage des conflits en matière d'affaire	37
Graphique 56 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du délai des procès en justice	37
Graphique 57 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la fiabilité des décisions de justice	38
Graphique 58 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des délais d'exécution des jugements en matière d'affaire	38
Graphique 59 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du règlement des conflits en matière d'affaire	39
Graphique 60 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire	39
Graphique 61 : Appréciation de la connaissance des chefs d'entreprises sur les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire et leurs applications	40
Graphique 62 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur de rôle qu'a joué les mesures prises par l'Etat pour améliorer le règlement des conflits : influence sur certains indicateurs d'activité.....	40
Graphique 63 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur la disponibilité des devises.....	41
Graphique 64 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur la rapidité des transactions	42
Graphique 65 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur le nombre de procédures.	42
Graphique 66 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur les délais des procédures.	43
Graphique 67 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur les délais de dédouanement au port.....	43
Graphique 68 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur les coûts de dédouanement au port.....	44
Graphique 69 : Répartition des chefs d'entreprises sur la perception de leurs transactions avec l'extérieur.....	44
Graphique 70 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire	45
Graphique 71 : Appréciation de la connaissance des chefs d'entreprises sur les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire et leurs applications	45

Graphique 72 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle qu'a joué les mesures prises par l'Etat pour améliorer le règlement des conflits : influence sur certains indicateurs d'activité.....	46
---	----

AVANT-PROPOS

Ce document intitulé « *Rapport de l'enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel* » présente les résultats obtenus à l'issue des opérations de traitement et d'analyse des informations collectées auprès des chefs d'entreprises du secteur industriel.

Cette enquête s'inscrit dans le prolongement des travaux menés par le MINEPAT qui ont montré que les investissements restent difficiles à rentabiliser dans le secteur industriel, et ont ainsi mis en évidence l'urgence de surmonter ces difficultés par des réformes appropriées et la nécessité de faciliter l'identification de ces réformes par l'instauration d'une enquête spécifique sur le climat des affaires dans le secteur industriel.

Le MINEPAT a ainsi réalisé cette première enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel du 14 août au 13 septembre 2023. L'objectif était de recueillir la perception des chefs d'entreprises du secteur industriel sur le climat des affaires au Cameroun et sur les actions que l'Etat mène ainsi que leurs propositions pour améliorer la situation.

Elle a couvert l'ensemble du territoire et s'est appuyée sur un échantillon de 1000 entreprises représentatives du secteur industriel au Cameroun. Ces entreprises ont été sélectionnées dans chaque région par les délégués régionaux et départementaux du MINEPAT.

L'enquête s'est faite au moyen d'une plateforme électronique où les entreprises ont directement renseigné la version électronique du questionnaire, et à travers les échanges directs entre les équipes du MINEPAT et les responsables des entreprises qui n'ont pas pu répondre via cette plateforme numérique.

Les résultats de cette enquête interpellent le Gouvernement sur la nécessité de concentrer ses efforts sur la mise en œuvre des mesures déjà prises tout en renforçant la communication sur ces mesures pour permettre aux entreprises d'en tirer pleinement profit.

Alamine Ousmane MEY,
Ministre de l'Economie, de la Planification et
de l'Aménagement du Territoire

RESUME EXECUTIF

Le Gouvernement a pris l'engagement dans la SND30 d'augmenter la contribution du secteur industriel dans la production nationale.

Plus précisément, il compte augmenter la part du secteur secondaire dans le PIB de 28,2% en 2018 à 36,8% en 2030, la valeur Ajoutée Manufacturière de 12,9% en 2016 à 25% en 2030 et la part des exportations des produits manufacturés à 54,5% en 2030.

Pour atteindre cet objectif, il a décidé non seulement de continuer à accorder des facilités aux nationaux pour qu'ils investissent plus dans ce secteur, mais aussi et surtout inciter les étrangers à implanter davantage les unités de production dans ce secteur.

Conscient du fait que les étrangers, avant de prendre la décision d'investir, s'assurent que le Cameroun a assez de devises leur permettant de rapatrier les bénéfices des fonds investis et qu'ils évaluent à priori ce qu'ils peuvent gagner après le début de l'exploitation de leurs investissements, le Gouvernement à travers le MINEPAT a décidé de procéder à l'évaluation de la rentabilité des investissements dans les différents secteurs où il veut attirer les investisseurs étrangers afin d'appuyer ses actions d'incitation sur les faits.

Les résultats de cette évaluation ont alors montré que les investissements restent difficiles à rentabiliser dans le secteur industriel, mettant ainsi en évidence l'urgence de surmonter cette difficulté par des réformes appropriées et la nécessité de faciliter l'identification de ces réformes par *l'instauration d'une enquête spécifique sur le climat des affaires dans le secteur industriel*.

Le MINEPAT a donc réalisé une enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel du 14 août au 13 septembre 2023. L'objectif de cette enquête était de recueillir la perception que les chefs d'entreprise de ce secteur ont du climat des affaires et des actions que l'Etat mène pour faciliter la réalisation de leurs activités, ainsi que leurs propositions pour davantage améliorer la situation.

Elle a couvert l'ensemble du territoire et s'est appuyée sur un échantillon de 1000 entreprises représentatives du secteur industriel au Cameroun. Ces entreprises ont été sélectionnées dans chaque région par les délégués régionaux et départementaux du MINEPAT.

L'enquête s'est faite au moyen d'une plateforme électronique où les entreprises ont directement renseigné la version électronique du questionnaire, et à travers les

échanges directs entre les équipes du MINEPAT et les responsables des entreprises qui n'ont pas pu répondre via cette plateforme numérique.

Les résultats montrent que :

- 1) les chefs d'entreprises du secteur industriel trouvent le climat des affaires assez favorable, mais notent que certaines entraves restent encore à lever pour permettre aux entreprises de mener leurs activités avec plus de facilité, au rang desquelles *les difficultés d'accès au financement, aux intrants, aux équipements de production et au marché. Ils évoquent également les problèmes de fiscalité, de corruption, de sécurité, de règlement des litiges, de règlement des transactions avec l'extérieur et de législation sur la propriété.*
- 2) Ils reconnaissent que l'Etat prend des mesures dans tous les domaines pour éliminer ces entraves, mais que ces mesures sont peu connues des entreprises et ne sont pas toujours appliquées par les structures concernées, si bien que leur impact sur les indicateurs d'activité des entreprises reste limité.

Les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent par conséquent le Gouvernement sur la *nécessité de concentrer davantage des efforts sur la mise en œuvre des mesures déjà prises pour permettre aux entreprises de mener leurs activités avec plus de facilité et de contribuer à l'augmentation de la part du secteur secondaire manufacturier dans la production nationale, conformément aux engagements pris par le Gouvernement dans la SND30.*

De cette interpellation, découle la nécessité de procéder à la sélection des mesures les plus pertinentes parmi celles déjà prises en réponse aux préoccupations des chefs d'entreprises du secteur industriel, et de concevoir des mécanismes appropriés en vue de leur mise en œuvre.

INTRODUCTION

1. Contexte et justification

Le Cameroun dans sa vision de développement s'est fixé comme objectif d'être émergent en 2035. L'atteinte de cet objectif l'oblige à surmonter un défi majeur qui est celui de montrer, comme on l'a vu dans les autres pays aujourd'hui développés et émergents, les signes par lesquels on reconnait effectivement qu'un pays va vers son émergence à savoir une double mutation de son économie, *d'une part sur le plan de sa production* avec un secteur secondaire beaucoup plus important que le secteur primaire, approvisionnant les ménages locaux et modifiant leur profil de consommation en faveur des biens et services produits localement, et *d'autre part sur le plan de son commerce extérieur* avec les exportations comportant plus de produits manufacturés et moins de produits primaires et des importations davantage constituées d'outils de production et de matières premières ne pouvant pas être produites localement.

Or, les faits renforcés par les constats des évaluations faites sur l'économie camerounaise ont montré que cette mutation ne s'observe pas au fur et à mesure que le temps passe.

En effet, ces évaluations montrent que les secteurs primaire et secondaire que l'on s'attendait à voir grossir ont connu une baisse alors que le secteur tertiaire que l'on souhaitait voir diminuer a pris des proportions importantes.

C'est en grande partie au vu de ces constats que le Gouvernement a décidé de modifier la structure de l'économie camerounaise. Il s'est ainsi engagé à porter la part du secteur secondaire dans le PIB de 28,2% en 2018 à 36,8% en 2030, la valeur Ajoutée Manufacturière de 12,9% en 2016 à 25% en 2030 et la part des exportations des produits manufacturés à 54,5% en 2030 en mettant l'accent sur *l'énergie, l'agro-industrie et le numérique, les filières forêt-bois, textile-confection-cuire, mines-métallurgie-sidérurgie, hydrocarbures-pétrochimie-raffinage, chimie-pharmacie et construction-services-professionnel-scientifique-technique.*

Pour atteindre cet objectif, il a décidé non seulement de continuer à accorder des facilités aux nationaux pour qu'ils investissent plus dans ces secteurs, mais aussi et surtout inciter les étrangers à implanter davantage des unités de production dans ces secteurs.

Conscient du fait que les étrangers, avant de prendre la décision d'investir, s'assurent que le Cameroun a assez de devises leur permettant de rapatrier les bénéfices des fonds investis et qu'ils évaluent à priori ce qu'ils peuvent gagner après le début de l'exploitation de leurs investissements, le Gouvernement à travers le MINEPAT a décidé de procéder à l'évaluation de la rentabilité des investissements dans les différents secteurs où il veut attirer les investisseurs étrangers afin d'appuyer ses actions d'incitation sur les faits.

Les résultats de cette évaluation ont alors montré que les investissements restent difficiles à rentabiliser dans le secteur industriel, mettant ainsi en évidence l'urgence de surmonter cette difficulté par des réformes appropriées et la nécessité de faciliter l'identification de ces réformes par *l'instauration d'une enquête spécifique sur le climat des affaires dans le secteur industriel*.

Le MINEPAT a réalisé la première édition de cette enquête du 14 août au 13 septembre 2023.

2. Objectifs

L'objectif de cette enquête était d'apprécier la manière dont les entreprises du secteur industriel perçoivent le climat des affaires (accès au financement, accès au marché, accès aux facteurs de production, etc.) et les actions menées par l'Etat en vue de l'améliorer.

De manière spécifique il s'agissait :

- recueillir le point de vue des chefs d'entreprises du secteur industriel sur la manière dont ils perçoivent le climat des affaires au Cameroun ;
- recueillir leur perception de l'action de l'Etat en vue d'améliorer le climat des affaires ;
- d'identifier les réformes à mener dans ce secteur pour accroître la part du secteur secondaire dans le PIB du Cameroun.

3. Résultats attendus

Il est attendu un rapport présentant la perception des entreprises sur l'état du climat des affaires au Cameroun, leur appréciation de l'action de l'Etat et les mesures pour améliorer le climat des affaires dans le secteur industriel.

4. Structure du rapport

En plus de cette partie introductive, ce rapport comporte une méthodologie, les résultats ainsi que les enseignements et recommandations.

CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE

L'un des moyens retenus pour faciliter l'identification des réformes à mener pour augmenter considérablement la part du secteur manufacturier dans la production nationale, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement en matière de transformation structurelle dans la SND30, est la réalisation de l'enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel.

L'objectif de cette première enquête était d'apprécier la manière dont les entreprises du secteur industriel perçoivent le climat des affaires ainsi que les actions menées par l'Etat en vue de l'améliorer afin d'identifier les réformes à mener dans ce secteur.

La démarche pour réaliser cette enquête a consisté à recueillir la perception que les entreprises du secteur industriel ont du climat des affaires et de l'action de l'Etat, d'une part au moyen d'une plateforme numérique où la version électronique du questionnaire de l'enquête pouvait directement être renseignée, et d'autre part à travers les échanges avec les responsables de ces entreprises au cours desquels les versions physiques de ces questionnaires ont été renseignées.

1.1. Sélection des entreprises

La liste des entreprises à enquêter a été constituée en mettant sous forme d'une liste unique, les différentes listes transmises aux services centraux du MINEPAT par les Délégués Régionaux et Départementaux. La liste des délégations ayant contribué à ce travail est présentée en annexe.

En effet, les Délégués Régionaux et Départementaux du MINEPAT ont été saisi à l'effet de procéder au recensement des entreprises industrielles se retrouvant dans leur zone de compétence et de transmettre aux services centraux les listes constituées.

1.2. Elaboration du questionnaire

La démarche pour formuler le questionnaire de l'enquête a consisté à identifier sur la base des travaux déjà réalisés au sujet de l'amélioration du climat des affaires et des préoccupations généralement portées à l'attention des pouvoirs publics par les entreprises, les aspects qu'elles souhaitent voir l'Etat réformer pour faciliter la réalisation de leurs activités.

Cette démarche a alors permis d'identifier les aspects présentés dans le tableau 1 ci-après et de les retenir comme sections du questionnaire.

Tableau 1 : Sections du questionnaire

Section	Rapport avec le climat des affaires
Accès au financement	Les activités économiques ne sont bien menées qu'en présence d'un système financier qui pourvoit les entreprises en financements à court, moyen et long termes, dans des conditions prévisibles et peu onéreuses. La qualité du système financier traduit ainsi la capacité de ce système à répondre aux diverses attentes du monde des affaires
Accès aux facteurs de production	Les Facteurs de production comprennent les principales infrastructures et les principaux intrants en réseaux qui entrent dans le cycle de production et de distribution d'une entreprise. On y trouve l'eau, l'électricité, les routes, etc. La disponibilité de ces intrants garantit la réalisation satisfaisante des activités de l'entreprise.
Accès au marché	La disponibilité de la clientèle, l'existence d'un marché solvable et la possibilité de déployer les activités au sein du marché du fait de l'interconnexion de ses divers segments permettent de garantir la rentabilité des investissements. L'attractivité du marché s'exprime par le volume de la population, le pouvoir d'achat et l'interconnexion des marchés, c'est-à-dire le fait que ces marchés ne soient pas segmentés.
Fiscalité	Le dispositif fiscal désigne l'ensemble des institutions en charge de collecter les impôts et les textes régissant leur fonctionnement. La qualité de ce dispositif peut soit motiver, soit dissuader les investisseurs à s'implanter dans un pays.
Relations avec le secteur privé	Les relations entre l'Etat et le secteur privé désignent l'ensemble des contrats signés entre l'entreprise et l'Etat à titre privé. Le respect ou non des clauses contractuelles et des cahiers de charge de ces contrats peut soit dissuader, soit motiver l'implantation des entreprises.
Situation sécuritaire	Les activités économiques ne peuvent se dérouler normalement que dans les conditions de paix civile et de sécurité. Mais ces conditions peuvent être perturbées par les crises sécuritaires, les actes de criminalité, les troubles sociaux-politiques. La sécurité de l'environnement exprime les conditions de sécurité compte tenu de ces divers éléments et la possibilité d'exercer les affaires sans être entravé.
Règlement des conflits	Les entreprises ont parfois recours aux instances d'arbitrage en cas de litiges avec leurs parties prenantes afin d'éviter les procès dans les tribunaux judiciaires. Le

Section	Rapport avec le climat des affaires
	dispositif de règlement des conflits désigne toutes les instances d'arbitrage qui permettent de régler les litiges entre l'entreprise et ses parties prenantes, et permettent d'éviter les procès dans les tribunaux. Sa qualité est prise en compte dans la décision d'implantation des entreprises.
Transaction avec l'extérieur	Les transactions avec l'extérieur renvoient aux opérations d'achat et de vente réalisées avec les opérateurs des autres pays. Le fait de pouvoir faire ces transactions ou de ne pas pouvoir les réaliser a une influence sur les activités des entreprises surtout lorsque celles-ci doivent acheter la matière première et les équipements à l'extérieur.

Source : MINEPAT, BCS 2023

Pour chacune de ces sections, il a été demandé aux entreprises de :

- donner leur perception de la situation générale dans le domaine ;
- apprécier l'action de l'Etat dans le domaine ;
- proposer des mesures pour améliorer la situation dans le domaine.

La prise en compte de tous ces éléments a permis d'obtenir le questionnaire présenté en annexe du document.

1.3. Conception de la plateforme numérique

Le questionnaire de l'enquête étant élaboré, un système de remontée de l'information des entreprises vers les services centraux du MINEPAT a ensuite été mis en place.

La mise en place dudit système a consisté à concevoir une plateforme numérique où la version électronique du questionnaire a été postée pour être directement renseignée par les entreprises.

1.4. Déroulement de l'enquête

Les opérations de collecte proprement dites se sont déroulées en trois phases.

- a- **la phase pilote.** Elle s'est déroulée du 14 au 21 août 2023. Son objectif était de recenser les difficultés des entreprises à renseigner les versions physique et numérique du questionnaire (compréhension du questionnaire, longueur du questionnaire, fonctionnement de la plateforme, etc.), et les préoccupations des entreprises au sujet de l'enquête en général.

La prise en compte de ces difficultés et de ces préoccupations a permis d'ajuster le questionnaire et la plateforme numérique pour éviter un faible

taux de remplissage des questionnaires et mieux préparer les équipes du MINEPAT à répondre aux préoccupations des entreprises pour la suite de l'enquête.

- b- l'enquête proprement dite.** Elle s'est déroulée du 21 août au 13 septembre 2023. Avant le démarrage de cette phase, le MINEPAT a saisi les entreprises concernées par correspondance N°0016040/N/MINEPAT/SG/DGEPIP/DAPE/CAS du 07 août 2023 les invitant à recevoir les équipes du MINEPAT désignées pour prendre attache avec elles.

Les questionnaires de l'enquête ont également été mis à la disposition de ces entreprises ainsi que le lien [MINEPATBCS2023](#) où ces derniers pouvaient directement le renseigner.

Au cours de cours de cette phase, les équipes du MINEPAT ont effectué des descentes auprès des entreprises n'ayant pas pu soumettre leurs formulaires électroniques en raison de la qualité de la connexion internet et des entreprises qui n'ont pas pu participer à cette première phase.

La collecte des informations s'est alors faite au cours des échanges guidés par les questionnaires préalablement élaborés.

1.5. Saisie et traitement des données

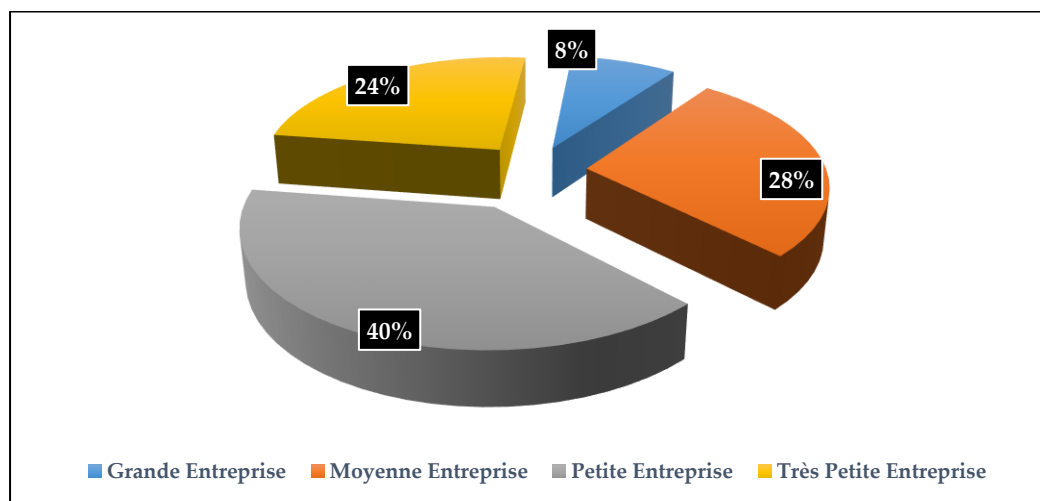
Les questionnaires collectés au cours de l'enquête ont ensuite été saisis au moyen d'un masque de saisie préalablement élaboré.

La base de données obtenue a été fusionnée avec celle issue des questionnaires renseignés sur la plateforme numérique. Ladite base a ensuite fait l'objet de traitement à partir des logiciels informatiques et des techniques statistiques.

1.6. Caractéristiques des entreprises

Il ressort de la liste établie à partir de celles transmises au MINEPAT par les DR/MINEPAT et le DD/MINEPAT que sur 100 entreprises figurant dans cette liste 08 sont des Grandes Entreprises, 68 des Petites et Moyennes Entreprises et 24 sont des Très Petites Entreprises. Le graphique ci-dessous présente cette répartition.

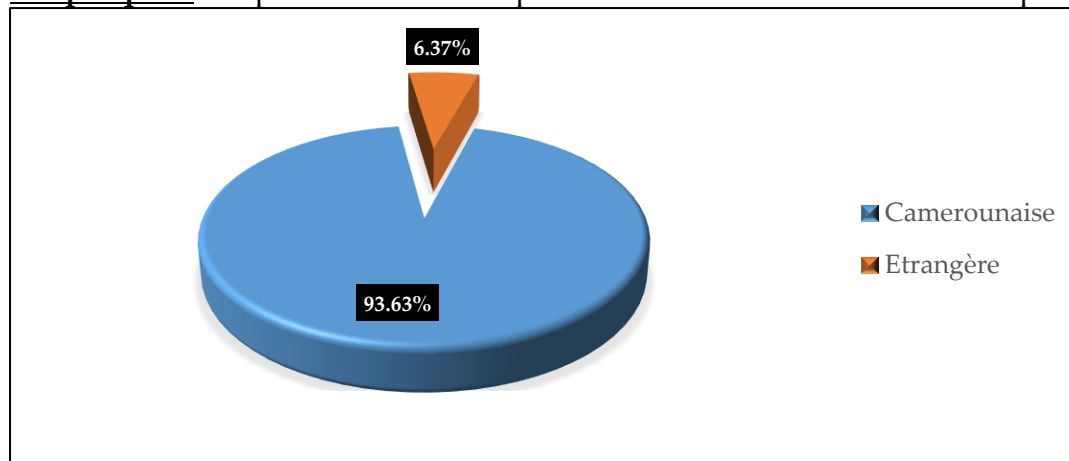
Graphique 1 : Répartition des entreprises suivant leur taille



Source : MINEPAT, BCS 2023

Par ailleurs, parmi les entreprises enquêtées, 94% sont des entreprises camerounaises et 6% sont étrangères.

Graphique 2 : Répartition des entreprises suivant la nationalité de leur promoteur

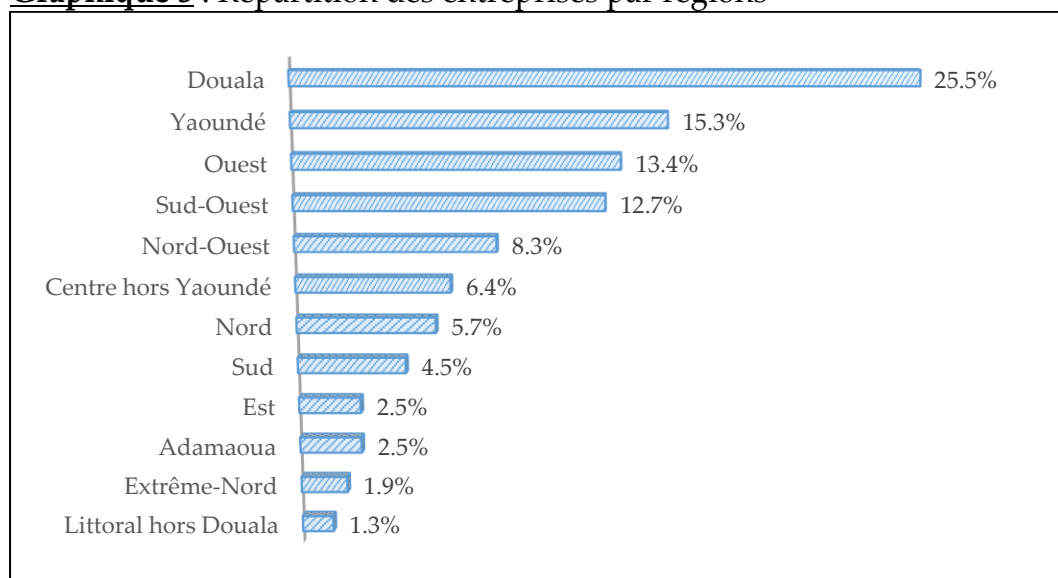


Source : MINEPAT, BCS 2023

Pour s'assurer que l'enquête prend en compte le point de vue des entreprises sur toute l'étendue du territoire national, le choix des entreprises a été fait par département et par région. Pour prendre en compte les spécificités des régions du centre et du littoral, ces dernières ont été divisées en deux : Centre hors Yaoundé, littoral hors douala, Yaoundé et douala.

Au total, les entreprises ont été choisies suivant la répartition présentée dans le graphique suivant.

Graphique 3 : Répartition des entreprises par régions



Source : MINEPAT, BCS 2023

CHAPITRE 2 : RESULTATS

Les résultats de l'enquête se présentent ainsi qu'il suit :

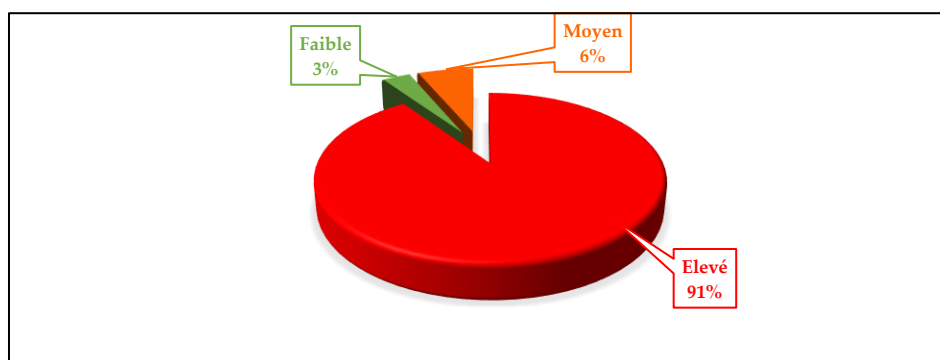
2.1. Accès au financement

2.1.1. Perception de l'accès au financement

Les hommes d'affaires ont apprécié l'accès au financement à travers les éléments suivants :

- 1) *Les coûts* qui expriment les charges liées au taux d'intérêt, à l'assurance et au courtage. 91% des chefs d'entreprises du secteur industriel les trouvent élevés, 6% les trouvent moyens et seulement 3% les trouvent faibles.

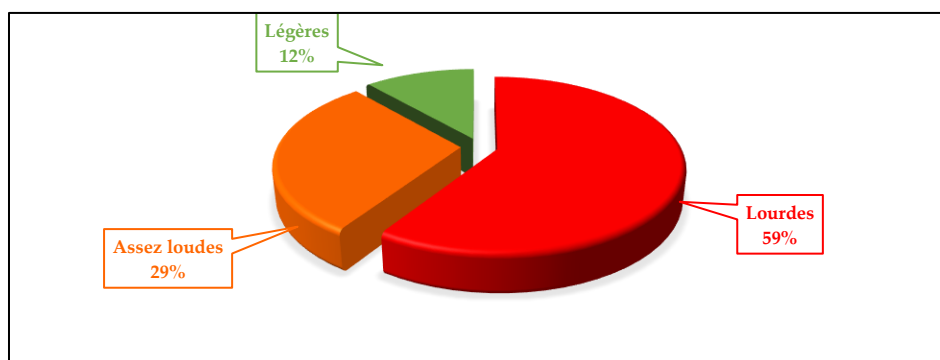
Graphique 4 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des coûts d'accès au financement



Source : MINEPAT, BCS2023

- 2) *Les conditionnalités* qui expriment l'ensemble des exigences imposées par les banques aux entreprises. 59% des chefs d'entreprises du secteur industriel les trouvent contraignantes et seulement 11% d'entre eux les trouvent acceptables.

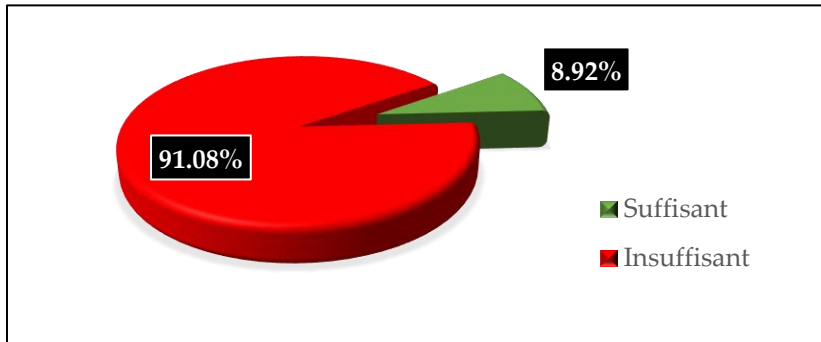
Graphique 5 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des conditionnalités



Source : MINEPAT, BCS2023

3) *Les appuis financiers de l'Etat* qui désignent tous les accompagnements financiers de l'Etat à l'endroit des entreprises. 91% des chefs d'entreprises pensent que l'appui financier reste insuffisant.

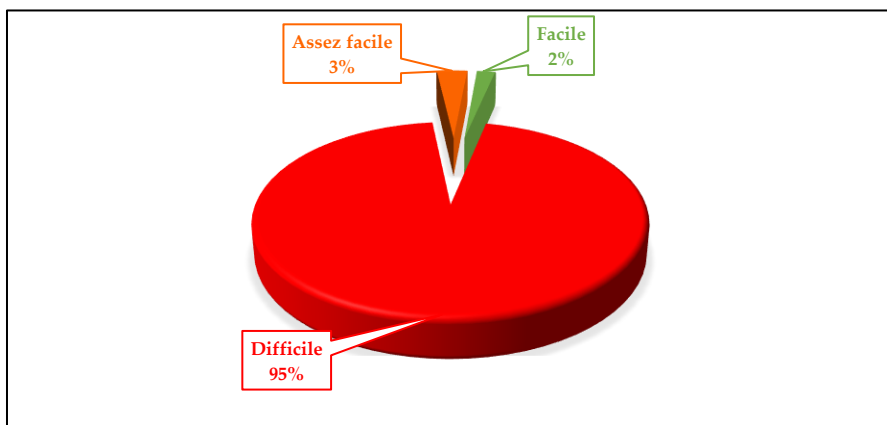
Graphique 6 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'appui financier de l'Etat



Source : MINEPAT, BCS2023

D'une manière générale, les chefs d'entreprises trouvent que l'accès au financement reste difficile.

Graphique 7 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès au financement



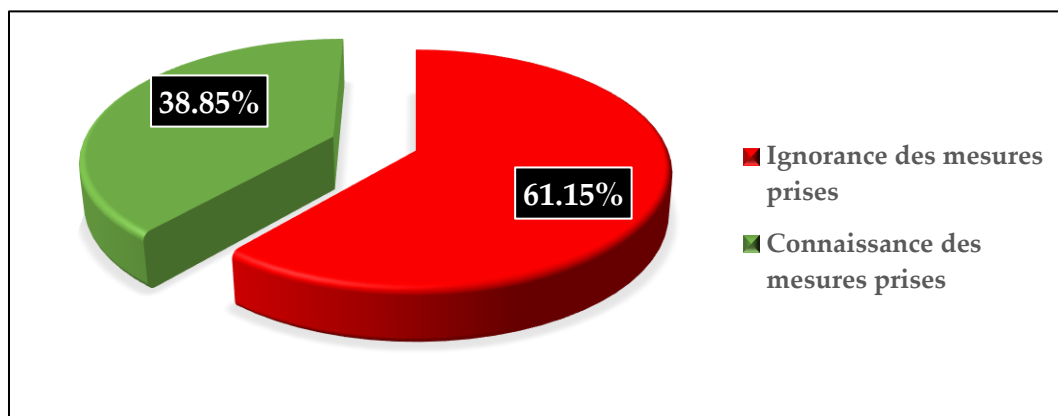
Source : MINEPAT, BCS2023

2.1.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer l'accès au financement

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès au financement.* 61% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

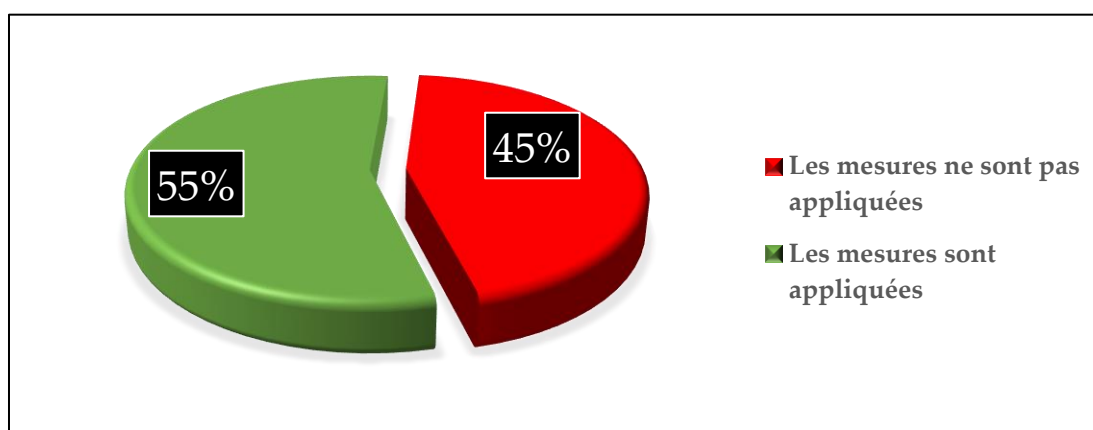
Graphique 8 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer l'accès au financement.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) *L'application de ces mesures.* Près de la moitié des chefs d'entreprises estiment que ces mesures ne sont pas appliquées.

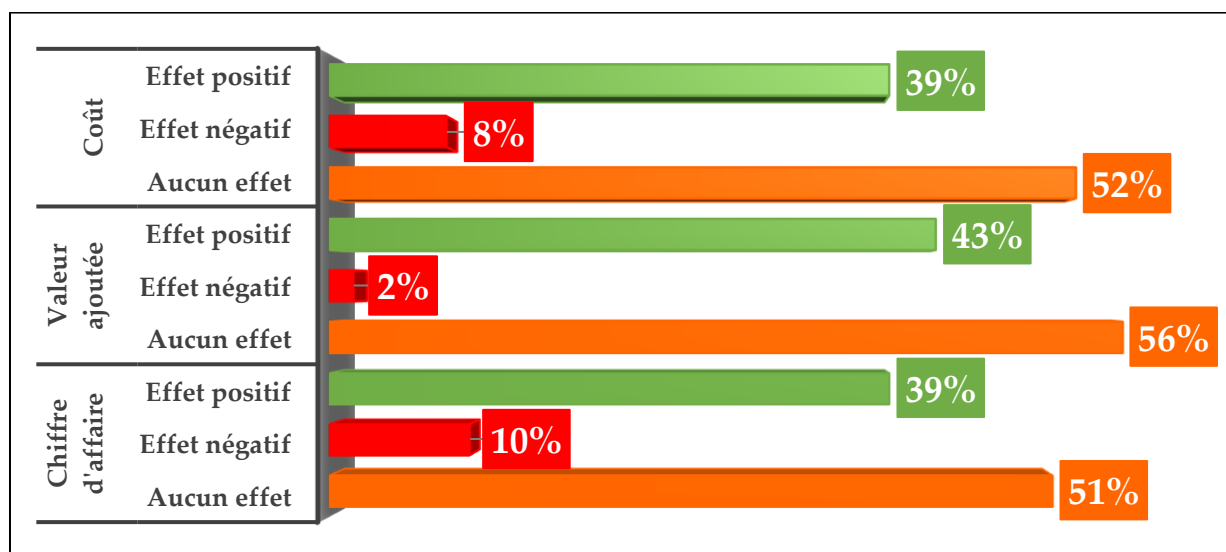
Graphique 9 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation sur l'application des mesures liées à l'accès au financement



Source : MINEPAT, BCS2023

- 3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité.* Les chefs d'entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d'activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 10 : Impact des mesures visant à améliorer l'accès au financement sur les indicateurs d'activité



Source : MINEPAT, BCS2023

2.1.3. Propositions pour améliorer l'accès au financement

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de mettre l'accent sur la mise en œuvre des mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés d'accès au financement des entreprises. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place des structures dédiées au financement des entreprises (BCPME, BSTP, etc.), (ii) la loi sur le crédit-bail, (iii) l'ouverture des guichets de financement alternatifs (loi sur l'affacturage, etc.) et (iv) la mise en place des structures de garantie de financement.

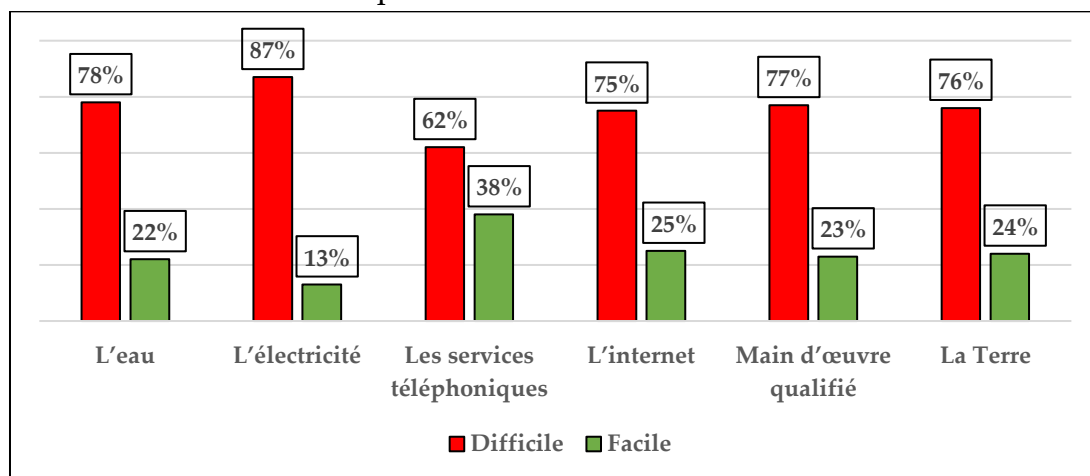
2.2. Accès aux facteurs de production

2.2.1. Perception de l'accès aux facteurs de production

Les chefs d'entreprises ont évalué l'accessibilité aux divers facteurs de production à travers :

- 1) *L'accès à ces facteurs.* Pour chacun de ces facteurs, les chefs d'entreprises estiment que l'accès reste difficile.

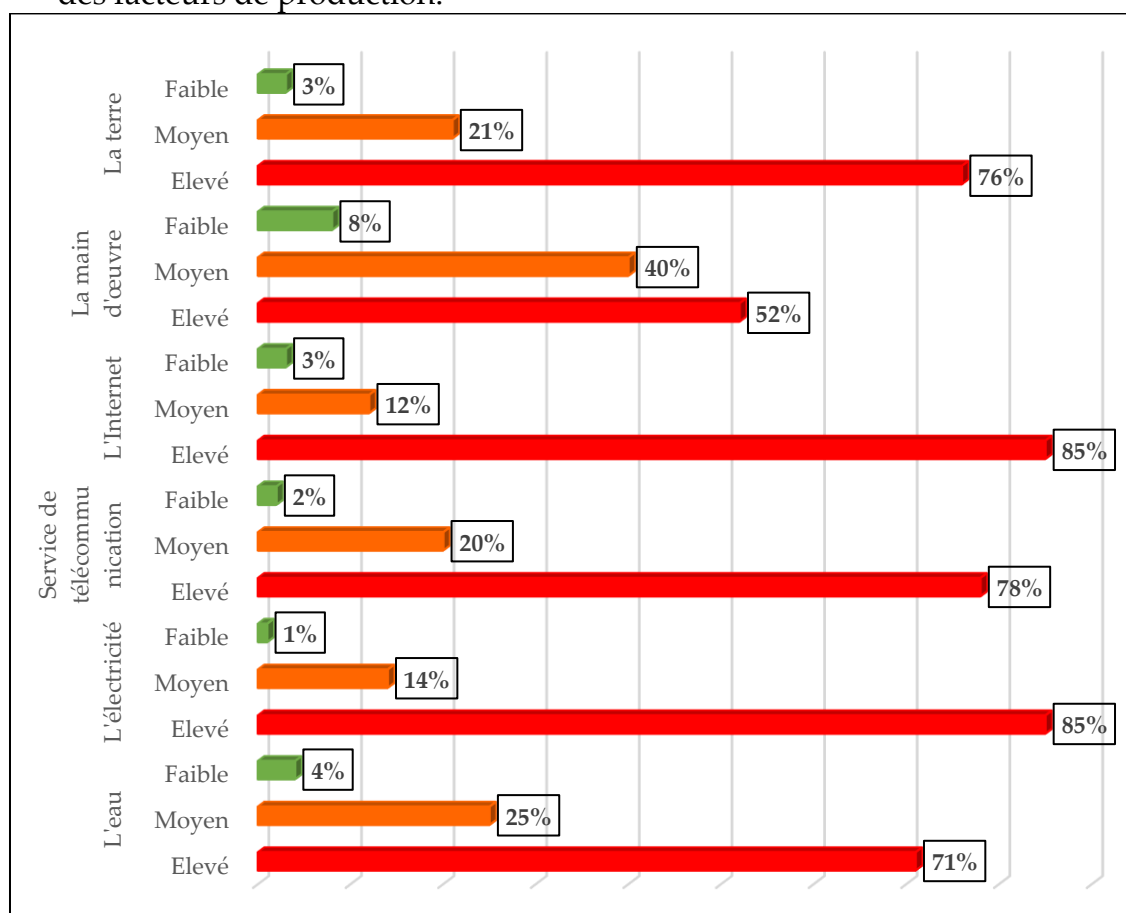
Graphique 11 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès aux différents facteurs de production.



Source : MINEPAT, BCS2023

2) *Les prix des unités de chacun de ces facteurs de production.* Pour la majorité des chefs d'entreprises, les prix sont élevés.

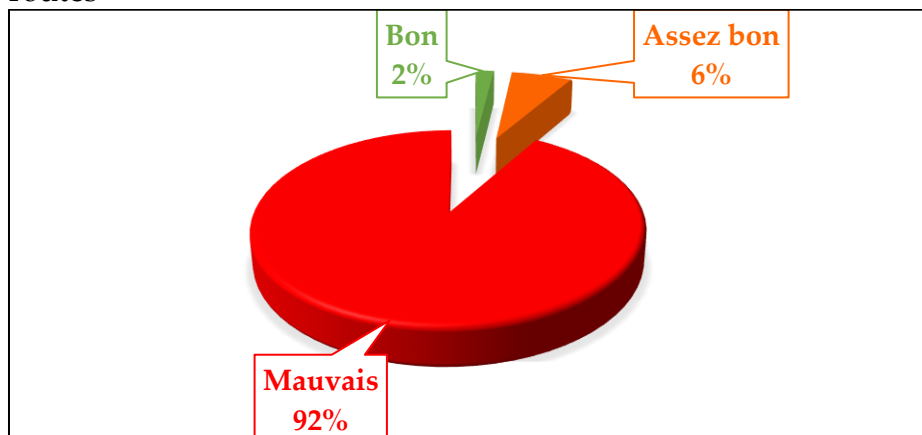
Graphique 12 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des prix des facteurs de production.



Source : MINEPAT, BCS2023

3) *L'état des routes.* Les chefs d'entreprises sont pratiquement unanimes (92%) sur le fait que les routes sont en mauvais état.

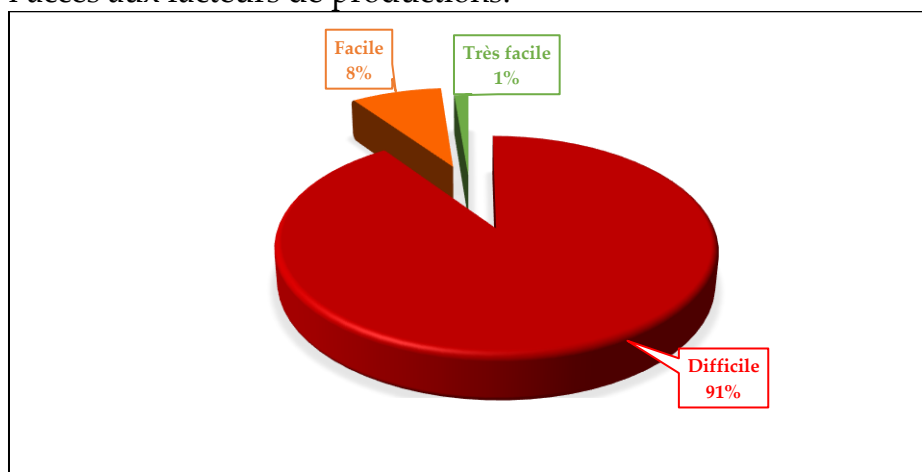
Graphique 13 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'état des routes



Source : MINEPAT, BCS2023

D'une manière générale, les chefs d'entreprises trouvent que l'accès aux facteurs de production est difficile.

Graphique 14 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception globale sur l'accès aux facteurs de productions.



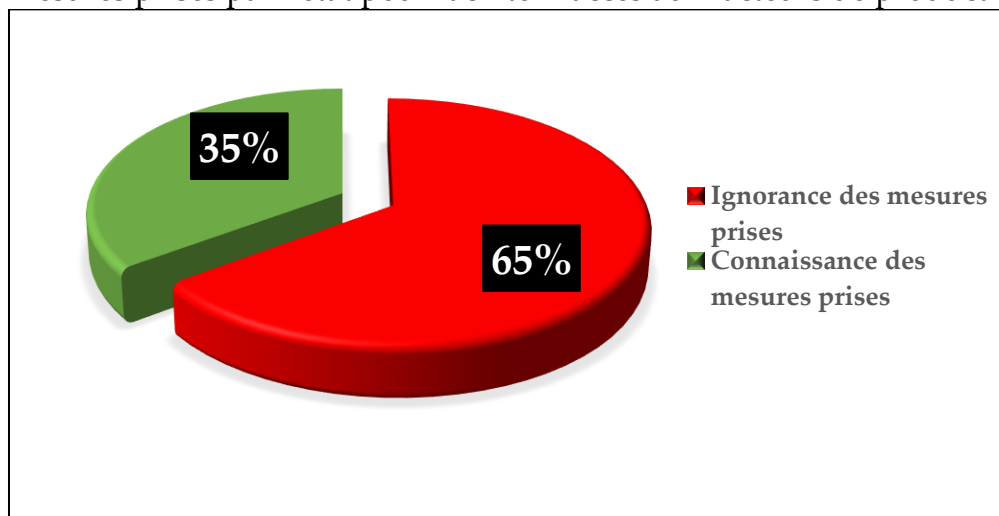
Source : MINEPAT, BCS2023

2.2.2. *Appréciation de l'action de l'Etat*

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès aux facteurs de production.* 65% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

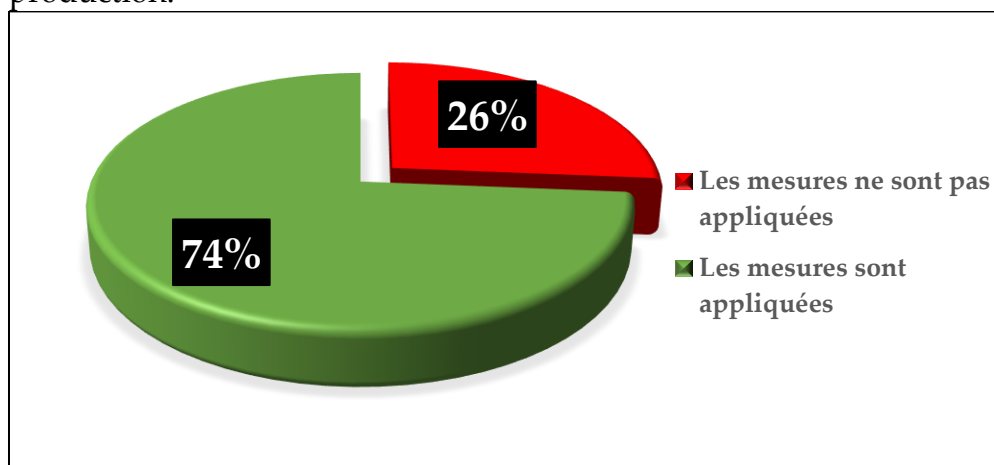
Graphique 15 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance des mesures prises par l'état pour faciliter l'accès aux facteurs de production.



Source : MINEPAT, BCS2023

2) *L'application de ces mesures.* 74% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

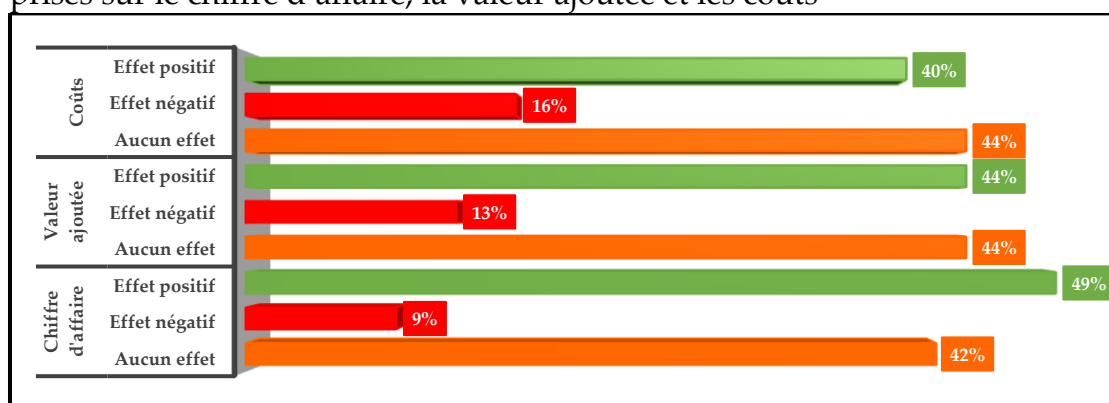
Graphique 16 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur opinion sur l'application des mesures prises par l'état pour faciliter l'accès aux facteurs de production.



Source : MINEPAT, BCS2023

3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité.* Les chefs d'entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d'activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 17 : Appréciation des chefs d'entreprises sur le rôle joué par les mesures prises sur le chiffre d'affaire, la valeur ajoutée et les coûts



Source : MINEPAT, BCS 2023

2.2.3. Propositions pour améliorer l'accès aux facteurs de production

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- 1) communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés d'accès aux facteurs de production. Ces mesures couvrent notamment : (i) *construction des infrastructures routières et énergétiques* et (ii) *extension de la fibre optique*.
- 2) renforcer la mise en œuvre de ces mesures.

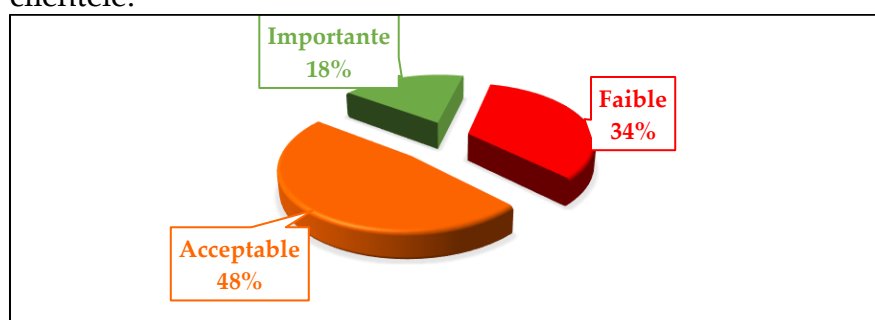
2.3. Accès au marché

2.3.1. Perception de l'accès au marché

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'accès au marché à travers les éléments suivants :

- 1) **Leur clientèle.** 48% de chefs d'entreprises trouvent leur clientèle acceptable, 34% la trouve faible et seulement 18% pensent qu'elle est importante.

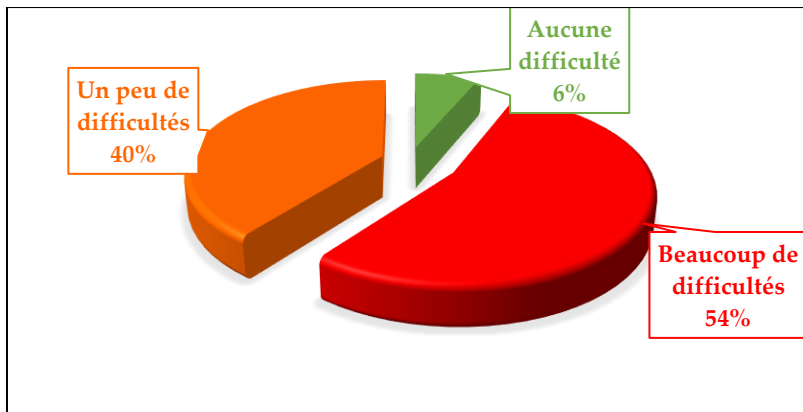
Graphique 18 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de leur clientèle.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) *l'accessibilité à la clientèle* qui exprime la facilité avec laquelle les entreprises parviennent à écouler leurs produits auprès des clients. 54% des chefs d'entreprises disent qu'ils ont beaucoup de difficultés à accéder à la clientèle. 40% disent qu'ils ont peu de difficultés à le faire et seulement 6% disent qu'ils ne rencontrent aucune difficulté.

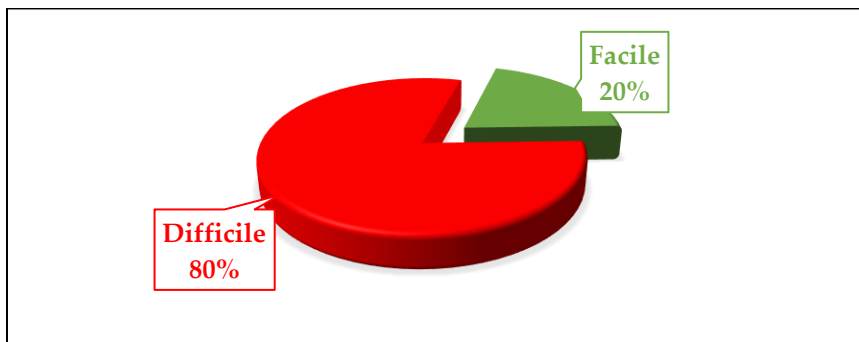
Graphique 19 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du niveau de difficultés à accéder à la clientèle.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

D'une manière générale, les chefs d'entreprises à 80% trouvent l'accès au marché difficile.

Graphique 20 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès au marché.



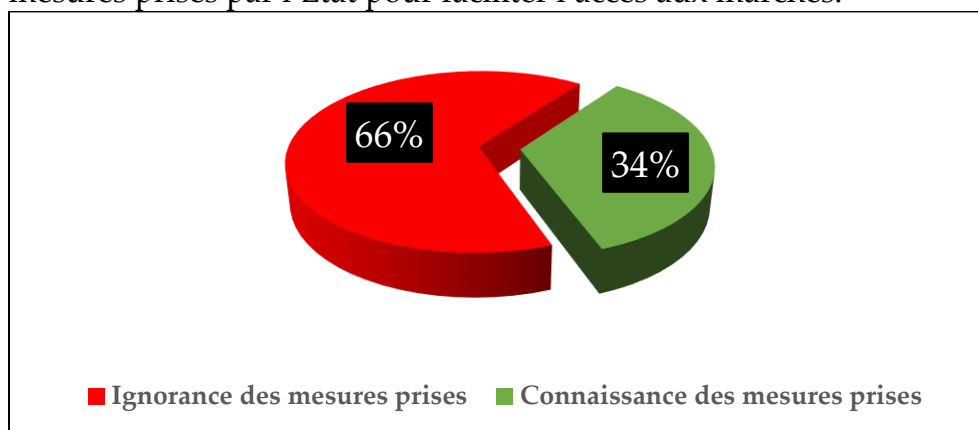
Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.3.2. *Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer l'accès au marché*

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *la connaissance des mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès au marché*. 66% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

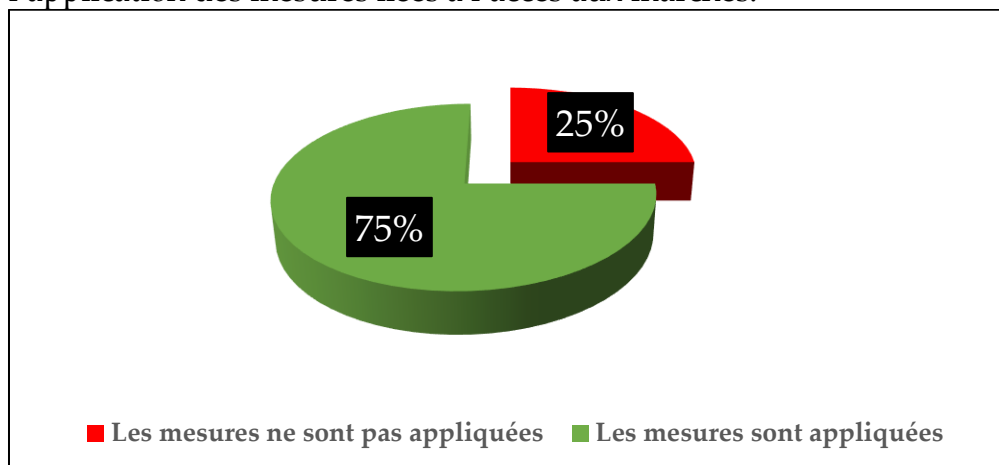
Graphique 21 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance des mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès aux marchés.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

2) *l'application de ces mesures*. 75% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

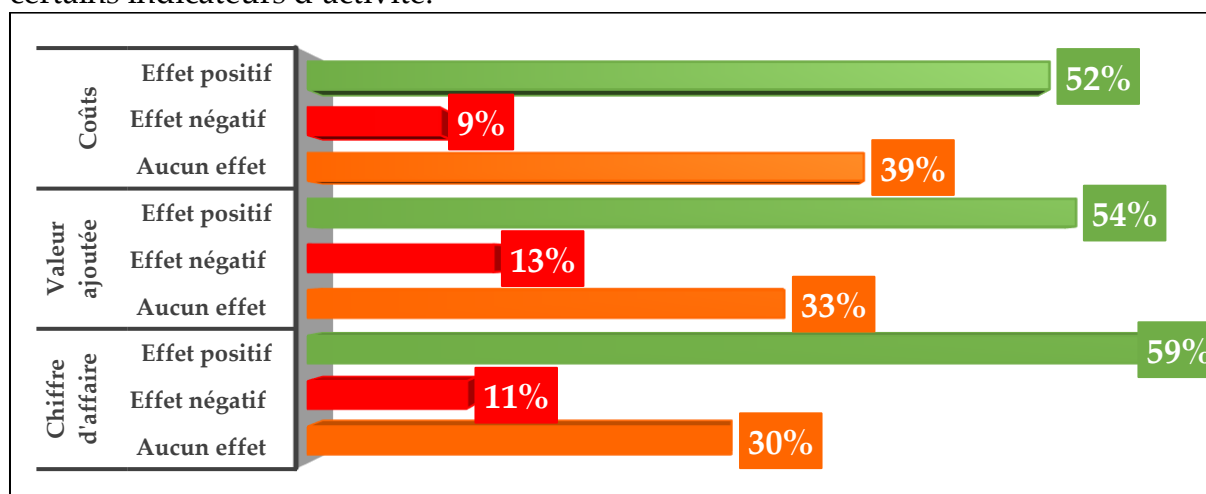
Graphique 22 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation de l'application des mesures liées à l'accès aux marchés.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité*. Les chefs d'entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d'activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 23 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle que les mesures prises par l'Etat pour améliorer l'accès aux marchés ont joué : influence sur certains indicateurs d'activité.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.3.3. Proposition pour améliorer l'accès au marché

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés d'accès au marché. Ces mesures couvrent notamment : (i) réserver 60% de la commande publique aux biens produits localement, (ii) action de la brigade nationale de contrôle et la répression des fraudes, (iii) promotion de la sous-traitance et (iv) promotion du made in Cameroon, (v) promotion des produits locaux dans les grandes surfaces.

- renforcer la mise en œuvre de ces mesures.

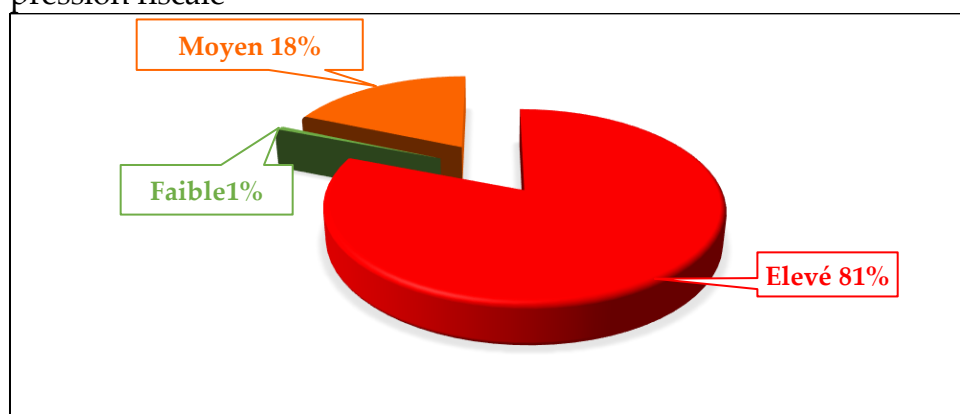
2.4. Fiscalité

2.4.1. Perception de la fiscalité

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'accès au marché à travers les éléments suivants :

- 1) **Le taux de pression fiscale** qui représente la part des dépenses fiscales sur le chiffre d'affaires de l'entreprise. 81% des chefs d'entreprises trouvent que le taux de pression fiscale est élevé, 18% trouve qu'il est moyen et seulement 1% trouve le taux de pression fiscale faible.

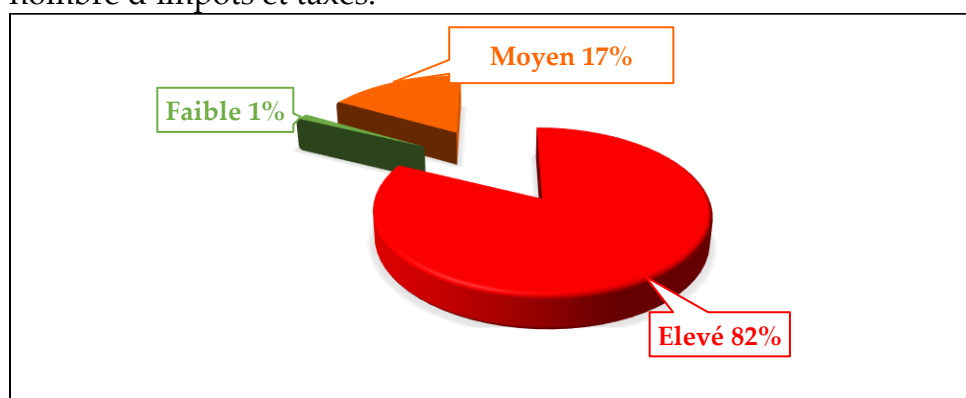
Graphique 24 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la pression fiscale



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) *Le nombre d'impôts et taxes payés.* Les chefs d'entreprises estiment à 82% que le nombre d'impôts et taxes qu'ils paient est élevé.

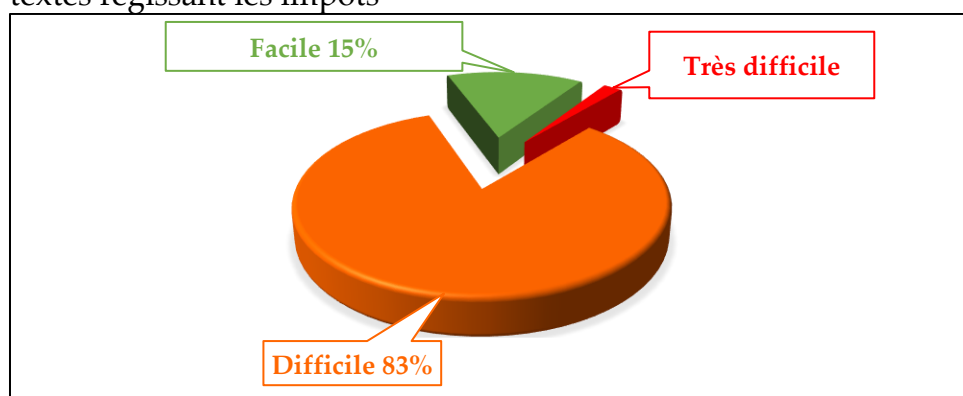
Graphique 25 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur le nombre d'impôts et taxes.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 3) *Compréhension des textes régissant les impôts.* Les chefs d'entreprises estiment à 83% qu'ils ne les comprennent pas.

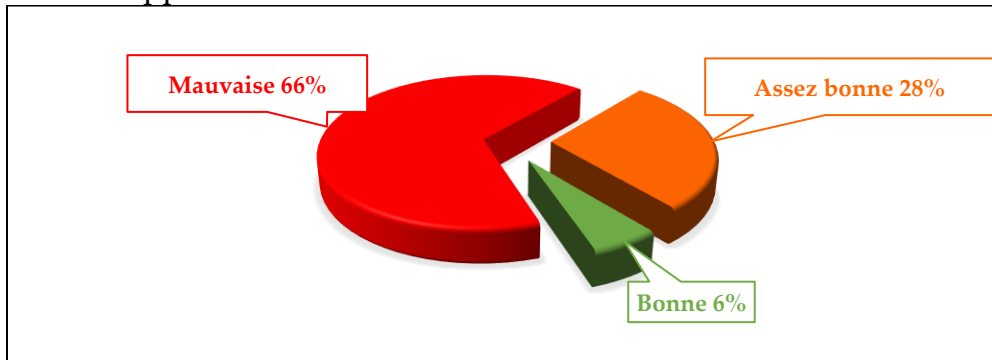
Graphique 26 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur compréhension des textes régissant les impôts



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 4) *Qualité de rapport avec les services d'assiette.* Plus de la moitié des d'entreprises estiment qu'ils n'ont pas de bon rapport avec les services de la douane, des impôts et autres.

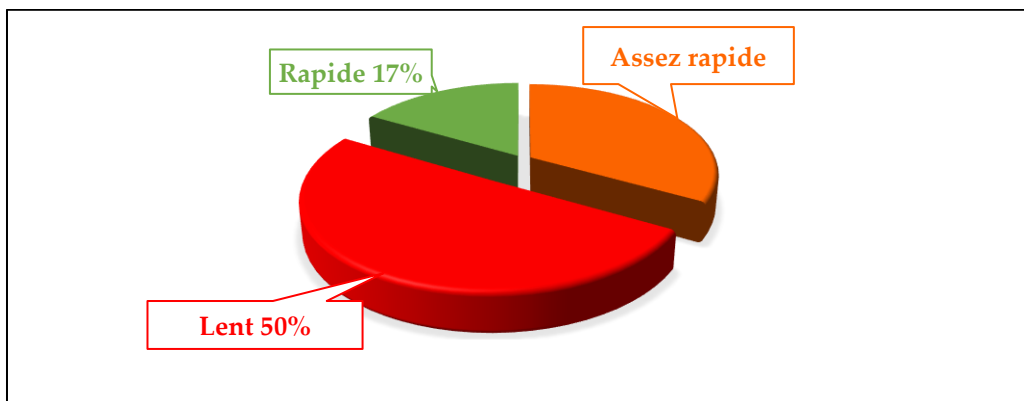
Graphique 27 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la qualité de leur rapport avec les services d'assiette



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 5) *Célérité dans le paiement des impôts.* 50% des chefs d'entreprises jugent que le paiement des impôts est lent. 33% estiment que ce paiement est assez rapide et 17% disent que ce paiement est rapide.

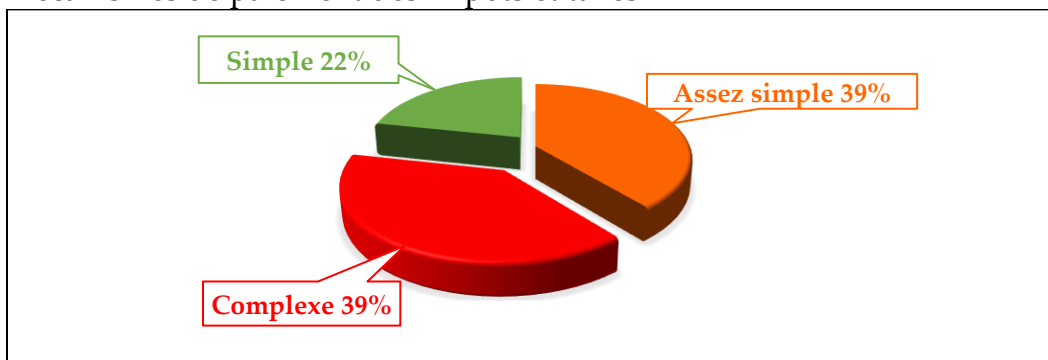
Graphique 28 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur jugement de la célérité des paiements



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 6) *Simplicité des mécanismes de paiement des impôts et taxes.* Les chefs d'entreprises estiment à 61% que ces mécanismes sont simples ou assez simples.

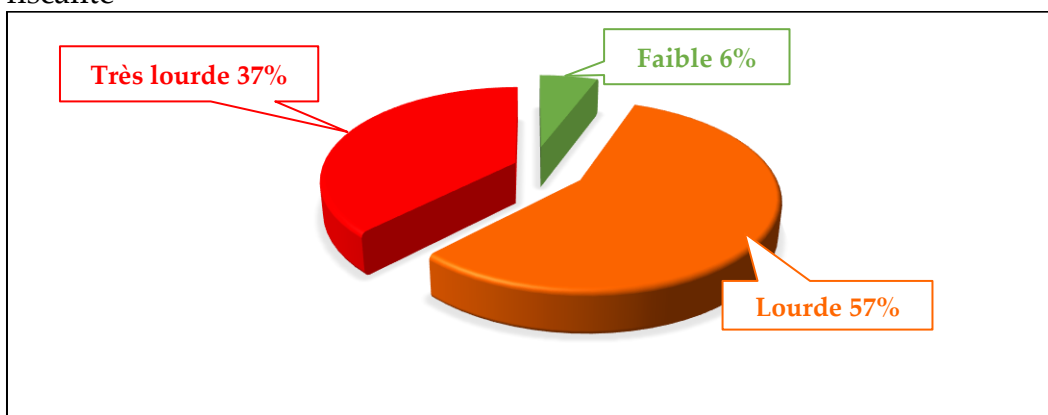
Graphique 29 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des mécanismes de paiement des impôts et taxes



Source : MINEPAT, BCS 2023.

D'une manière générale, les chefs d'entreprises pensent que la fiscalité est lourde au Cameroun.

Graphique 30 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la fiscalité



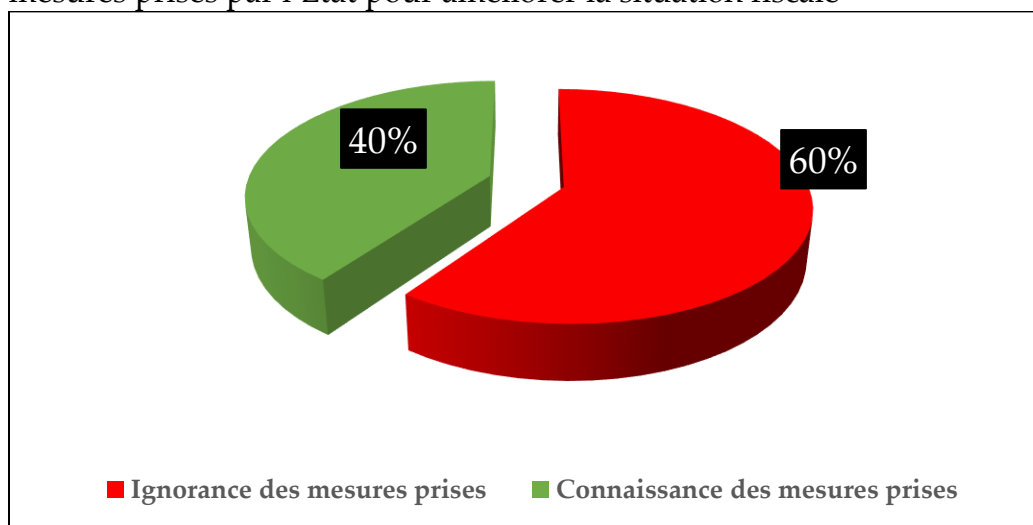
Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.4.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la situation fiscale

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale.* 60% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

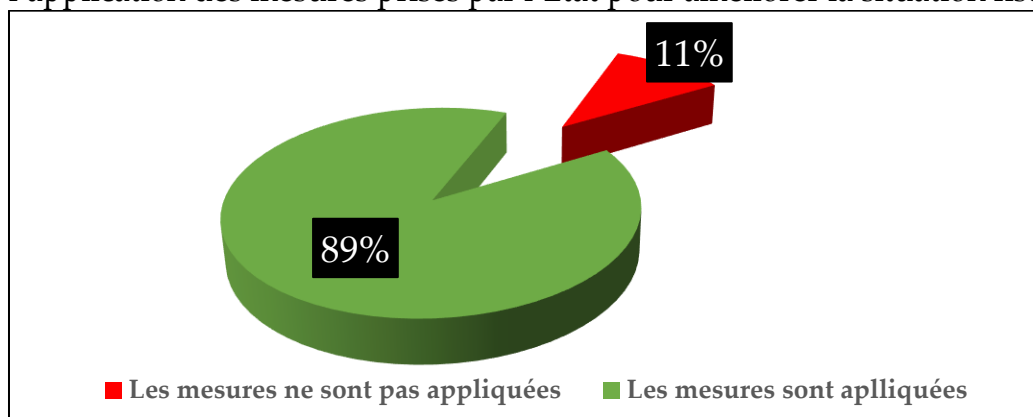
Graphique 31 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) *L'application de ces mesures.* 89% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

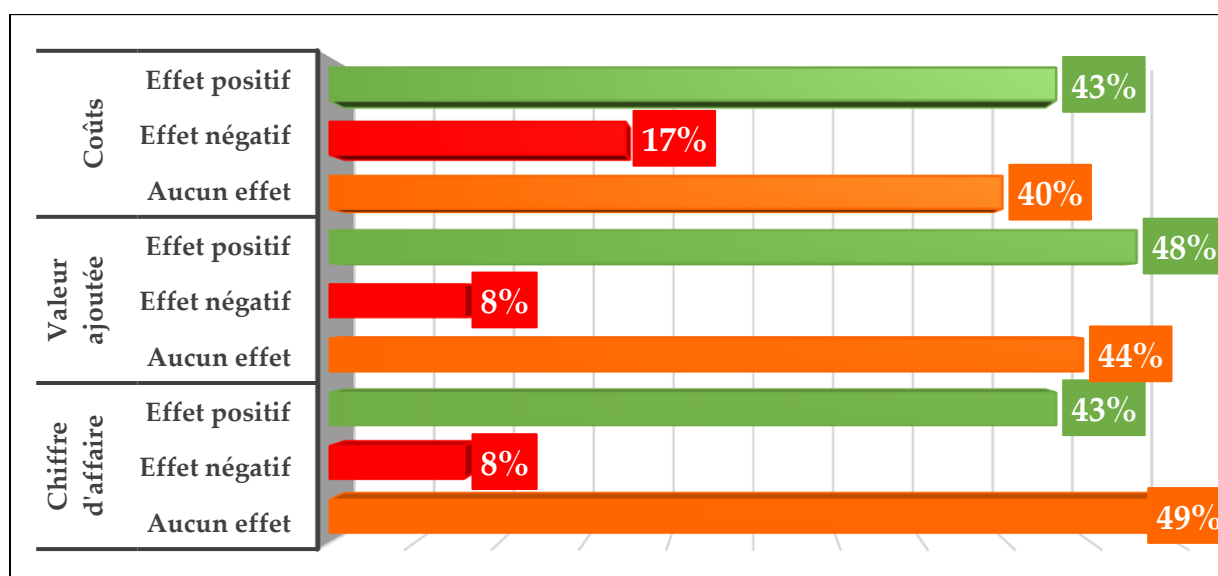
Graphique 32 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation de l'application des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité.* Les chefs d'entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d'activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 33 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle que les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale ont joué : influence sur certains indicateurs d'activité.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.4.3. Propositions pour améliorer la situation fiscale

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés pour améliorer la situation fiscale. Ces mesures couvrent notamment : (i) loi fixant les incitations en investissement privé en République du Cameroun, (ii) dématérialisation des procédures fiscales et (iii) réduction de 50% de la taxe de base pour les impôts des sociétés, pour les entreprises qui réinvestissent une partie de leurs bénéfices.

- renforcer la mise en œuvre de ces mesures.

2.5. Relations entre l'Etat et le secteur privé

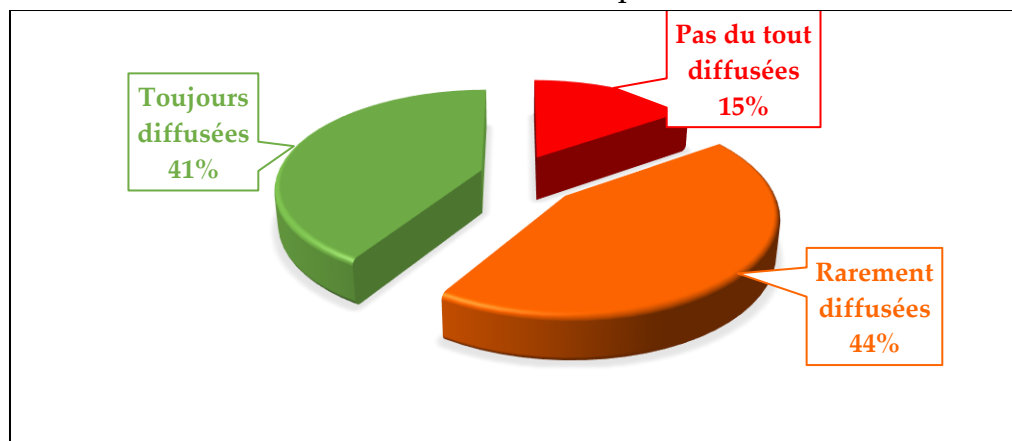
2.5.1. Perception par les entreprises de ses relations avec l'Etat

Les chefs d'entreprises ont apprécié la qualité de leurs relations avec l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) **La diffusion des données à caractère économique.** 44% des chefs d'entreprises trouvent que l'Etat diffuse rarement les données à caractère économique. 41%

estiment que l'Etat diffuse toujours ces données et seulement 15% trouvent que l'Etat ne les diffuse pas du tout.

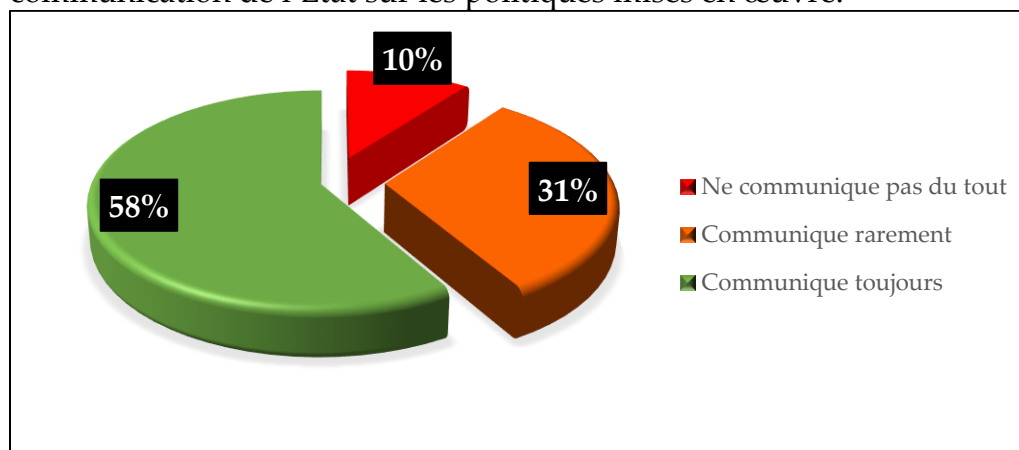
Graphique 34 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la diffusion des données à caractère économique.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) *La communication de l'Etat sur les politiques mises en œuvre.* 58% de chefs d'entreprises trouvent que l'Etat communique toujours sur les politiques qu'il met en œuvre. 31% disent que l'Etat communique rarement et 10% estiment que l'Etat ne communique pas du tout.

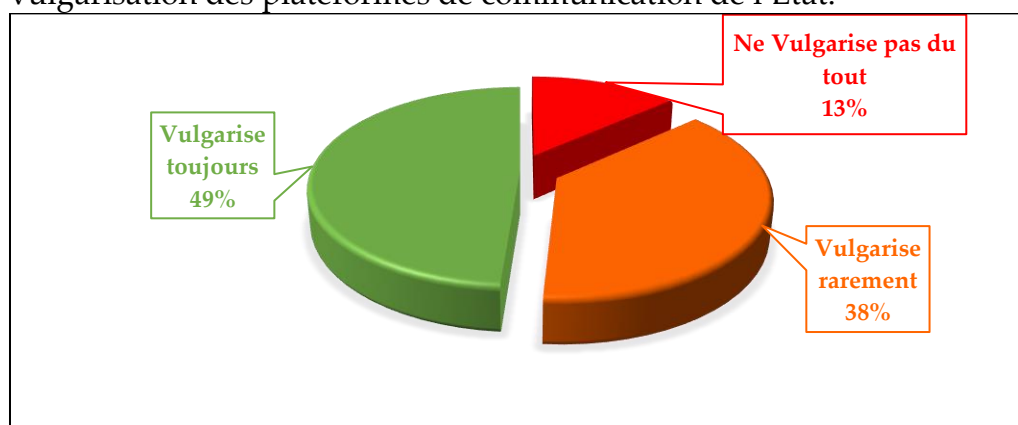
Graphique 35 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la communication de l'Etat sur les politiques mises en œuvre.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 3) *Vulgarisation des plateformes de communication.* 49% des chefs d'entreprises estiment que l'Etat vulgarise toujours ses plateformes de communication. 38% trouvent que l'Etat les vulgarise rarement et 13% estiment que l'Etat ne les vulgarise pas du tout.

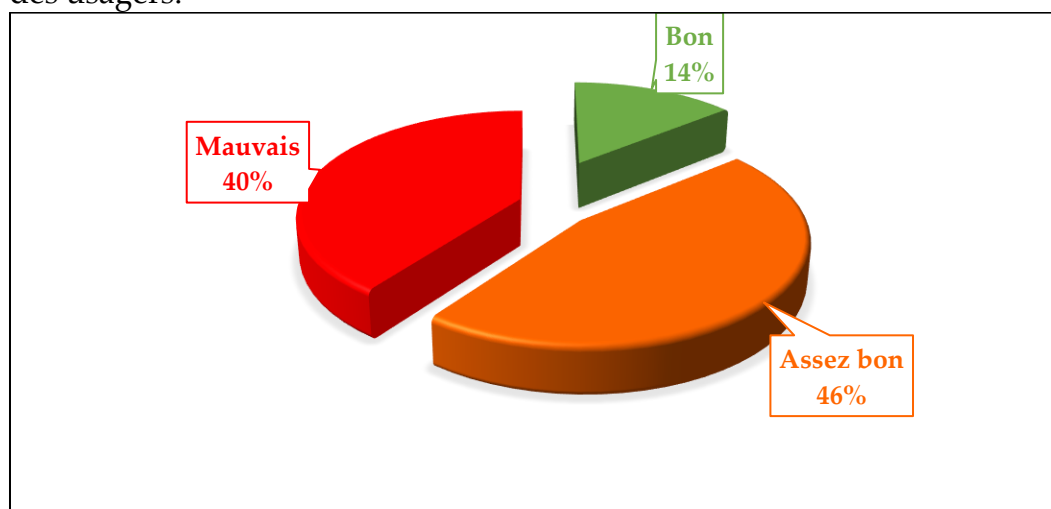
Graphique 36 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la vulgarisation des plateformes de communication de l'Etat.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 4) *Accueil des usagers.* 46% chefs d'entreprises trouvent que les établissements publics sont assez accueillants, 41% jugent qu'ils ne le sont pas et seulement 14% trouvent qu'ils sont très accueillants.

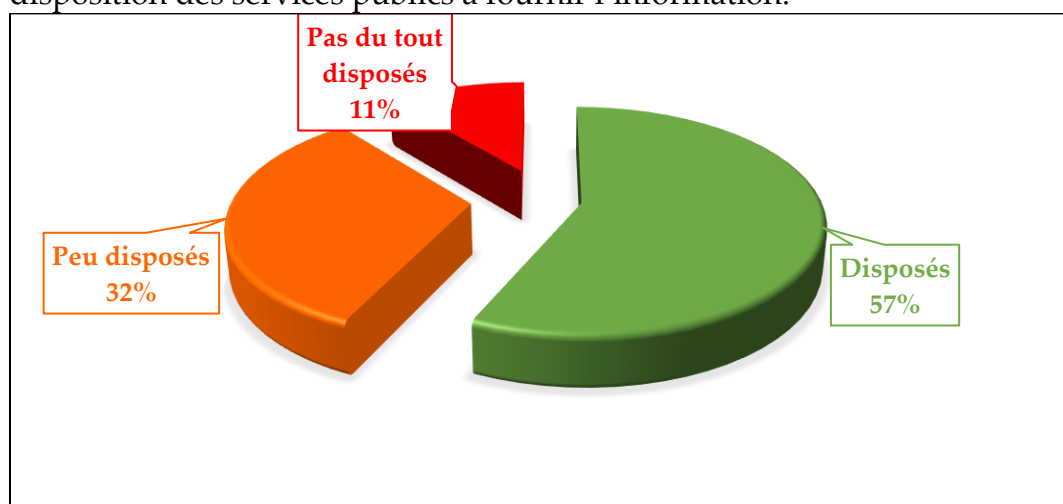
Graphique 37 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accueil des usagers.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 5) *Disposition des services publics à fournir l'information.* 57% des chefs d'entreprises jugent que les services publics sont disposés à fournir des informations, 31 trouvent qu'ils sont encore peu disposés et 11 estiment qu'ils ne sont pas du tout disposés.

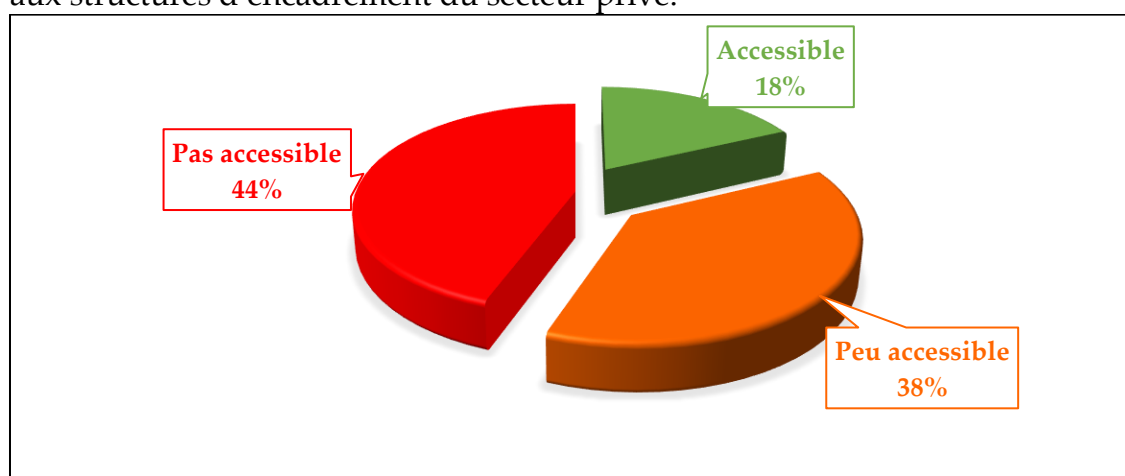
Graphique 38 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la disposition des services publics à fournir l'information.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 6) *Accès aux structures d'encadrement.* 44% des dirigeants d'entreprises trouvent que les structures d'encadrement du secteur privé ne sont pas accessibles, 38 les trouvent peu accessibles et 18 les jugent accessibles.

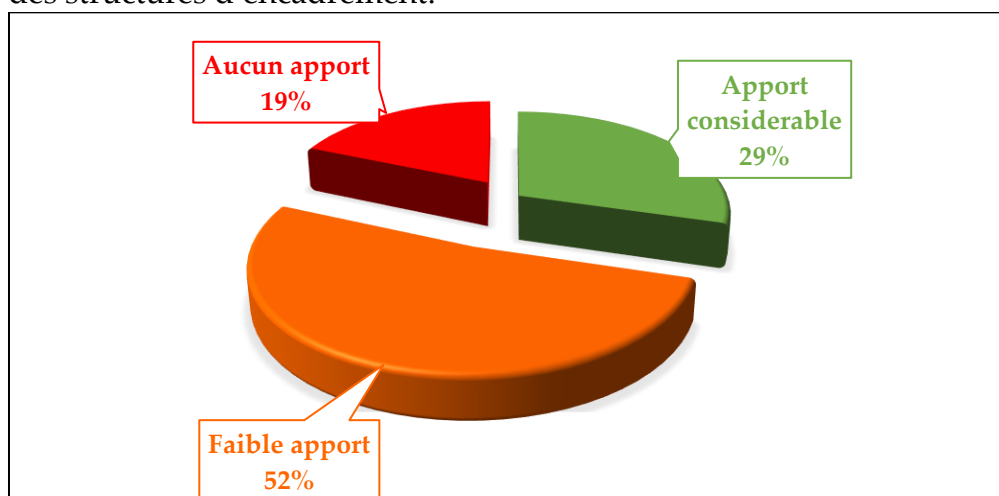
Graphique 39 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accès aux structures d'encadrement du secteur privé.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 7) *Apport des structures d'encadrement.* 52% des dirigeants d'entreprises pensent que les structures d'encadrement ont un apport sur leurs activités mais que cela reste encore faible, 29% trouvent qu'elles ont un apport considérable et 19% jugent que ces structures n'ont aucun apport.

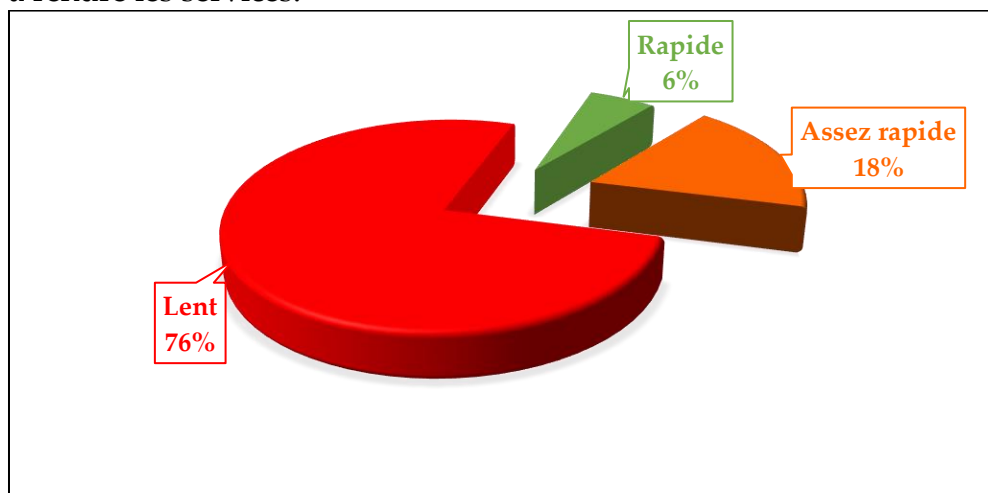
Graphique 40 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'apport des structures d'encadrement.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 8) *Vitesse à rendre service*. 76% des chefs d'entreprises trouvent que les services publics sont lents dans l'accompagnement et l'encadrement, 18% les jugent assez rapides et seulement 6% les trouvent rapides.

Graphique 41 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la vitesse à rendre les services.

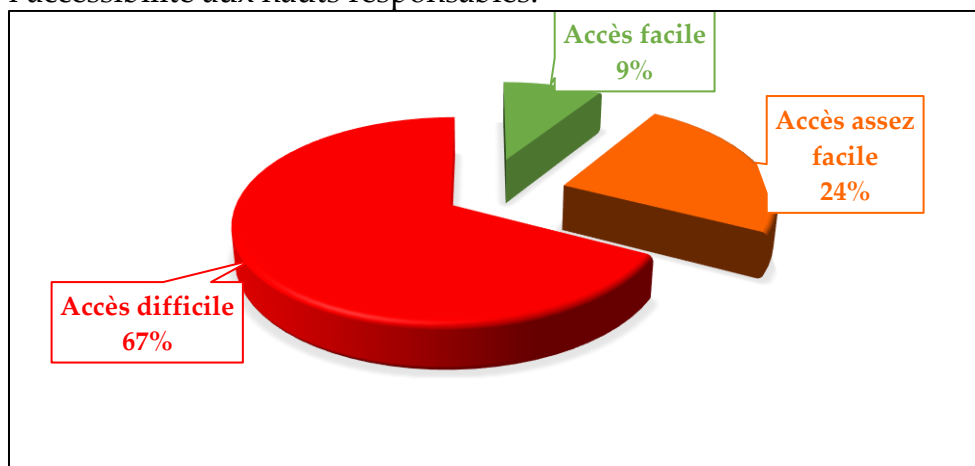


Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 9) *Accessibilité aux hauts responsables*. 67% des chefs d'entreprises trouvent que les hauts responsables des services publics sont difficilement accessibles, 24%

pensent qu'ils sont assez accessibles et 9% jugent qu'ils sont accessibles facilement.

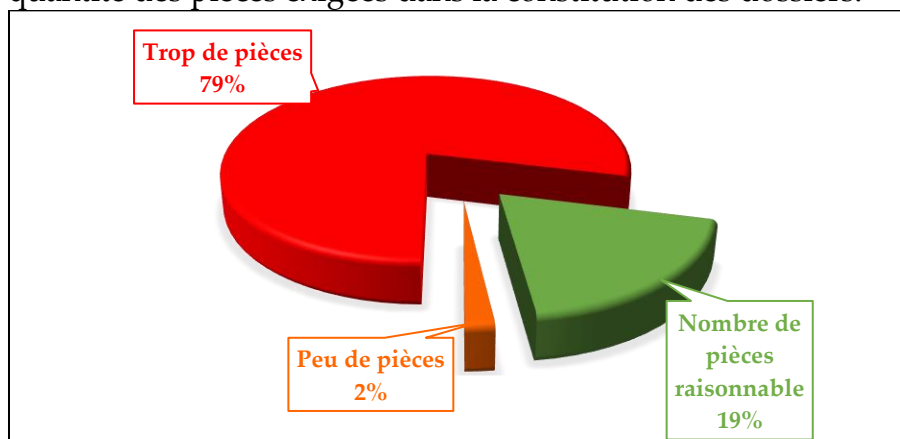
Graphique 42 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de l'accessibilité aux hauts responsables.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

10) Quantité des pièces exigées dans la constitution des dossiers. 79% des dirigeants d'entreprises trouvent le nombre de pièces à fournir pour des besoins d'appui trop élevé, 19% le trouve raisonnable et seulement 2% pensent qu'il est peu.

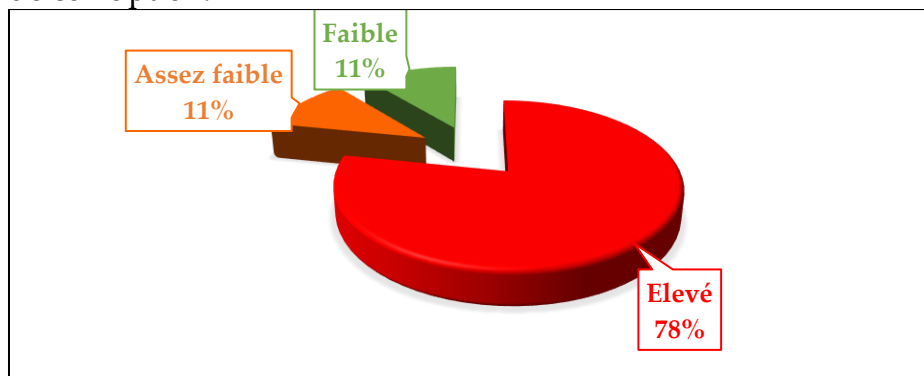
Graphique 43 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la quantité des pièces exigées dans la constitution des dossiers.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

11) Niveau de corruption. 78% des dirigeants d'entreprises trouvent que le niveau de corruption est encore élevé. 11% disent que ce niveau est assez faible et seul 11% jugent ce niveau faible.

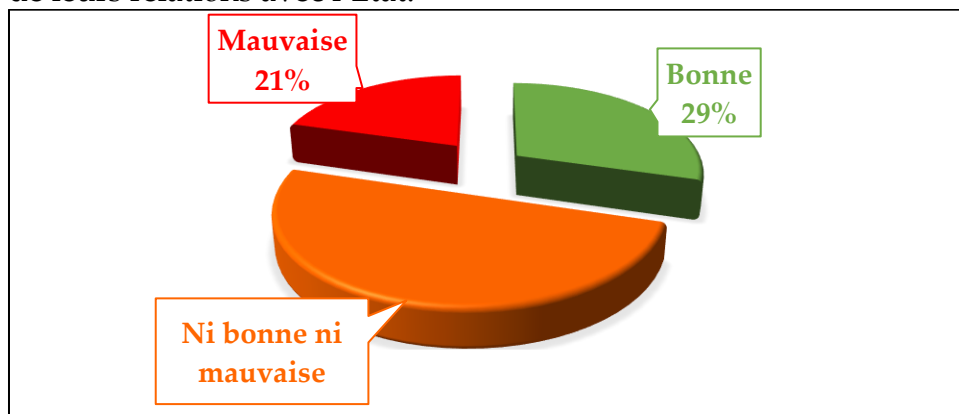
Graphique 44 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de le niveau de corruption.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

D'une manière générale, les avis des chefs d'entreprises restent partagés sur la qualité de leurs relations avec l'Etat. Ils estiment à 50% qu'ils n'ont ni de bonnes ni de mauvaises relations avec l'Etat.

Graphique 45 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la qualité de leurs relations avec l'Etat.



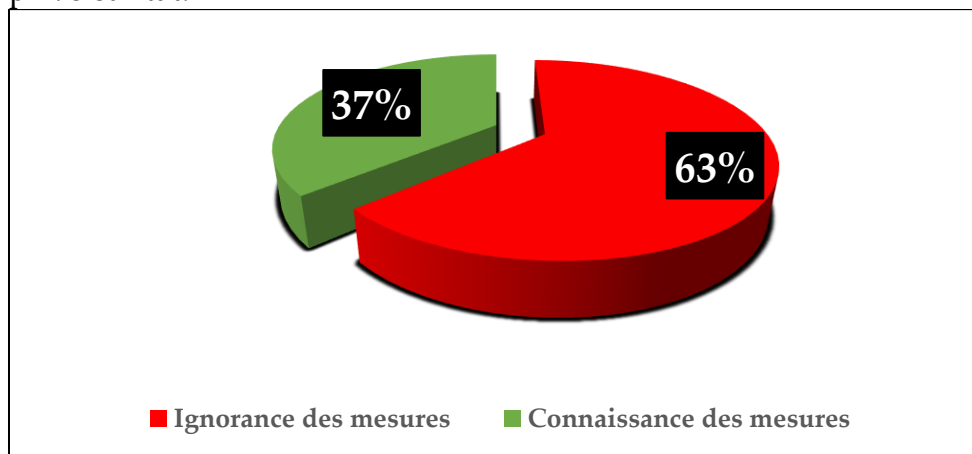
Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.5.2. *Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la qualité des relations avec les entreprises*

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale.* 63% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

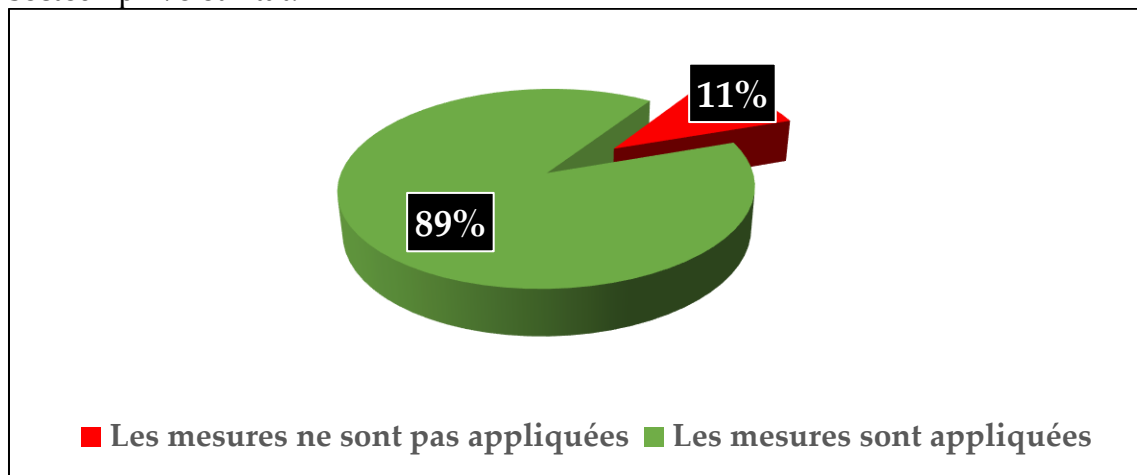
Graphique 46 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations entre secteur privé et Etat.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

2) *L'application de ces mesures.* 89% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

Graphique 47 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur appréciation sur l'application des mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations entre secteur privé et Etat.

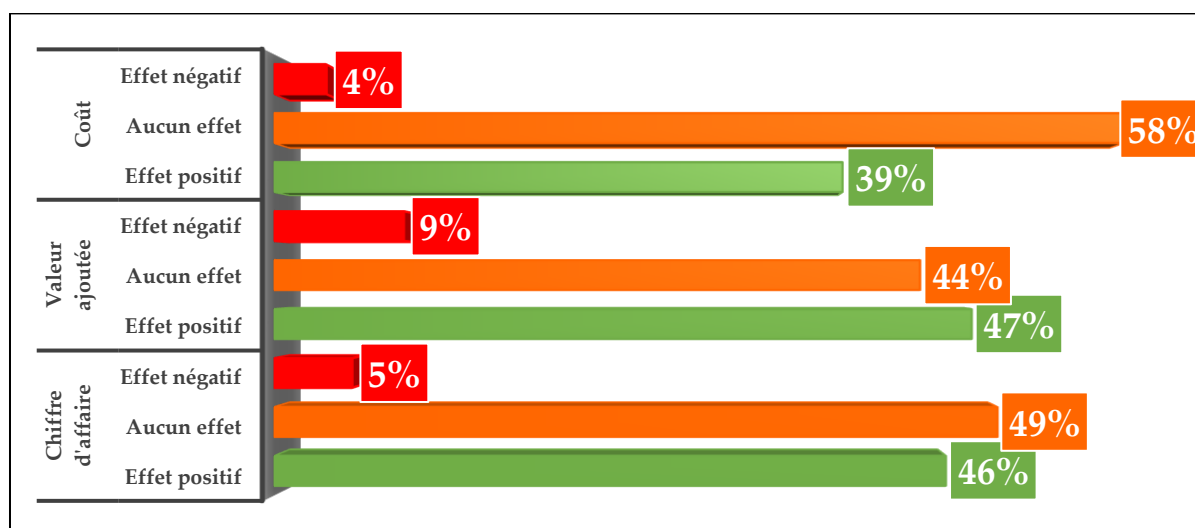


Source : MINEPAT, BCS 2023.

3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité.* Les chefs d'entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont

appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d'activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 48 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle que les mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations avec le secteur privé ont joué : influence sur certains indicateurs d'activité.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.5.3. Proposition pour améliorer la qualité des relations entre l'Etat et le secteur privé

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer la qualité des relations entre l'Etat et le secteur privé. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place du visa électronique, (ii) la mise en place du passeport biométrique, (iii) l'amélioration de la fonctionnalité des sites internet des administrations et (iv) la mise en place des cadres de concertation entre l'Etat et le secteur privé.
- renforcer la mise en œuvre de ces mesures.

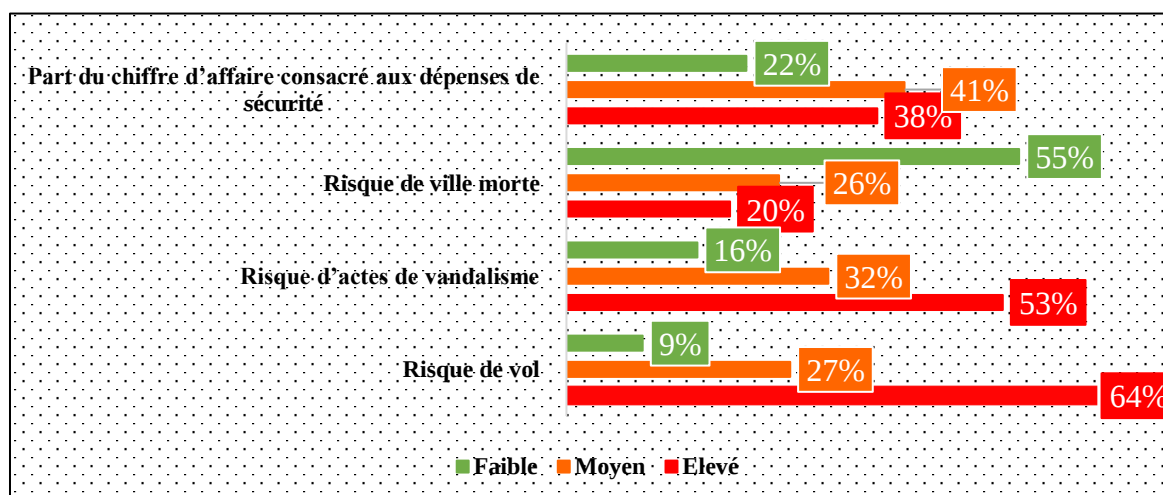
2.6. Situation sécuritaire

2.6.1. Perception de la situation sécuritaire

Les chefs d'entreprises ont apprécié la sécurité de l'environnement à travers le risque de perdre les éléments de leur patrimoine, de leur chiffre d'affaire, et les coûts récurrents liés à la sécurisation dudit patrimoine ou dudit chiffre d'affaire. Dans le cadre de l'enquête ils se sont prononcés sur les menaces suivantes :

- 1) **les risques d'être victime de vol.** Une proportion de 64% de chefs d'entreprises trouve le risque de vol élevé, 27% l'estiment moyen et 9% le trouve faible.
- 2) **Le risque d'être victime d'actes de vandalisme.** Il exprime les diverses violences exercées sur l'outil de production. 53% de chefs d'entreprises trouvent que le risque de vandalisme est élevé, 32% trouvent que ce risque est moyen et 15% le trouve faible. D'une manière générale, le risque est localisé dans quelques régions telles que le Sud-Ouest et le Nord-Ouest et dans le secteur des services d'accompagnement aux entreprises.
- 3) **Le risque de ville morte.** Il regroupe les facteurs d'insécurité créés par les hommes et susceptible d'affecter les activités des entreprises. Pour 55% des chefs d'entreprises, le risque d'être victime de tels événements apparaît faible contre 20% seulement qui pensent qu'il est élevé. Ce risque apparaît donc quelque peu marginal pour la majorité des entreprises et on peut y voir la conséquence de sa nature conjoncturelle et généralement localisé dans les grandes villes ou quelques régions affectés par les crises sécuritaires.
- 4) **Les dépenses de sécurité.** Elles expriment la part du chiffre d'affaire consacrée aux dépenses liées à la sécurité. Pour 41% des chefs d'entreprises, ces dépenses sont moyennes. 38% les trouvent élevées et 22% les trouvent faible.

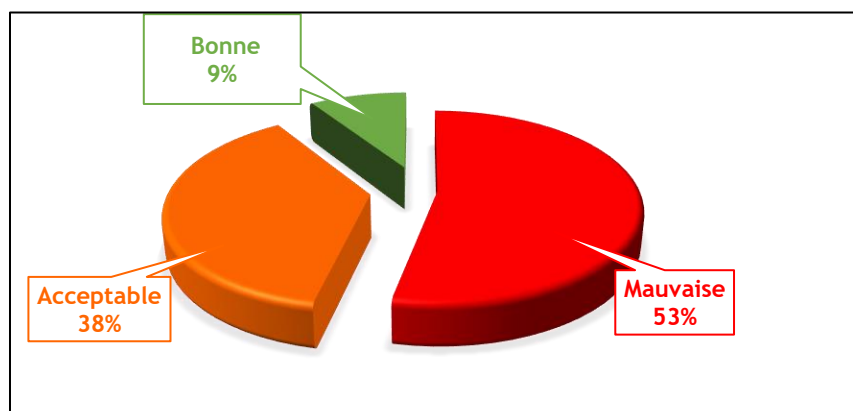
Graphique 49 : Appréciation des chefs d'entreprises suivant leur perception des déterminants de la sécurité de l'environnement



Source : MINEPAT, BCS 2023

D'une manière générale, la situation sécuritaire telle que perçue par les chefs d'entreprises apparaît relativement bonne.

Graphique 50 : Répartition des chefs d'entreprises selon leur perception de la situation sécuritaire



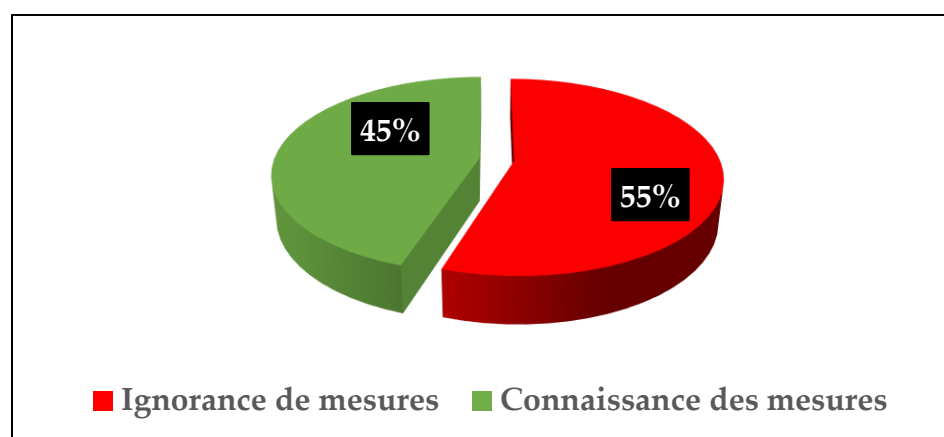
Source : MINEPAT, BCS 2023

2.6.2. *Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire*

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation fiscale.* 55% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

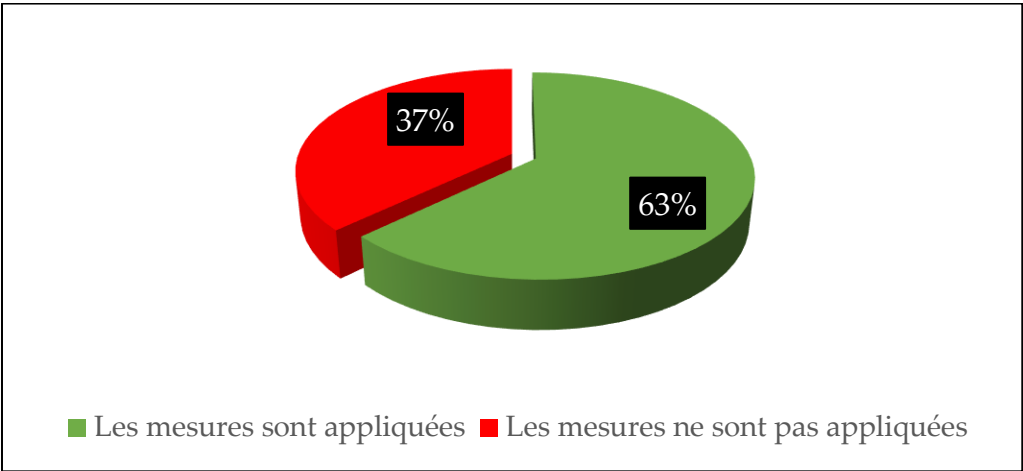
Graphique 51 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire



Source : MINEPAT, BCS 2023

- 2) *L'application de ces mesures.* 63% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

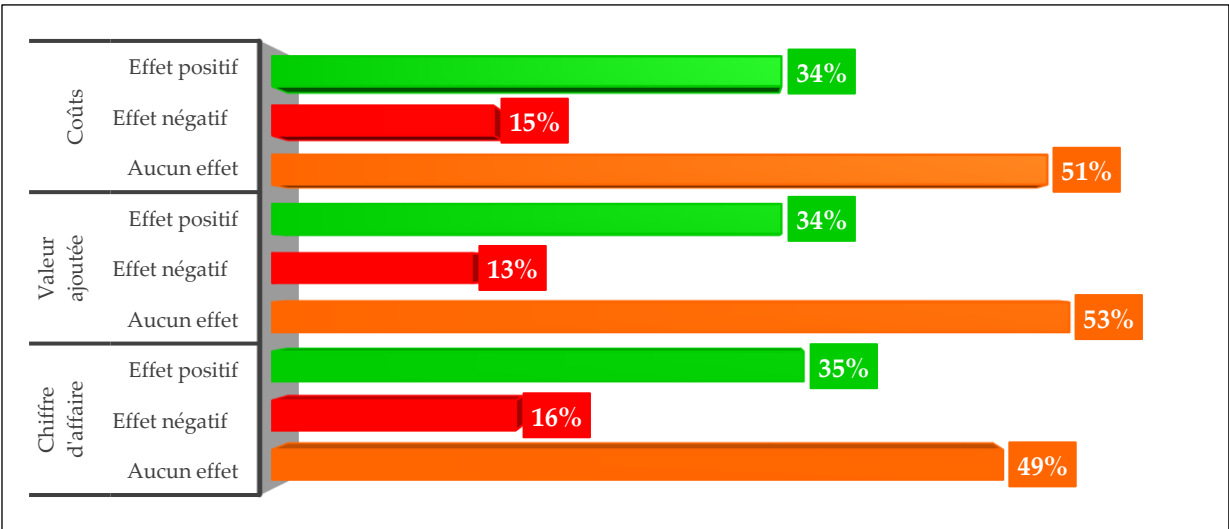
Graphique 52 : Répartition des chefs d’entreprises suivant leur appréciation sur l’application des mesures prises par l’Etat pour améliorer la situation sécuritaire.



Source : Enquête BCS, 2023.

3) *L’impact des mesures sur les indicateurs d’activité.* Les chefs d’entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d’activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 53 : Répartition des chefs d’entreprises suivant leur avis sur de rôle qu’a joué les mesures prises par l’Etat pour améliorer la situation sécuritaire : influence sur certains indicateurs d’activité.



Source : MINEPAT, BCS 2023

2.6.3. Proposition pour améliorer la situation sécuritaire

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer la situation sécuritaire. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place du Centre National de Commandement de la Vidéo Surveillance (CNCVS) et (ii) la mise en place du Comité de Désarmement et de Démobilisation et de Réinsertion (DDR).

- renforcer la mise en œuvre de ces mesures.

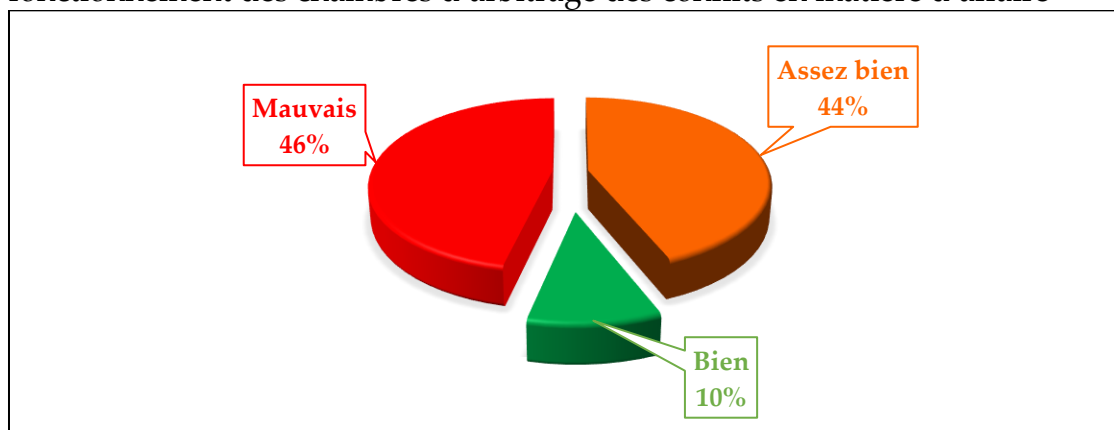
2.7. Règlement des conflits

2.7.1. Perception du règlement des conflits

Les chefs d'entreprises ont apprécié la manière de régler les conflits en matière d'affaire à travers les éléments suivants :

- 1) **Le fonctionnement des chambres d'arbitrage.** Il renvoie à l'organisation interne de ces structures. Il est jugé acceptable pour 54% des chefs d'entreprises et mauvais pour 46%.

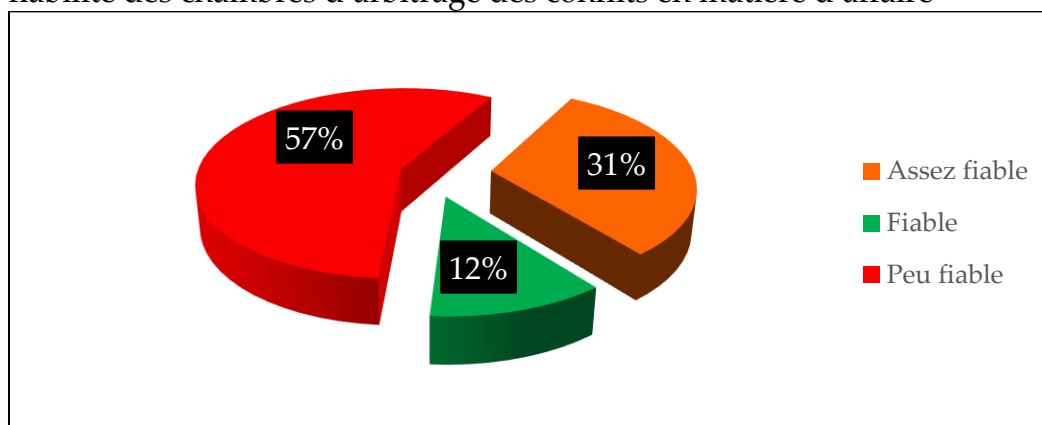
Graphique 54 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du fonctionnement des chambres d'arbitrage des conflits en matière d'affaire



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) **La fiabilité des décisions des chambres d'arbitrage.** Les décisions sont jugées peu fiables pour 57% des chefs d'entreprises et fiables pour 43%.

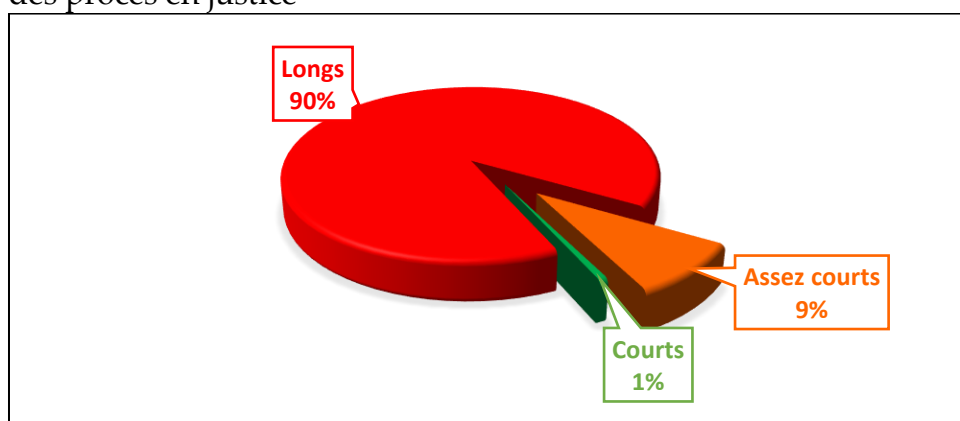
Graphique 55 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la fiabilité des chambres d'arbitrage des conflits en matière d'affaire



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 3) *Le délai des procès en justice.* Ces délais apparaissent longs pour la majorité des chefs d'entreprises (90%) et court pour 10% seulement.

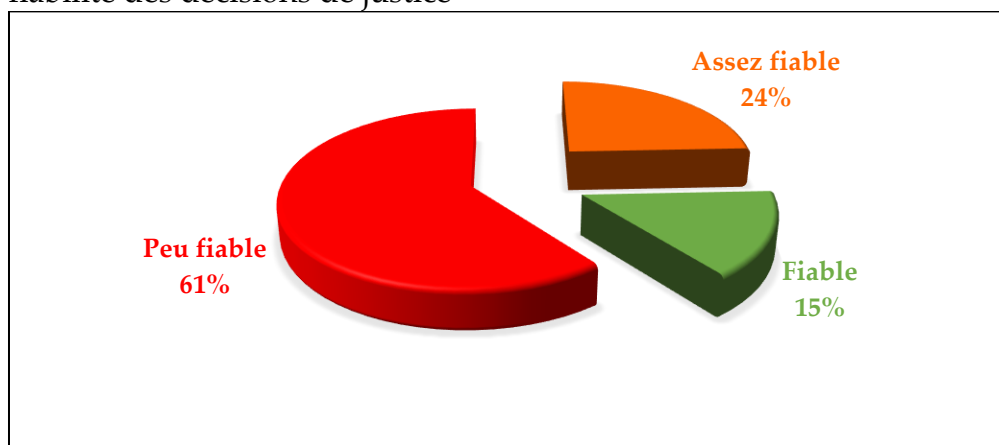
Graphique 56 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du délai des procès en justice



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 4) *La fiabilité des décisions de justice.* Elle exprime le niveau de crédibilité des décisions de justice du point de vue des acteurs. 61% des chefs d'entreprises trouvent ces décisions peu fiables tandis que 15% les trouvent fiables. 24% trouvent qu'elles présentent un niveau de fiabilité moyen.

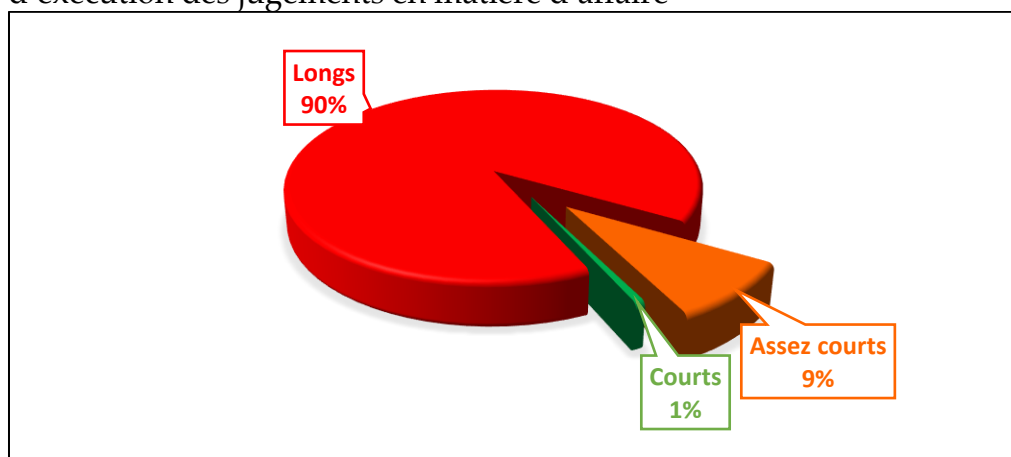
Graphique 57 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception de la fiabilité des décisions de justice



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 5) *Les délais d'exécution des jugements ou des décisions rendues.* Ils expriment le temps mis par les instances compétentes pour rendre exécutoire une décision de justice. La majorité des chefs d'entreprises (90%) trouvent ces délais longs. Seul 10% pensent qu'ils sont courts.

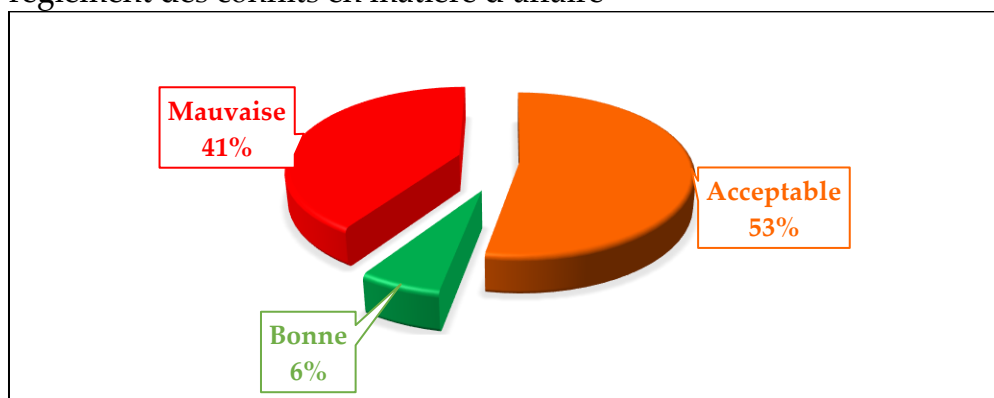
Graphique 58 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception des délais d'exécution des jugements en matière d'affaire



Source : MINEPAT, BCS 2023.

De manière générale, la gestion des conflits en matière d'affaire telle que perçue par les chefs d'entreprises est jugée acceptable pour 53% d'entre eux.

Graphique 59 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception du règlement des conflits en matière d'affaire



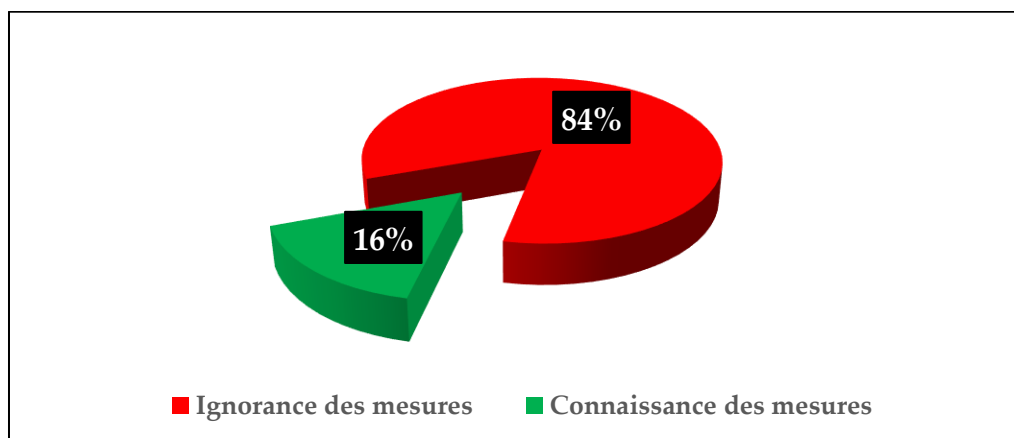
Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.7.2. *Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer le règlement des conflits*

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer le règlement des conflits.* 84% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

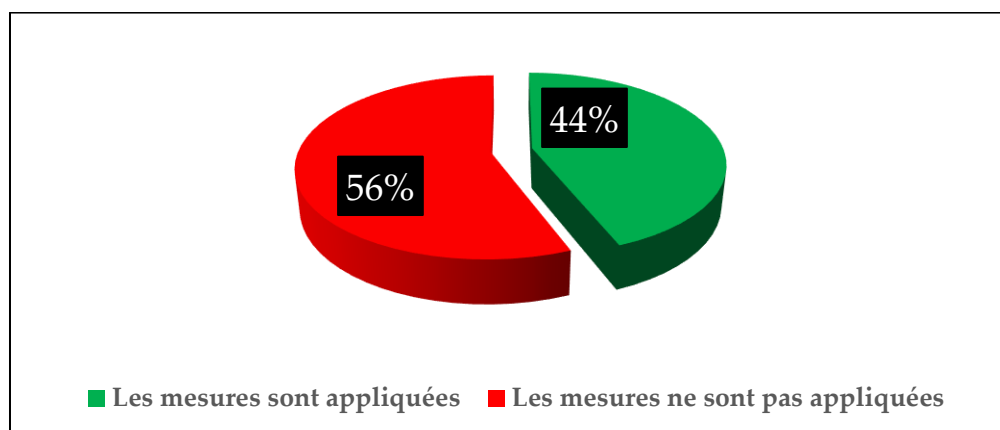
Graphique 60 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire



Source : MINEPAT, BCS 2023

- 2) *L'application de ces mesures.* 56% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

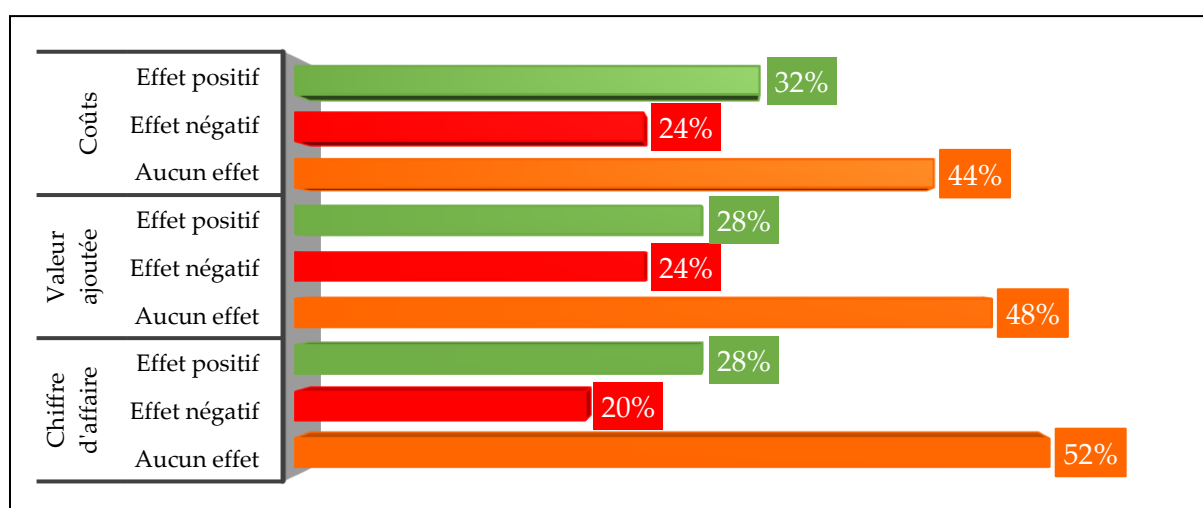
Graphique 61 : Appréciation de la connaissance des chefs d'entreprises sur les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire et leurs applications



Source : Enquête BCS, 2023.

3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité.* Les chefs d'entreprises du secteur industriel pensent que les mesures dont ils ont connaissances et qui sont appliquées ont certes un effet sur leurs indicateurs d'activité mais que cet impact reste faible.

Graphique 62 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur de rôle qu'a joué les mesures prises par l'Etat pour améliorer le règlement des conflits : influence sur certains indicateurs d'activité.



Source : MINEPAT, BCS 2023

2.7.3. Proposition pour améliorer le règlement des conflits

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer le règlement des conflits. Ces mesures couvrent notamment : (i) *la mise en place des chambres d'arbitrage* et (ii) *la mise en place des chambres commerciales spécialisées dans les tribunaux d'instance*.

- mettre en œuvre ces mesures.

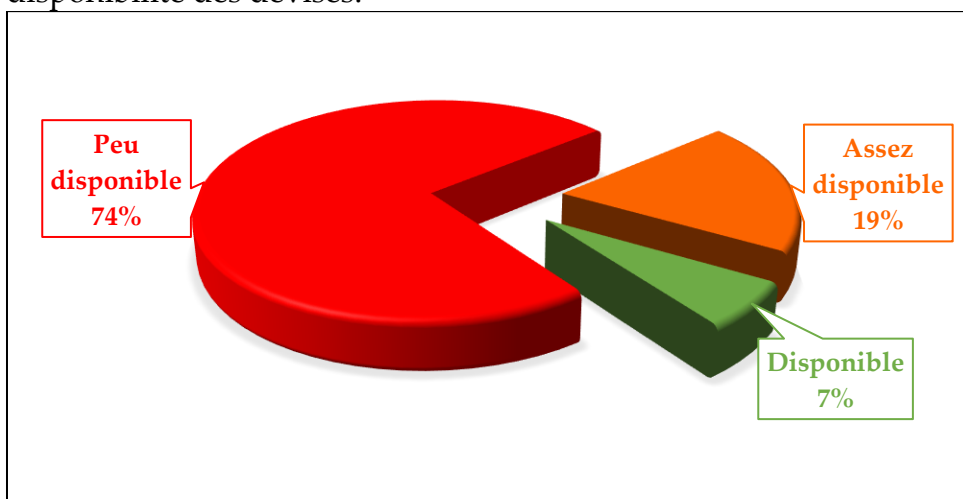
2.8. Transactions avec l'extérieur

2.8.1. Perception de la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur

Les industriels ont apprécié la facilité à réaliser les transactions avec l'extérieur à travers les éléments suivants :

- 1) **La disponibilité des devises.** 74% des industriels trouvent que les devises sont peu disponibles. 26% d'entre eux estiment que les devises sont assez disponibles.

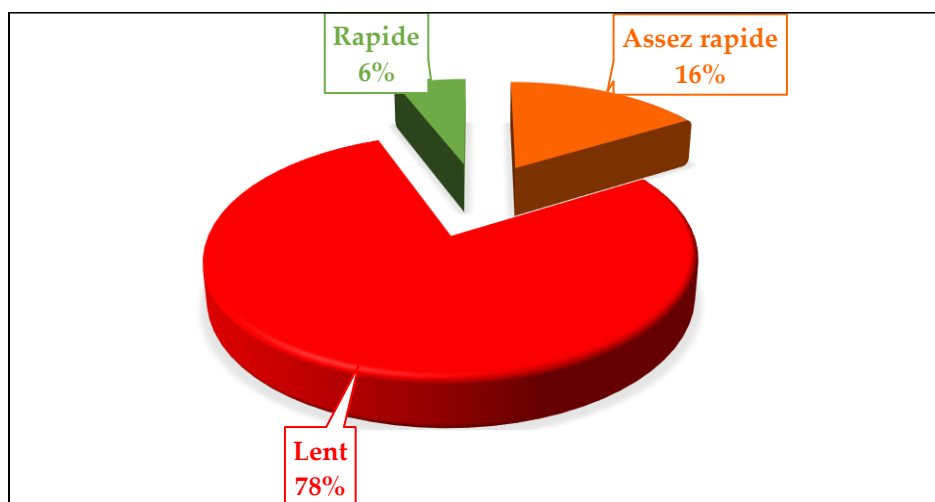
Graphique 63 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur la disponibilité des devises.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 2) **La rapidité des transactions.** 78% des chefs d'entreprises trouvent que les transactions lentes contre 22% qui pensent qu'elles sont assez rapides ou rapides.

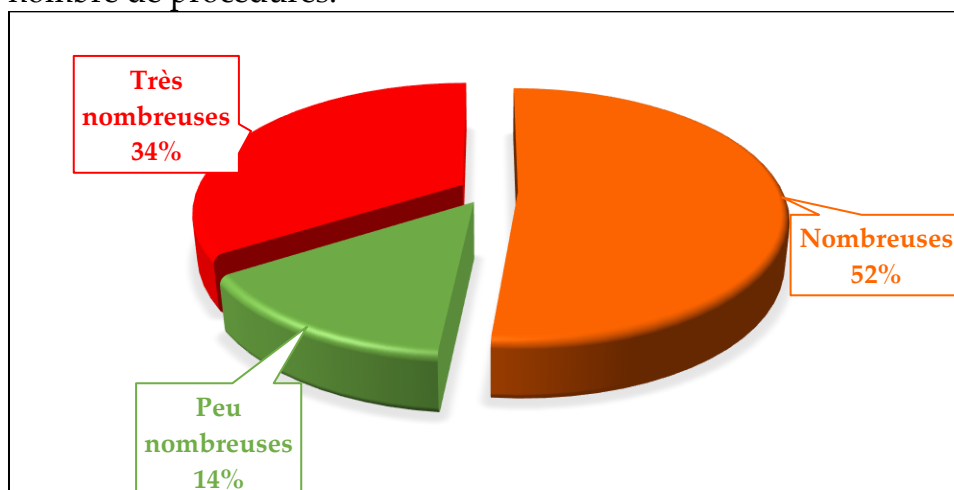
Graphique 64 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur la rapidité des transactions



Source : MINEPAT, BCS 2023.

3) *Nombre de procédures.* Pour 86% des chefs d'entreprises ces procédures sont entre nombreuses ou très nombreuses.

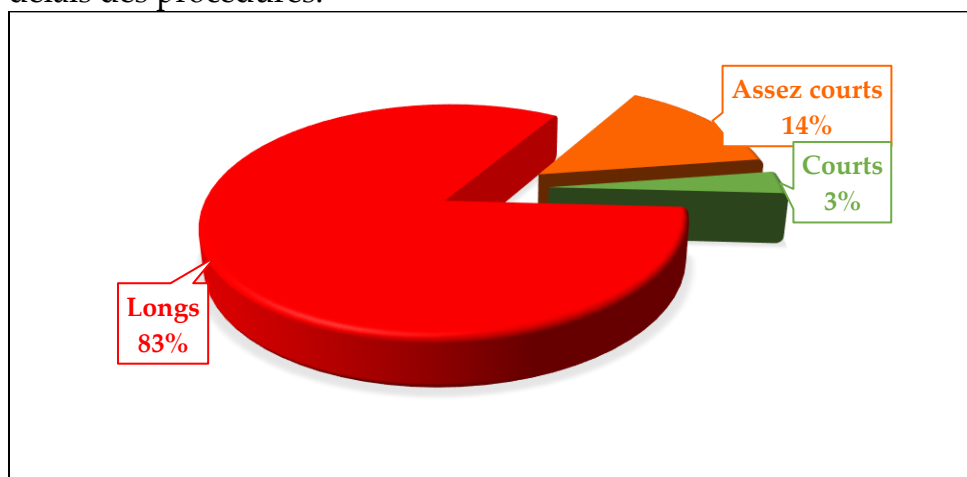
Graphique 65 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur le nombre de procédures.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

4) *Délai des procédures.* 83% des chefs d'entreprises trouvent encore ces délais longs.

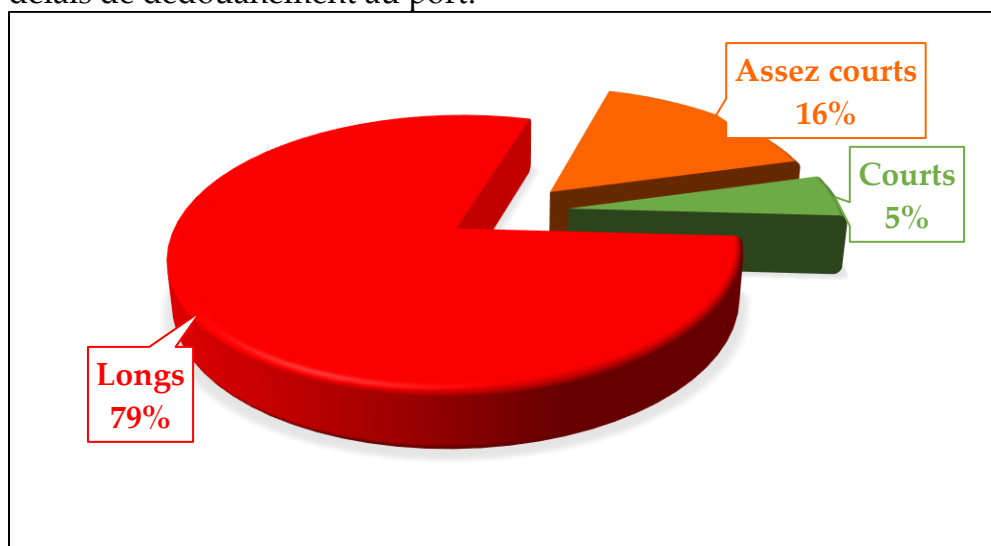
Graphique 66 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur les délais des procédures.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 5) *Délais de dédouanement au port.* 79% des chefs d'entreprises trouvent ces délais longs. 21% les trouvent courts ou assez courts.

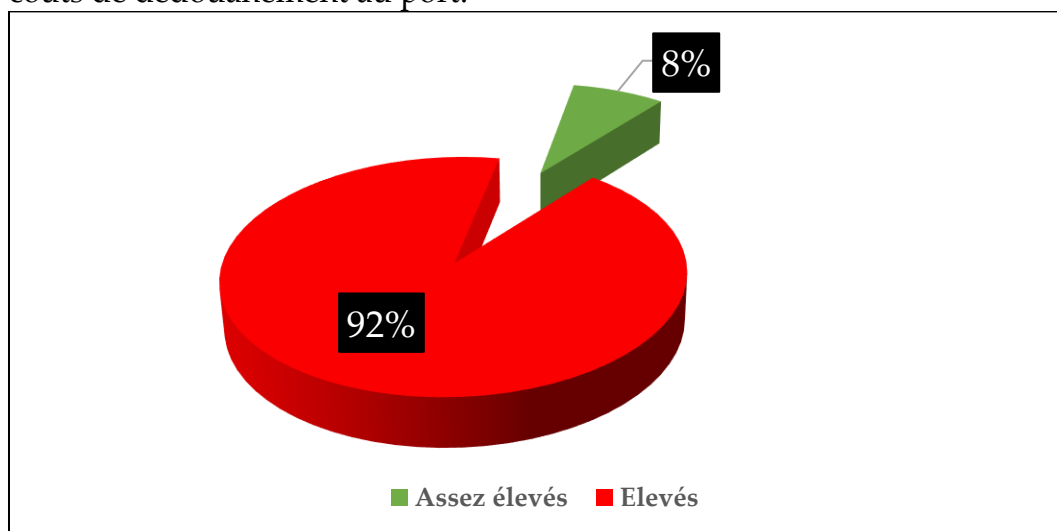
Graphique 67 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur les délais de dédouanement au port.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

- 6) *Coût du dédouanement au port.* La quasi-totalité (92%) des chefs d'entreprises trouvent ce coût élevés.

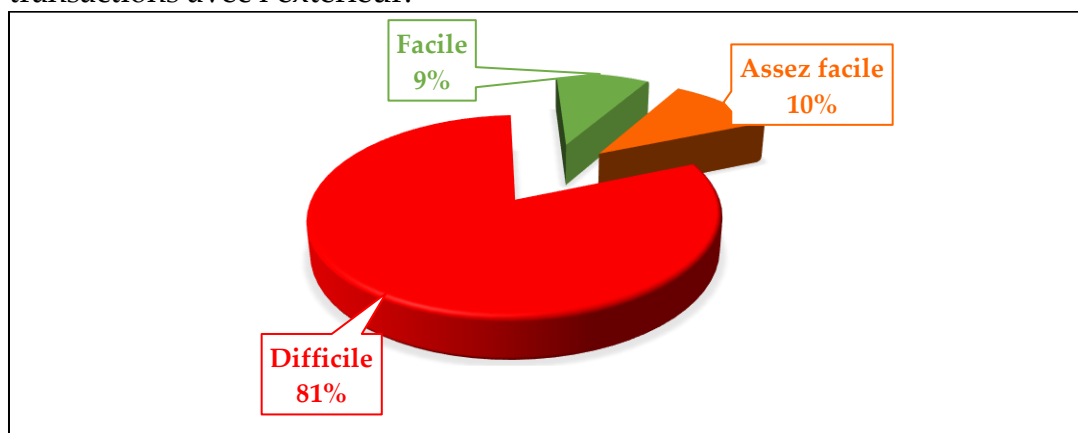
Graphique 68 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur perception sur les coûts de dédouanement au port.



Source : MINEPAT, BCS 2023.

De manière générale, les transactions avec l'extérieur telles que perçues par les chefs d'entreprises restent difficiles à réaliser.

Graphique 69 : Répartition des chefs d'entreprises sur la perception de leurs transactions avec l'extérieur.



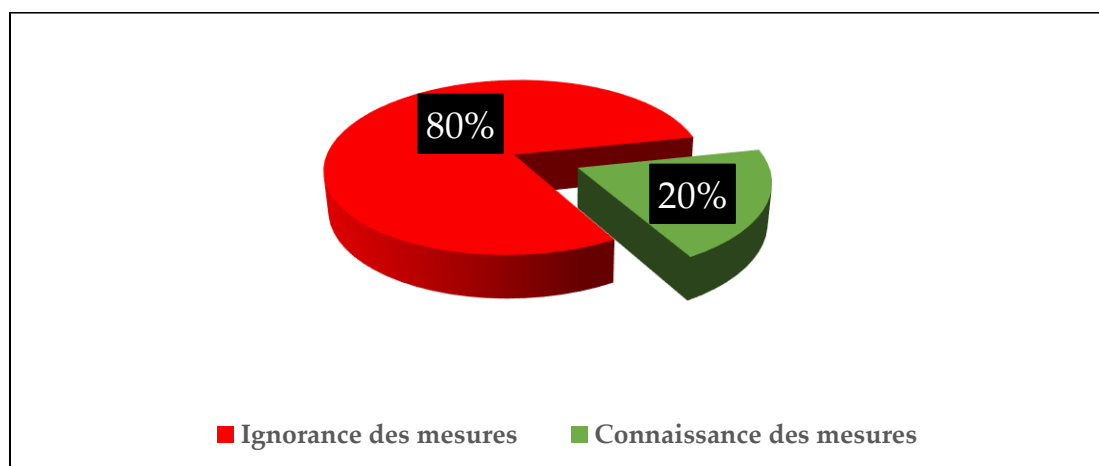
Source : MINEPAT, BCS 2023.

2.8.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur

Les chefs d'entreprises ont apprécié l'action de l'Etat à travers les éléments suivants :

- 1) *La connaissance des mesures prises par l'Etat pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur.* 80% d'entre eux n'ont pas connaissance de ces mesures.

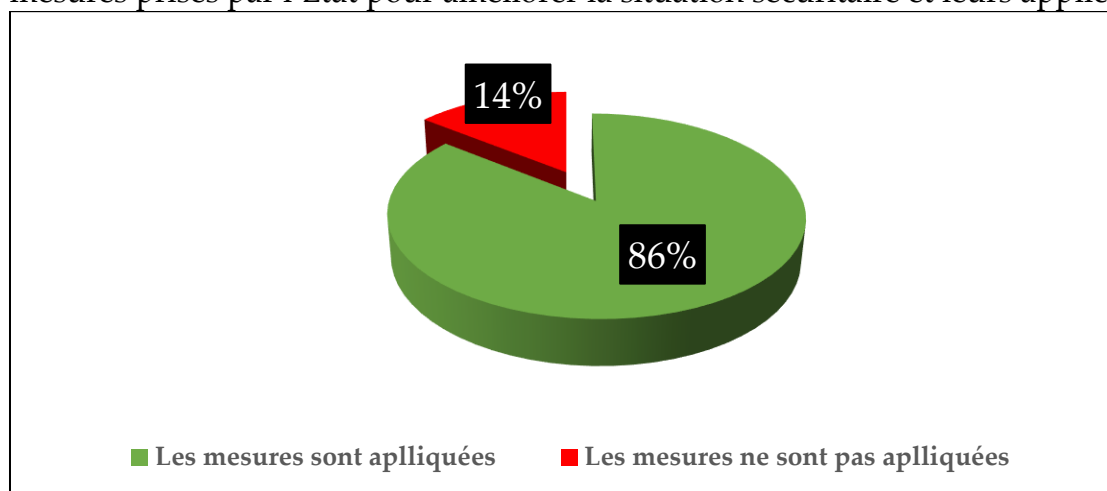
Graphique 70 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur connaissance de certaines mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire



Source : MINEPAT, BCS 2023

- 2) *L'application de ces mesures.* 86% des chefs d'entreprises estiment que ces mesures sont appliquées.

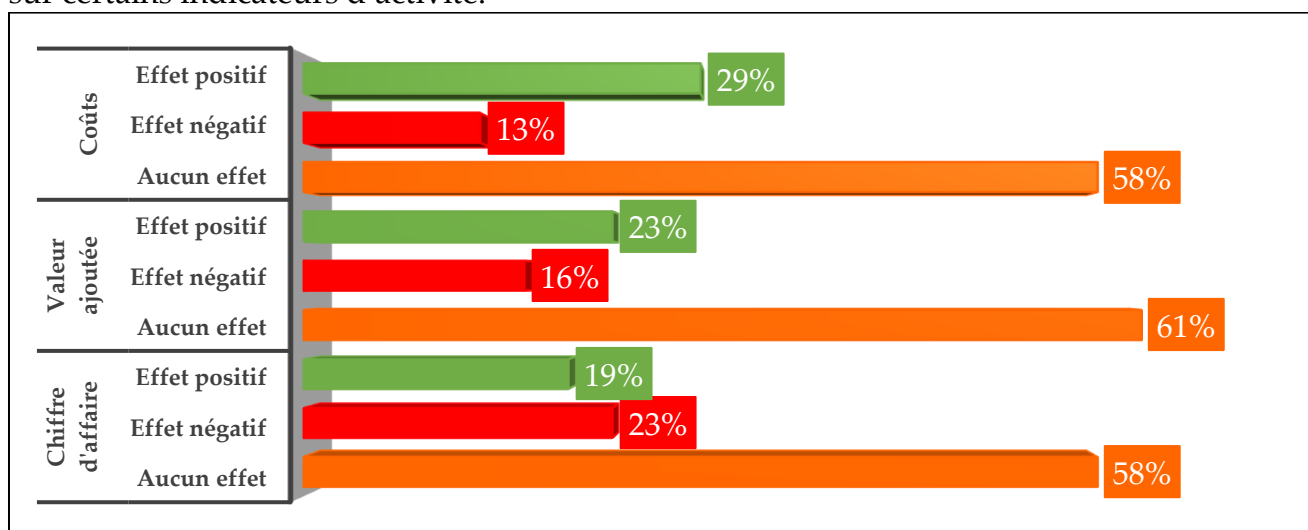
Graphique 71 : Appréciation de la connaissance des chefs d'entreprises sur les mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire et leurs applications



Source : Enquête BCS, 2023.

- 3) *L'impact des mesures sur les indicateurs d'activité.* Les chefs d'entreprises du secteur industriel trouvent que ces mesures n'ont pratiquement pas d'impact sur leurs indicateurs d'activités.

Graphique 72 : Répartition des chefs d'entreprises suivant leur avis sur le rôle qu'a joué les mesures prises par l'Etat pour améliorer le règlement des conflits : influence sur certains indicateurs d'activité.



Source : MINEPAT, BCS 2023

2.8.3. Proposition pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur

En termes de propositions, les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent l'Etat sur la nécessité de :

- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place de la réglementation de change de la BEAC et (ii) la mise en place du Système d'Information Douanière « Cameroon Custom Information System ».
- mettre en œuvre ces mesures.

CHAPITRE 3 : ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

3.1. Synthèse des résultats

Les principaux résultats sur lesquels l'enquête a débouché sont résumés dans le tableau 2 ci-après. De ce tableau, il ressort principalement deux messages :

- 1) les chefs d'entreprises du secteur industriel trouvent le climat des affaires assez favorable, mais notent que certaines entraves restent encore à lever pour permettre aux entreprises de mener leurs activités avec plus de facilité, au rang desquelles *les difficultés d'accès au financement, aux intrants, aux équipements de production et au marché. Ils évoquent également les problèmes de fiscalité, de corruption, de sécurité, de règlement des litiges, de règlement des transactions avec l'extérieur et de législation sur la propriété.*
- 2) Ils reconnaissent que l'Etat prend des mesures dans tous les domaines pour éliminer ces entraves, mais que ces mesures sont peu connues des entreprises et ne sont pas toujours appliquées par les structures concernées, si bien que leur impact sur les indicateurs d'activité des entreprises reste limité.

Tableau 2 : Synthèse des résultats de l'enquête

Dimension	Perception	Appréciation de l'action de l'Etat					Propositions
		Connaissance des mesures prises par l'Etat	Application des mesures	Impact des mesures sur les indicateurs d'activité			
				Sur le chiffre d'affaire	Sur la valeur ajoutée	Sur le coût	
Accès au financement	Difficile	Oui	Oui	Positif	Positif	Positif	(i) la mise en place des structures dédiées au financement des entreprises (BCPME, BSTP, etc.), (ii) la loi sur le crédit-bail, (iii) l'ouverture des guichets de financement alternatifs (loi sur l'affacturage, etc.) et (iv) la mise en place des structures de garantie de financement.
Accès aux facteurs de productions	Difficile	Non	Oui	Positif	Positif	Aucun	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés d'accès aux facteurs de production. Ces mesures couvrent notamment : (i) construction des infrastructures routières et énergétiques et (ii) extension de la fibre optique. - renforcer la mise en œuvre de ces mesures.
Accès au marché	Difficile	Non	Oui	Positif	Positif	Positif	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés d'accès au marché. Ces mesures couvrent notamment : (i) réserver 60% de la commande publique aux biens produits localement, (ii) action de la brigade nationale de contrôle et la répression des fraudes, (iii) promotion de la sous-traitance, (iv) promotion du made in Cameroon et (v) promotion des produits locaux dans les grandes surfaces. - renforcer la mise en œuvre de ces mesures.
Fiscalité	Lourde	Non	Oui	Positif	Positif	Positif	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés pour améliorer la situation fiscale. Ces mesures couvrent notamment : (i) loi fixant les incitations en investissement privé en République du Cameroun, (ii) dématérialisation des procédures fiscales et (iii) réduction de 50% de la taxe de base pour les impôts des sociétés, pour les entreprises qui réinvestissent une partie de leurs bénéfices. - renforcer la mise en œuvre de ces mesures.
Relation avec l'Etat	Ni bonne ni mauvaise	Non	Oui	Positif	Positif	Positif	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer la qualité des relations entre l'Etat et le secteur privé. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place du visa électronique, (ii)

Dimension	Perception	Appréciation de l'action de l'Etat					Propositions
		Connaissance des mesures prises par l'Etat	Application des mesures	Impact des mesures sur les indicateurs d'activité			
				Sur le chiffre d'affaire	Sur la valeur ajoutée	Sur le coût	
							la mise en place du passeport biométrique, (iii) l'amélioration de la fonctionnalité des sites internet des administrations et (iv) la mise en place des cadres de concertation entre l'Etat et le secteur privé. - renforcer la mise en œuvre de ces mesures.
Situation sécuritaire	Mauvaise	Non	Oui	Positif	Positif	Positif	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer la situation sécuritaire. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place du Centre National de Commandement de la Vidéo Surveillance (CNCVS) et (ii) la mise en place du Comité de Désarmement et de Démobilisation et de Réinsertion (DDR). - renforcer la mise en œuvre de ces mesures.
Règlement des conflits	Acceptable	Non	Non	Positif	Positif	Positif	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer le règlement des conflits. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place des chambres d'arbitrage et (ii) la mise en place des chambres commerciales spécialisées dans les tribunaux d'instance. - mettre en œuvre ces mesures.
Transactions avec l'extérieur	Difficile	Non	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	- communiquer davantage sur les mesures déjà envisagées pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur. Ces mesures couvrent notamment : (i) la mise en place de la réglementation de change de la BEAC et (ii) la mise en place du Système d'Information Douanière « Cameroon Custom Information System ». - mettre en œuvre ces mesures.

Source : MINEPAT, BCS 2023.

3.2. Enseignements

Au terme de l'enquête, les enseignements suivants peuvent être tirés :

3.2.1. *Sur l'étude du climat des affaires dans le secteur industriel*

Au vu des résultats sur lesquels elle a débouché, l'enquête sur le climat des affaires sur le climat des affaires se présente notamment comme un important mécanisme de suivi-évaluation de l'action publique en matière d'amélioration du climat des affaires. De ce fait, *elle pourrait être instaurée comme une activité à réaliser de manière régulière.*

Elle pourrait ainsi être menée après chaque 02 ans pour s'assurer que le suivi du climat des affaires et de l'action menée par l'Etat en faveur des entreprises du secteur industriel se fait désormais de manière conjoncturelle.

Le Gouvernement pourrait alors ne plus limiter cette enquête uniquement à l'interview des chefs d'entreprises, mais l'élargir en prenant également en compte le point de vue des structures en charge de la promotion du climat des affaires, l'avis des experts mais aussi le niveau de fonctionnalité des structures d'encadrement des entreprises industrielles.

3.2.2. *Sur l'évaluation par les entreprises, de l'action de l'Etat pour faciliter la réalisation de leurs activités*

L'efficacité de l'action de l'Etat pour faciliter la réalisation des activités des entreprises ne peut pas être objectivement bien appréciée par les structures publiques elles-mêmes car leur jugement peut être influencé par le désir de s'auto-justifier et de s'auto-excuser.

Par contre, l'appréciation de cette efficacité par les entreprises peut être considérée comme étant objective dans la mesure où le but poursuivi par ces entreprises est de voir leurs activités prospérer. De ce point de vue, on peut penser que cette appréciation des entreprises se fonde sur une vision correcte de la situation que l'Etat devrait prendre en compte.

3.2.3. *Sur la portée des opinions des chefs d'entreprises du secteur industriel sur les politiques publiques*

Le point de vue des chefs d'entreprises est à prendre en compte dans la recherche des solutions pour accroître la contribution du secteur industriel dans la production nationale et même l'amélioration du climat des affaires de manière générale. Mais l'Etat ne devrait pas seulement se limiter au point de vue des acteurs de ce secteur car

leur action est insuffisante pour atteindre l'objectif recherché. La contribution des acteurs des secteurs primaire et tertiaire est également à prendre en compte pour garantir l'atteinte de l'objectif recherché.

De plus, l'intégration des contributions des entreprises industrielles doit se faire en prenant en compte les préoccupations des pouvoirs publics.

En effet, les pouvoirs publics ont des préoccupations telles que la croissance, l'emploi ou l'équilibre de la balance courante. Ces préoccupations qui guident sur l'orientation à donner notamment au secteur industriel ne sont pas nécessairement celles des hommes d'affaires. Les entreprises industrielles qui se sont installées et qui exercent n'ont pas nécessairement pris en compte ces aspects. Les actions pour non seulement améliorer le climat des affaires mais aussi atteindre l'objectif recherché doivent par conséquent être adossées au profil du secteur privé que le Cameroun souhaite avoir.

3.2.4. Sur la coordination des actions

Les actions à mener pour améliorer le climat des affaires et pour atteindre l'objectif de transformation industrielle fixé dans la SND30, requièrent l'implication de diverses structures publiques. De ce fait, elles nécessitent d'être bien coordonnées tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel.

3.2.5. Sur la communication entre l'Etat et les entreprises industrielles

Les résultats ont montré que cette communication est encore limitée alors même qu'il existe des organisations patronales qui regroupent un grand nombre d'entreprises et qui de ce fait devraient être le canal de communication entre l'Etat et les entreprises. L'action et le rôle de ces organisations patronales sont donc à renforcer.

3.2.6. Sur l'efficacité de l'action de l'Etat en matière d'amélioration du climat des affaires

Les mesures mises en œuvre par l'Etat pour faciliter la réalisation des activités des entreprises et qui portent sur la communication, l'investissement, la norme, le règlement des litiges, le service public, la fiscalité, l'attractivité, la propriété, ont encore des impacts limités sur les indicateurs d'activité des entreprises.

Les préoccupations soulevées par les entreprises en matière d'efficacité de ces actions ne sont pas nouvelles. Elles ont déjà été évoquées à maintes occasions et des solutions ont été proposées. Mais à l'observation, les résultats attendus de ces actions ne sont pas toujours perceptibles par le principal bénéficiaire qui est le secteur privé et en particulier les entreprises industrielles.

3.3. Recommandations

La perception des chefs d'entreprises du secteur industriel et les enseignements tirés des résultats de l'enquête justifient donc la nécessité d'une *concentration des efforts des pouvoirs publics sur la mise en œuvre des mesures déjà prises par l'Etat pour permettre aux entreprises de mener leurs activités avec plus de facilité.*

De cette proposition des entreprises, découle la nécessité de procéder à la sélection des mesures les plus pertinentes parmi celles déjà prises en réponse aux préoccupations des chefs d'entreprises du secteur industriel, et de concevoir des mécanismes appropriés en vue de les mettre en œuvre. *En termes d'organisation et de mise en œuvre, ce travail pourrait être réalisé par le MINEPAT en collaboration avec les autres administrations et structures concernées.*

CONCLUSION

En définitive, suite à l'engagement du Gouvernement d'augmenter la contribution du secteur industriel dans la production nationale, le MINEPAT a mené une enquête auprès des entreprises du secteur industriel dans le but de recueillir la perception que les chefs d'entreprise ont du climat des affaires et des actions que l'Etat mène pour faciliter la réalisation de leurs activités, ainsi que leurs propositions pour davantage améliorer la situation.

Il a réalisé cette enquête du 14 août au 13 septembre 2023. Elle a couvert l'ensemble du territoire et s'est appuyée sur un échantillon de 1000 entreprises représentatives du secteur industriel au Cameroun. Ces entreprises ont été sélectionnées dans chaque région par les délégués régionaux et départementaux du MINEPAT.

L'enquête s'est faite au moyen d'une plateforme électronique où les entreprises ont directement renseigné la version électronique du questionnaire, et à travers les échanges directs entre les équipes du MINEPAT et les responsables des entreprises qui n'ont pas pu répondre via cette plateforme numérique.

Les résultats montrent que :

- 1) les chefs d'entreprises du secteur industriel trouvent le climat des affaires assez favorable, mais notent que certaines entraves restent encore à lever pour permettre aux entreprises de mener leurs activités avec plus de facilité, au rang desquelles *les difficultés d'accès au financement, aux intrants, aux équipements de production et au marché. Ils évoquent également les problèmes de fiscalité, de corruption, de sécurité, de règlement des litiges, de règlement des transactions avec l'extérieur et de législation sur la propriété.*
- 2) Ils reconnaissent que l'Etat prend des mesures dans tous les domaines pour éliminer ces entraves, mais que ces mesures sont peu connues des entreprises et ne sont pas toujours appliquées par les structures concernées, si bien que leur impact sur les indicateurs d'activité des entreprises reste limité.

Les chefs d'entreprises du secteur industriel interpellent par conséquent le Gouvernement sur la nécessité *de concentrer davantage des efforts sur la mise en œuvre des mesures déjà prises pour permettre aux entreprises de mener leurs activités avec plus de facilité et de contribuer à l'augmentation de la part du secteur secondaire manufacturier dans la production nationale, conformément aux engagements pris par le Gouvernement dans la SND30.*

De cette interpellation, découle la nécessité de procéder à la sélection des mesures les plus pertinentes parmi celles déjà prises en réponse aux préoccupations des chefs d'entreprises du secteur industriel, et de concevoir des mécanismes appropriés en vue de leur mise en œuvre.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Rapport de l'étude sur l'amélioration du cadre doing business du Cameroun à la lumière des expériences africaines.
- [2] Rapport d'édition sur le climat des affaires 2011.
- [3] Rapport d'édition sur le climat des affaires 2014.
- [4] Rapport d'édition sur le climat des affaires 2017.
- [5] Rapport des travaux sur la mise en place de l'indice du climat des affaires au Cameroun.
- [6] Stratégie Nationale de Développement 2020-2030.
- [7] Vision 2035 du Cameroun Emergent.

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire de l'enquête

ENQUÊTE SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL AU CAMEROUN



Les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de la loi N° 2020/010 du 20 juillet 2020 régissant l'activité statistique au Cameroun qui dispose en son article 13 que « les données individuelles recueillies dans le cadre des opérations de collecte de données statistiques ne peuvent faire l'objet de divulgation de quelque manière que ce soit, sauf autorisation explicite accordée par les personnes physiques ou morales concernées conformément aux principes de la charte africaine de la statistique. »

L'objectif de cette enquête est d'apprécier la manière dont les entreprises du secteur industriel perçoivent le climat des affaires (accès au financement, accès au marché, accès aux facteurs de production, etc.) et les actions menées par l'Etat en vue de l'améliorer afin d'identifier les réformes à mener dans ce secteur.

SECTION 0 : IDENTIFICATION

Id	Numéro du questionnaire			
S0Q00	Raison sociale :			
S0Q02	Région :	S0Q09	Taille (1=GE, 2= ME, 3=PE, 4=TPE)	
S0Q03	Localisation :	S0Q11	Sexe du chef d'entreprise 1= Masculin 2= Féminin	
S0Q06	Branche d'activité:	S0Q13	Nationalité du chef d'entreprise 1= Camerounaise 2= Etrangère	
S0Q06	Activité principale :	S0Q14	Niveau d'instruction du chef d'entreprise 1 = Aucun 2 = Primaire 3 = Secondaire 4 = Supérieur	
S0Q05	Forme juridique de l'entreprise 1 = SARL 2 = SA 3 = Entreprise Individuelle 4 = GIC 5 = GIE 6 = SUARL/SARLU, 7 = Autre (préciser)		S0Q12	Intervalle d'âge du chef d'entreprise (1=moins de 30 ans, 2=entre 30 et 40 ans, 3=entre 40 et 50 ans, 4=plus de 50 ans)

SECTION 1 : ACCES AU FINANCEMENT

N°	A- PERCEPTION	
S1AQ1	Comment jugez-vous actuellement l'accès au financement au Cameroun ? (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	
S1AQ2	Quel est votre jugement des déterminants ci-après de l'accès au financement ?	
S1AQ3	Coûts (taux d'intérêt, assurance, courtage, etc) (1= très élevé, 2= élevé, 3= assez faible, 4= faible, 5= très faible)	
S1AQ4	Conditionnalités (1= excessives, 2= lourdes, 3= assez légères, 4= légères, 5= inexistantes)	
S1AQ5	Appui financier de l'Etat (1= très insuffisant, 2=insuffisant, 3=suffisant, 4=très suffisant)	
	B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT	
S1BQ6	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès au financement ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à la question S1BQ18)	
S1BQ7	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Mise en place des structures dédiées (BCPME, BSTP)
		La loi sur le crédit-bail
		Ouverture des guichets de financement auprès des partenaires techniques et financiers
		Promotion des mécanismes de financement alternatifs (Loi sur l'affacturage, etc.)
		Autres à préciser
S1BQ8	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7=Organisations patronales, 8= Autre)	
S1BQ10	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)	

S1BQ11	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)	☐
S1BQ12	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)	☐
S1BQ13	Comment se présentait l'accès au financement avant que l'Etat prenne ces mesures ? (1=très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S1BQ14	Comment la situation a-t-elle évolué après que l'Etat ait pris ces mesures ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)	☐
S1BQ15	Quel est le rôle que cette mesure a joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)	☐
S1BQ16	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?	☐
S1BQ16a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S1BQ16b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S1BQ16c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S1BQ17	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S1BQ18	Pensez-vous que d'autres facteurs peuvent également expliquer cette évolution de l'accès au financement ? (1= Oui, 2= Non) (Si non, passer à S1CQ21)	☐
S1BQ19	Si oui, citez-les.	
S1BQ20	Quel a été l'effet de ces autres facteurs sur vos indicateurs d'activité ?	☐
S1BQ20a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S1BQ20b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S1BQ20c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
	C- PROPOSITIONS	
S1CQ21	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer l'accès au financement ? (1=oui, 2= non)	☐
S1CQ22	Si oui, citez-les.	

SECTION 2 : ACCES AUX FACTEURS DE PRODUCTION

	A- PERCEPTION	
S2AQ1	Comment jugez-vous actuellement l'accès aux facteurs de production ? (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ2	Comment jugez-vous les éléments ci-après de cette accessibilité ?	☐
S2AQ3	Accès à l'eau (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ4	Prix du m3 (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
S2AQ5	Accès à l'électricité (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ6	Prix du Kwatt (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
S2AQ7	Accès aux services téléphoniques (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ8	Tarif de la seconde de communication (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
S2AQ9	Accès à internet (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ10	Tarif du débit (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
S2AQ11	Fiabilité du réseau (1= très peu fiable, 2= peu fiable, 3= assez fiable, 4= fiable, 5= très fiable)	☐
S2AQ12	Disponibilité du réseau (1= très peu disponibles, 2=peu disponibles, 3= assez disponibles, 4= disponibles, 5= très disponibles)	☐
S2AQ13	Prix (1= très élevé, 2=élevé, 3= jus&²te, 4=faible)	☐
S2AQ14	Qualité (1=Très mauvaise, 2= Mauvaise, 3= Assez bonne, 4= Bonne, 5= Très bonne)	☐
S2AQ15	Etat des routes (1= Très mauvais, 2= Mauvais, 3= Assez bon 4= Bon, 5= Très bon)	☐
S2AQ16	Accès à la main d'œuvre qualifiée (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ17	Prix de la main d'œuvre (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
S2AQ18	Accès à la terre (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S2AQ19	Prix du m2 de terrain (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
	B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT	
S2BQ1	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès aux facteurs de production ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à S2BQ13)	☐
S2BQ2	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Construction des infrastructures routières et énergétiques extension de la fibre optique

		Autres à préciser	
S2BQ3	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7=Organisations patronales, 8=Autre)		☐
S2BQ5	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)		☐
S2BQ6	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)		☐
S2BQ7	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)		☐
S2BQ8	Comment se présentait l'accès aux facteurs de production avant que l'Etat ne prenne ces mesures ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)		☐
S2BQ9	Comment l'accès aux facteurs de production a-t-il évolué après la prise de ces mesures par l'Etat ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)		☐
S2BQ10	Quel est le rôle que ces mesures ont joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)		☐
S2BQ11	Quel a été l'effet de ces autres mesures sur vos indicateurs d'activité ?		☐
S2BQ11a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S2BQ11b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S2BQ11c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S2BQ12	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= Aucun effet, 3= effet positif)		☐
S2BQ13	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui influencent l'accès aux facteurs de production ? (1=Oui, 2= Non) (Si non, passer à S2CQ16)		☐
S2BQ14	Si oui, citez-les		
S2BQ15	Quel a été l'effet de ces autres facteurs sur vos indicateurs d'activité ?		
S2BQ15a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= Aucun effet, 3= effet positif)		☐
S2BQ15b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= Aucun effet, 3= effet positif)		☐
S2BQ15c	Coûts (1= effet négatif, 2= Aucun effet, 3= effet positif)		☐
	C- PROPOSITIONS		
S2CQ16	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer l'accès aux facteurs de production ? (1=oui, 2= non)		☐
S2CQ17	Si oui, citez-les		

SECTION 3 : ACCES AU MARCHÉ

	A- PERCEPTION	
S3AQ1	Comment jugez-vous actuellement l'accès marchés ? (1= très difficile, 2=difficile, 3=facile, 4= très facile)	☐
S3AQ2	Quel est votre jugement des déterminants ci-après de l'accès au marché ?	☐
S3AQ3	Clientèle par rapport à vos produits (1= très faible, 2=faible, 3= acceptable, 4= importante, 5= très importante)	☐
S3AQ4	Niveau de difficultés à accéder à la clientèle (1= trop de difficultés, 2=Beaucoup de difficultés, 3= un peu de difficultés, 4=Aucune difficulté)	☐
	B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT	
S3BQ1	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat pour faciliter l'accès aux marchés ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à S3BQ13)	☐
S3BQ2	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Réserver 60% de la commande publique aux biens produits localement
		Action de la Brigade Nationale de Contrôle et de la Répression des Fraudes
		Promotion de la sous-traitance
		Action de promotion du made in Cameroon
		Actions de promotion des produits locaux dans les grandes surfaces
		Autres à préciser
S3BQ3	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7=Organisations patronales, 8= Autre)	☐
S3BQ5	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)	☐
S3BQ6	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)	☐

S3BQ7	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)	☐
S3BQ8	Comment se présentait l'accès au marché avant que l'Etat prenne ces mesures ? (1=très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S3BQ9	Comment la situation a-t-elle évolué après que l'Etat ait pris ces mesures ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)	☐
S3BQ10	Quel est le rôle que cette mesure a joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)	☐
S3BQ11	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?	☐
S3BQ11a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S3BQ11b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S3BQ11c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S3BQ12	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S3BQ13	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui peuvent avoir une influence sur votre accès au marché ? (1= Oui, 2= Non) (Si non, passer à S3CQ16)	☐
S3BQ14	Si oui, citez-les.	
S3BQ15	Quel a été l'effet de ces autres facteurs sur vos indicateurs d'activité ?	☐
S3BQ15a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S3BQ15b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S3BQ15c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
C- PROPOSITIONS		
S3CQ16	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer l'accès au marché des entreprises ? (1=oui, 2= non)	☐
S3CQ17	Si oui, citez-les	

SECTION 4 : FISCALITE

	A- PERCEPTION	
S4AQ1	Comment jugez-vous actuellement la fiscalité au Cameroun ? (1= très lourde, 2= lourde, 3= faible, 4= très faible)	☐
S4AQ2	Comment jugez-vous les éléments ci-après de cette fiscalité ?	☐
S4AQ3	Taux de pression fiscale (1= très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= Très faible)	☐
S4AQ4	Nombre d'impôts et taxes payés (1= Très élevé, 2= élevé, 3= moyen, 4= faible, 5= très faible)	☐
S4AQ5	Compréhension des textes régissant les impôts (1= très difficile, 2= difficile, 3= facile, 4= très facile)	☐
S4AQ6	Qualité des rapports avec les services des douanes, des impôts et autres (1= Très mauvais, 2= mauvais, 3= assez bonnes, 4= bonnes, 5= très bonne)	☐
S4AQ7	Célérité dans le paiement des impôts (1=Très lent, 2= lent, 3= assez rapide, 4= rapide, 5=très rapide)	☐
S4AQ8	Simplicité des mécanismes de paiement des impôts et taxes (paiement en ligne, guichet spécialisé) (1= très complexe, 2= complexe, 3= assez simple, 4= simple, 5=très simple)	☐
	B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT	☐
S4BQ9	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat en matière de fiscalité ? (1=Oui, 2=Non) (Si non passer à S4BQ21)	☐
S4BQ10	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	loi fixant les incitations à l'investissement privé
		dématérialisation des procédures fiscales
		Réduction de 50% de la taxe de base pour les impôts des sociétés pour les entreprises qui réinvestissent une partie de leurs bénéfices
		Autres à préciser
S4BQ11	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7=Organisations patronales, 8= Autre)	☐
S4BQ12	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)	☐
S4BQ13	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)	☐

S4BQ14	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)	☐
S4BQ15	Quelle était la situation en matière de fiscalité avant que l'Etat ne prenne ces mesures ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)	☐
S4BQ16	Comment la situation a-t-elle évolué après la prise de ces mesures par l'Etat ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)	☐
S4BQ17	Quel est le rôle que ces mesures ont joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)	☐
S4BQ18	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?	☐
S4BQ19a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S4BQ19b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S4BQ19c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S4BQ20	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S4BQ21	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui influencent l'environnement fiscal ? (1= Oui, 2= Non) (Si non passer à S4CQ24)	☐
S4BQ22	Si oui, citez-les	
S4BQ23	Quel a été l'effet de ces autres facteurs sur vos indicateurs d'activité ?	☐
S4BQ23a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S4BQ23b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
S4BQ23c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)	☐
	C- PROPOSITIONS	
S4CQ24	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer la situation en matière de fiscalité ? (1=oui, 2= non)	☐
S4CQ25	Si oui, citez-les	

SECTION 5 : RELATIONS ENTRE LE SECTEUR PRIVE ET L'ETAT

	A- PERCEPTION	
S5AQ1	Comment jugez-vous actuellement la qualité de vos relations avec l'Etat ? (1= très mauvaise, 2=mauvaise, 3=Ni bonne ni mauvaise, 4=Bonne, 5= très bonne)	☐
S5AQ2	Quel est votre jugement des déterminants ci-après de la qualité de vos relations avec l'Etat ?	☐
S5AQ3	Diffusion des données à caractère économique (1=Pas du tout diffusées, 2=Rarement diffusées, 3= Souvent/quelques fois diffusées, 4= toujours diffusées)	☐
S5AQ4	Communication de l'Etat sur les politiques mises en œuvre (1= Ne communique pas du tout, 2=Communique rarement, 3= Communique souvent/quelques fois, 4=Communique toujours)	☐
S5AQ5	Vulgarisation des plateformes de communication de l'Etat (sites internet, bibliothèques, etc.) (1= Ne vulgarise pas du tout, 2= Vulgarise rarement, 3= Vulgarise souvent/quelques fois, 4= Vulgarise toujours)	☐
S5AQ6	Accueil des usagers (1= Très mauvais, 2= Mauvais, 3= Assez bon, 4= Bon, 5= Très bon)	☐
S5AQ7	Disposition des services publics à fournir l'information (1=Pas du tout disposés, 2= Rarement disposés, 3= Souvent/quelquefois disposés, 4=Toujours disposés)	☐
S5AQ8	Accès aux structure d'encadrement du secteur privé (1= Pas du tout accessible, 2=pas accessible, 3=assez accessible, 4=Accessible, 5= Très accessible)	☐
S5AQ9	Apport des structures d'encadrement (1=Aucun apport, 2= faible apport, 3=Apport considérable, 4= Apport très considérable)	☐
S5AQ10	Vitesse à rendre service (1=Très lent, 2= lent, 3= assez rapide, 4= rapide, 5=très rapide)	☐
S5AQ11	Accessibilité aux hauts responsables (1= Accès très difficile, 2= accès difficile, 3= accès assez facile, 4= accès facile, 5= accès très facile)	☐
S5AQ12	Quantité des pièces exigées dans la constitution des dossiers (1= Trop de pièces, 2= Beaucoup de pièces, 3= Nombre de pièces raisonnables, 4= Peu de pièces, 5= très peu de pièces)	☐
S5AQ13	Niveau de corruption (1= Très élevé, 2= élevé, 3= assez faible, 4= faible, 5= très faible)	☐
	B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT	
S5BQ14	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité des relations entre le secteur privé et l'Etat ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à S5BQ26)	☐

S5BQ15	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Mise en place du visa électronique	
		Mise en place du passeport biométrique	
		Mise en place des cadres de concertation entre l'Etat et le secteur privé	
		Amélioration de la fonctionnalité des sites internet des administrations	
		Autres à préciser	
S5BQ16	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7= Organisations patronales, 8= Autre)		☐
S5BQ18	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)		☐
S5BQ19	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)		☐
S5BQ20	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)		☐
S5BQ21	Quelle était la qualité de vos relations avec l'Etat avant que l'Etat prenne ces mesures ? (1= très mauvaise, 2=mauvaise, 3=Ni bonne ni mauvaise, 4=Bonne, 5= très bonne)		☐
S5BQ22	Comment ces relations ont elles évolué après que l'Etat ait pris ces mesures ? (1= se sont détériorées, 2= sont restée la même, 3= se sont améliorées)		☐
S5BQ23	Quel est le rôle que ces mesures ont joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)		☐
S5BQ24	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?		☐
S5BQ24a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S5BQ24b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S5BQ24c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S5BQ25	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S5BQ26	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui influencent la qualité de vos relations avec l'Etat ? (1= Oui, 2= Non) (Si non passer à S5CQ29)		☐
S5BQ27	Si oui, citez-les		
S5BQ28	Quel a été l'effet de ces autres facteurs sur vos indicateurs d'activité ?		☐
S5BQ28a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S5BQ28b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S5BQ28c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
	C- PROPOSITIONS		
S5CQ29	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer la qualité de ses relations avec le secteur privé ? (1=oui, 2= non)		☐
S5CQ30	Si oui, citez-les		

SECTION 6 : SITUATION SECURITAIRE

	A- PERCEPTION		
S6AQ1	Comment jugez-vous actuellement la situation sécuritaire au Cameroun ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)		
S6AQ2	Quel est votre jugement des déterminants ci-après de la situation sécuritaire ?		
S6AQ3	Risque d’être victime de vol (1= très élevé, 2=élevé, 3=moyen, 4=faible, 5= Très faible)		
S6AQ4	Risque d’être victime d’actes de vandalisme (1= très élevé, 2=élevé, 3=moyen, 4=faible, 5= Très faible)		
S6AQ5	Risque de ville morte (1= très élevé, 2=élevé, 3=moyen, 4=faible, 5= Très faible)		
S6AQ6	Part du chiffre d’affaire consacré au dépenses de sécurité (1 = très élevé, 2=élevé, 3=moyen, 4=faible, 5= Très faible)		
	B- APPRECIATION DE L’ACTION DE L’ETAT		
S6BQ7	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l’Etat pour améliorer la situation sécuritaire ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à S6BQ19)		
S6BQ8	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Mise en place du centre National de commandement de la vidéosurveillance	

		Mise en place du Comité de désarmement, de démobilisation et de réinsertion	
		Autres à préciser	
S6BQ9	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7= Organisations patronales, 8= Autre)		
S6BQ10	Parmi celles que vous connaissez, lesquelles concernent vos activités ?		
S6BQ11	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)		
S6BQ12	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)		
S6BQ13	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)		
S6BQ14	Comment se présentait la situation sécuritaire avant la mise en œuvre de ces mesures ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)		
S6BQ15	Comment la situation sécuritaire a-t-elle évolué après que l'Etat ait pris ces mesures ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)		
S6BQ16	Quel est le rôle que ces mesures ont joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)		
S6BQ17	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?		
S6BQ17 a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S6BQ17 b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S6BQ17 c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S6BQ18	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S6BQ19	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui influencent la situation sécuritaire ? (1= Oui, 2= Non) (Si non, passer à S6CQ22)		
S6BQ20	Si oui, citez-les		
S6BQ21	Quel a été l'effet de ces autres facteurs sur vos indicateurs d'activité ?		
S6BQ21 a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S6BQ21 b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S6BQ21 c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
C- PROPOSITIONS			
S6CQ2 2	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer la situation sécuritaire ? (1=oui, 2= non)		
S6CQ2 3	Si oui, citez-les		

SECTION 7 : REGLEMENT DES CONFLITS

	A- PERCEPTION	
S7AQ1	Comment jugez-vous actuellement la manière de régler les conflits en matière d'affaires ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)	
S7AQ2	Comment jugez-vous les éléments ci-après qui déterminent cette manière de gérer les conflits ?	
S7AQ3	Fonctionnement des chambres d'arbitrage (1= Très mauvais, 2=Mauvais, 3=Assez bien, 4= Bien, 5= Très bien)	
S7AQ4	Fiabilité des chambres d'arbitrage (1=Pas du tout fiable, 2=Peu fiable, 3=Assez fiable, 4=fiable, 5= Très fiable)	
S7AQ5	Délais des procès (1= très long, 2=long, 3=assez courts, 4=courts, 5= Très courts)	
S7AQ6	Fiabilité des décisions de justice (1=Pas du tout fiable, 2=Peu fiable, 3=Assez fiable, 4=fiable, 5= Très fiable)	
S7AQ7	Délais d'exécution des décisions ou des jugements rendus (1= très long, 2=long, 3=assez courts, 4=courts, 5= Très courts)	
	B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT	

S7BQ8	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat pour faciliter le règlement des conflits ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à S7BQ20)		☐
S7BQ9	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Mise en place des chambres d'arbitrage	☐
		Mise en place des chambres commerciales spécialisées dans les tribunaux d'instance	☐
		Autres à préciser	☐
S7BQ10	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7= Organisations patronales, 8= Autre)		☐
S7BQ12	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)		☐
S7BQ13	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)		☐
S7BQ14	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)		☐
S7BQ15	Comment se présentait la situation avant que l'Etat ne prenne ces mesures ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)		☐
S7BQ16	Comment la manière de régler les conflits a-t-elle évolué après que l'Etat ait pris ces mesures ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)		☐
S7BQ17	Quel est le rôle que ces mesures ont joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)		☐
S7BQ18	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?		☐
S7BQ18a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S7BQ18b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S7BQ18c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S7BQ19	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S7BQ20	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui influencent la manière de gérer les conflits ? (1= Oui, 2= Non) (Si non, passer à S7CQ23)		☐
S7BQ21	Si oui, citez-les		
S7BQ22	Quel a été l'effet de ces mesures sur vos indicateurs d'activité ?		☐
S7BQ22a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S7BQ22b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
S7BQ22c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		☐
C- PROPOSITIONS			
S7CQ23	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer la manière de régler les conflits en matière d'affaires ? (1=oui, 2= non)		☐
S7CQ24	Si oui, citez-les		

SECTION 8 : TRANSACTIONS AVEC L'EXTERIEUR

A- PERCEPTION			
S8AQ1	Comment appréciez-vous de la facilité à réaliser vos transactions extérieures ? (1= Très difficile, 2=difficile, 3=assez facile, 4= facile, 5= Très facile)		☐
S8AQ2	Comment jugez-vous les éléments ci-après qui déterminent cette facilité ?		☐
S8AQ3	La disponibilité des devises (1= Très peu disponible, 2=peu disponible, 3=Assez disponible, 4= disponible, 5= Très disponible)		☐
S8AQ4	Rapidité des transactions (1=Très lent, 2=lent, 3=Assez rapide, 4=rapide, 5= Très rapide)		☐
S8AQ5	Nombre de procédures (1= très nombreuses, 2= nombreuses, 3=peu nombreuses, 4=très peu nombreuses)		☐
S8AQ6	Délais des procédures (1= très longs, 2=longs, 3=assez courts, 4=courts, 5= Très courts)		☐
S8AQ7	Délais de dédouanement au port (1= très longs, 2=longs, 3=assez courts, 4=courts, 5= Très courts)		☐
S8AQ8	Coûts du dédouanement au port (1=Très élevé, 2= élevé, 3= assez élevé, 4= faible, 5= très faible)		☐
B- APPRECIATION DE L'ACTION DE L'ETAT			☐
S8BQ9	Avez-vous connaissance de certaines de ces mesures prises par l'Etat pour faciliter les transactions avec l'extérieur ? (1=Oui, 2=Non) (Si non, passer à S8BQ21)		☐
S8BQ10	Mise en place de la réglementation de change de la BEAC		☐

	Si oui, lesquelles concernent vos activités ?	Mise en place du système d'information douanière «Cameroon Customs Information System»	
		Autres à préciser	
S8BQ11	Comment en avez-vous été informé(e) ? (1=Réseaux Sociaux, 2=Radio, 3=Presse, 4=Télévision, 5=Communiqué, 6=Campagne de sensibilisation, 7=Organisations patronales, 8= Autre)		
S8BQ13	Avez-vous une bonne compréhension de ces mesures ? (1=Oui, 2=Non)		
S8BQ14	Pensez-vous que ces mesures sont appliquées ? (1=Oui, 2=Non)		
S8BQ15	Si oui, de quelle manière ? (1=mal appliquées, 2= Appliquées partiellement, 3=Appliquées entièrement)		
S8BQ16	Comment se présentait la situation avant que l'Etat ne prenne ces mesures ? (1= Très mauvaise, 2=Mauvaise, 3=acceptable, 4= Bonne, 5= Très bonne)		
S8BQ17	Comment la manière d'effectuer vos transactions à l'extérieur a-t-elle évolué après la prise de ces mesures par l'Etat ? (1= s'est détériorée, 2= est restée la même, 3= s'est améliorée)		
S8BQ18	Quel est le rôle que ces mesures ont joué dans cette évolution ? (1= Aucun rôle, 2= négligeable, 3= important, 4= très important, 5= Décisif)		
S8BQ19	Quel est l'effet que ces mesures ont sur vos indicateurs d'activité ?		
S8BQ19a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S8BQ19b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S8BQ19c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S8BQ20	Quel est l'effet de ces mesures sur les secteurs rattachés au votre ? (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S8BQ21	Y-a-t-il à votre connaissance d'autres facteurs qui influencent la manière d'effectuer vos transactions à l'extérieur ? (1= Oui, 2= Non) (Si non, passer à S8CQ24)		
S8BQ22	Si oui, citez-les		
S8BQ23	Quel a été l'effet de ces autres mesures sur vos indicateurs d'activité ?		
S8BQ23a	Chiffre d'affaire (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S8BQ23b	Valeur ajoutée (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
S8BQ23c	Coûts (1= effet négatif, 2= aucun effet, 3= effet positif)		
	C- PROPOSITIONS		
S8CQ24	Pensez- vous que l'Etat doit prendre d'autres mesures pour améliorer la manière d'effectuer les transactions à l'extérieur ? (1=oui, 2= non)		
S8CQ25	Si oui, citez-les		

Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir bien voulu répondre à ce questionnaire.

Annexe 2 : Extrait de la plateforme numérique

QUESTIONNAIRE EN LIGNE DE L'ENQUÊTE SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL AU CAMEROUN

Les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de la loi N° 2020/010 du 20 juillet 2020 régissant l'activité statistique au Cameroun qui dispose en son article 13 que « les données individuelles recueillies dans le cadre des opérations de collecte de données statistiques ne peuvent faire l'objet de divulgation de quelque manière que ce soit, sauf autorisation explicite accordée par les personnes physiques ou morales concernées conformément aux principes de la charte africaine de la statistique. »

L'objectif de cette enquête est d'apprécier la manière dont les entreprises du secteur industriel perçoivent le climat des affaires ainsi les actions menées par l'Etat en vue de l'améliorer, et de proposer les réformes à mener dans ce secteur pour améliorer la situation .

Date de début l'interview:



▼ Section 1.1:IDENTIFICATION

* S.1.1.1 Raison sociale ou Nom de votre entreprise

* S.1.1.2 Région où est située l'entreprise

Veuillez cocher la bonne réponse

- ☐ Centre hors Yaoundé
- ☐ Littoral hors Douala
- ☐ Sud
- ☐ Est
- ☐ Adamaoua
- ☐ Ouest
- ☐ Nord-Ouest
- ☐ Sud-Ouest
- ☐ Nord
- ☐ Extrême-Nord
- ☐ Yaoundé
- ☐ Douala

* S.1.1.3 Localité où est située l'entreprise

L'intégralité du questionnaire en ligne est disponible à l'adresse :
<https://ee.kobotoolbox.org/single/666f0fc8cc8e201922ea6d5208f23cfa>

Annexe 3 : Correspondance du MINEPAT aux chefs d'entreprises

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Progrès

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETAIRAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE
PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIVISION DES ANALYSES ET DES POLITIQUES
ECONOMIQUES

CELLULE D'ANALYSE SECTORIELLE

N° 001 60 40

MINEPAT/SGDGE/PPYDAPE/CAS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTORATE GENERAL OF ECONOMY AND
INVESTMENTS PROGRAMMING

DEPARTMENT OF ANALYSIS AND ECONOMIC
POLICIES

SECTORIAL ANALYSIS UNIT

Yaoundé, le 07 août 2023

Le Ministre,

A
Mesdames/Messieurs les Chefs d'entreprise
YAOUNDE

Objet : Augmentation de la part du secteur manufacturier dans la production nationale

Mesdames/Messieurs,

Le Gouvernement s'est engagé dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, à augmenter considérablement la part du secteur secondaire manufacturier dans la production nationale.

Dans le cadre de la formulation des mesures à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif, le département ministériel dont j'ai la charge sollicite la collaboration et la contribution des entreprises industrielles.

C'est à cet effet que mes services réalisent du 14 août au 13 septembre 2023, une enquête auprès des entreprises industrielles afin de recueillir leurs propositions.

Votre entreprise ayant été sélectionnée, j'ai l'honneur de vous inviter à bien vouloir recevoir mes collaborateurs qui prendront attache avec votre structure dans le cadre de cette enquête.

Aussi, je vous fais tenir le questionnaire y relatif ainsi que le lien <https://tinyurl.com/minepatbes2023> où vous pourrez directement le renseigner.

Pour toute information complémentaire, vous voudrez bien prendre attache avec mes collaborateurs ci-après :

- Monsieur MENDO Paulin Fritz, Chef de la Division des Analyses et des Politiques Economiques, mendopaulin@yahoo.com/ 677 869 607;
- Monsieur MVOA Claude Latrie, Chef de la Cellule des Analyses Sectorielles, mvoa_latrie@yahoo.fr/ 695 175 462.

Tout en comptant sur votre franche collaboration, veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

PI : - Questionnaire
- Lettre de mission

Paul TASONG

Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Amenagement du Territoire
et par Délégation
le Ministre Délégué



Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Amenagement du Territoire
Territoire BP : 660/Tel. Courrier (+237) 222 22 09 75 / site Web : www.minepat.gov.cm

Ministry of Economic, Planning and Regional Development
Po Box : 660/Tel. Courier (+237) 222 22 09 75 / site Web : www.minepat.gov.cm

Annexe 4 : Lettre de mission

REPUBLIQUE DU CAMEROUN <i>Paix – Travail – Progrès</i> MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DIVISION DES ANALYSES ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES CELLULE DES ANALYSES SECTORIELLES N° 0016040 N° /MINEPAT/SKIKIEP/DAPE/CAS		REPUBLIC OF CAMEROON <i>Peace – Work – Fatherland</i> MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT SECRETARIAT GENERAL DIRECTORATE GENERAL OF ECONOMY AND INVESTMENTS PROGRAMMING DEPARTMENT OF ANALYSIS AND ECONOMIC POLICIES SECTORIAL ANALYSIS UNIT Yaoundé, le 07 Août 2023
LETTRE DE MISSION		
Objet : Enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire autorise par la présente, la réalisation de l'enquête citée en objet du 14 août au 13 septembre 2023, sous la supervision de Monsieur Mendo Paulin Fritsh, Chef de la Division des Analyses et des Politiques Economiques. L'objectif de cette enquête est de faciliter l'identification des réformes à mener pour augmenter considérablement la part du secteur manufacturier dans la production nationale, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement en matière de transformation structurelle dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Les personnes dont les noms suivent sont désignées pour effectuer ladite collecte : - Olomo Ateke Engelbert - Mvoa Claude Latrie - Edzougou Diane Virginie - Matagu Fonkou Christiana - Dairou Ahidjo - Ngo Matip Adèle Sandrine - Mfono Assembe Danielle Kévina - Nfonka-Essama Marie Arlette - Mouhamadou Kabirou - Essono Edou Elvire - Boum Boum Emmanuel - Dooan Ngoepah Cecile Estelle - Mengue M'ondo François Derrick - Bikok Som William - Zo'o Ondo Samy Hervé - Andong Carine Pélagie - Assa Allo - Koa Pascal Raoul - Zibi Marcus - Abossolo Ndongo Julien - Dongmo Kenfack Luc William - Nguene Albertine Margot		
Pour le Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et par Délégation le Ministre Délégué  Paul TASONG 		
Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire BP 660/Tel. Courrier (+237) 222 22 09 75 / site Web : www.minepat.gov.cm Ministry of Economic, Planning and Regional Development P.O. Box : 660/Tel. Courrier (+237) 222 22 09 75 / site Web : www.minepat.gov.cm		

Annexe 5 : Liste des Délégués Régionaux et Départementaux ayant contribué à la sélection des entreprises

DELEGATION REGIONALE DE L'ADAMOUA		
Fonctions	Noms et Prénoms	Adresse e-mail
Délégué Régional	AMADOU BELLO	bamadou@minepat.gov.cm
Délégation départementale du DJEREM		
Délégué Départemental	OUSMANOU BAPPA HAMAGONI	housmanou@minepat.gov.cm
Délégation départementale du FARO et DEO		
Délégué départemental	MOUSSA YAYA	Ymoussa@minepat.gov.cm moussya2012@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO BANYO		
Délégué départemental	ABDOULAYE BOUHARY	babdoulaye@minepat.gov.cm abdoulaye_bouhary@yahoo.fr
Délégation départementale du MBERE		
Délégué départemental	HAMIDOU BELLO	bhamidou@minepat.gov.cm hhamidoubello@gmail.com
Délégation départementale de la VINA		
Délégué départemental	LIME AIME Roland	alime@minepat.gov.cm limeaimeroland@yahoo.fr
DELEGATION REGIONALE DU CENTRE		
Délégué régional	AKOA Christophe	cakoa@minepat.gov.cm akoa_christophe@yahoo.fr
Délégation départementale de la HAUTE SANAGA		
Délégué départemental	BIKOY Joseph	jbikoy@minepat.gov.cm bikoyjoseph@yahoo.fr
Délégation départementale de la LEKIE		
Délégué départemental	NSOA Cédric	cnsoa@minepat.gov.cm cedricnsoa@yahoo.fr
Délégation départementale du MBAM et INOUBOU		
Délégué départemental	ZENON Pierre ATANGANA	zatangana@minepat.gov.cm zatangana@yahoo.fr
Délégation départementale du MBAM et KIM		
Délégué départemental	ADIBALINTSA Hippolyte	hadi@minepat.gov.cm febinembase@yahoo.fr
Délégation départementale de la MEFOU et AFAMBA		
Délégué départemental	SOUGA Marie Odile	msouga@minepat.gov.cm odilesouga@yahoo.fr
Délégation départementale MEFOU et AKONO		
Délégué départemental	NTIMBANE Roger	rntimbane@minepat.gov.cm ntimbros@yahoo.fr
Délégation départementale du MFOUNDI		
Délégué départemental	ABESSOLO Alphonse	aabessolo@minepat.gov.cm abessolo_alphonse@yahoo.fr
Délégation départementale du NYONG et KELLE		
	LOTHIN ELESSA Joseph	jlothin@minepat.gov.cm josephlothinelessa@yahoo.fr
Délégation départementale du NYONG et MFOUMOU		

Délégué départemental	AKONO ELLA Louis Raymond	lakono@minepat.gov.cm lrae@yahoo.fr
Délégation départementale du NYONG et SO'O		
Délégué départemental	ONDOUA Eric Dominique	eondoua@minepat.gov.cm ericdominiqueondoua@yahoo.fr
DELEGATION REGIONALE DE L'EST		
Délégué Régional	KINOUA André	akinoua@minepat.gov.cm kinouandre@yahoo.fr
Délégation départementale de la BOUMBA et NGOKO		
Délégué Départemental	MIKOD IDE Ruphin	rmikod@minepat.gov.cm ideruphinmikod@yahoo.fr
Délégation départementale du HAUT NYONG		
Délégué Départemental	SALA SALA Vincent	vsalla@minepat.gov.cm motabulu67@gmail.com
Délégation départementale de la KADEY		
Délégué Départemental	YAKA EMATI Angeline	ayaka@minepat.gov.cm angeemati@yahoo.fr
Délégation départementale du LOM et DJEREM		
Délégué Départemental	ONANA ATEBA	onana@minepat.gov.cm onana1111@gmail.com
DELEGATION REGIONALE DE L'EXTREME NORD		
Délégué Régional	MAROUF MOUSSA	mmoussa@minepat.gov.cm maroufmoussa2013@yahoo.fr
Délégation départementale du DIAMARE		
Délégué Départemental	AMINE ATRIBINGA	aatribinga@minepat.gov.cm amineatribinga@gmail.com
Délégation départementale du LOGONE et CHARI		
Délégué Départemental	LAHOULBA ZEPHANIE	zlahoulba@minepat.gov.cm lahoulba.zephania@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO DANAI		
Délégué Départemental	DANA Luther	ldana@minepat.gov.cm daterraluta@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO KANI		
Délégué Départemental	ISSOUFA SOUGOUDOU	isougoudou@minepat.gov.cm sissoufa@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO SAVA		
Délégué Départemental	MAHAMAT ABBA SAID	mabba@minepat.gov.cm saidmht@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO TSANAGA		
Délégué Départemental	MAMMOUDOU ISSA	imamoudou@minepat.gov.cm mmd.issa@yahoo.fr
DELEGATION REGIONALE DU LITTORAL		
Délégué Régional	ELLA Blaise	bella@minepat.gov.cm minepatlittoral@yahoo.fr
Délégation départementale du MOUNGO		
Délégué Départemental	NYALEVE Adalbert	anyaleve@minepat.gov.cm anyaleve@yahoo.fr
Délégation départementale du NKAM		

Délégué Départemental	MAMA Aloys Achille A.	amama@minepat.gov.cm mamaalloysachille@gmail.com
Délégation départementale de la SANAGA MARITIME		
Délégué Départemental	TOCKO Nelly Maximise née NKOTTO MPACKO	ntocko@minepat.gov.cm tocko_nelly@yahoo.fr
Délégation départementale du WOURI		
Délégué Départemental	ESA'A MANGA Rosalie Eliane Epse ZAM NGONO	resaa@minepat.gov.cm zam.ngono@yahoo.com
DELEGATION REGIONALE DU NORD		
Délégué Régional	PITI Bernard	bpiti@minepat.gov.cm bernard.piti@yahoo.fr
Délégation départementale de la BENOUE		
Délégué Départemental	SILEMANOU	silemanou@minepat.gov.cm silemanou@yahoo.fr
Délégation départementale du FARO		
Délégué Départemental	OUMAROU HAMADOU	ohamadou@minepat.gov.cm hd_oumarou@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO-LOUTI		
Délégué Départemental	MAKEI Joseph	jmakei@minepat.gov.cm josephmakei@yahoo.fr
Délégation départementale du MAYO REY		
Délégué Départemental	DAMZAL Justin	jdamzal@minepat.gov.cm jdamzal@yahoo.fr
DELEGATION REGIONALE DU NORD-OUEST		
Délégué Régional	DOMINIC YENAI ASAAH	dyenai@minepat.gov.cm minepatnorthwest@gmail.com fotsopd@yahoo.com
Délégation départementale de BOYO		
Délégué Départemental	NGANJOH Thomas KASUM	tnganjoh@minepat.gov.cm nganjohthomas@gamil.com
Délégation départementale de BUI		
Délégué Départemental	JONG Blaise CHA	bjongcha@minepat.gov.cm
Délégation départementale de DONGA MANTUNG		
Délégué Départemental	TABE AKO Leo	ltabeako@minepat.gov.cm leotabeako@gmail.com
Délégation départementale de la MENCHUM		
Délégué Départemental	ADZEMYE Eunice WIYYE	eadzemye@minepat.gov.cm eadzemye@yahoo.fr
Délégation départementale de la MEZAM		
Délégué Départemental	Eveline MAWO Epse BIGAMA	emawo@minepat.gov.cm evemawo@gmail.com
Délégation départementale de la MOMO		
Délégué Départemental	NJONGUO Catherine ATENDEMEH Epse NKEMPU	cnjonguo@minepat.gov.cm minepatmomo1@gmail.com
Délégation départementale de NGOKETUNJA		
Délégué Départemental	AYABA Shera BUFUTEH	sayaba@minepat.gov.cm sheaye@gmail.com
DELEGATION REGIONALE DE L'OUEST		

Délégué Régional	MVONDO Ernest Gilbert	emvondo@minepat.gov.cm ernestgilbert154@yahoo.fr
Délégation départementale de la MIFI		
Délégué Départemental	NJOSSEU Pierre Rostand	pnjosseu@mineat.gov.cm njopiro@yahoo.fr
Délégation départementale des BAMBOUTOUS		
Délégué Départemental	NFOR Frederic BUDI	fnforbudi@minepat.gov.cm nfor.budi@yahoo.com
Délégation départementale du HAUT-NKAM		
Délégué Départemental	NANVOU FEUDJIO Nathalie	nnanvou@minepat.gov.cm nanvoutalia@yahoo.fr
Délégation départementale des HAUTS PLATEUAUX		
Délégué Départemental	NGOUCHEMO NGOUPAYOU Moise	mngouchemo@minepat.gov.cm moise_ngouchemo@yahoo.fr
Délégation départementale du KOUNG-GHI		
Délégué Départemental	NGUSSI Josiane Laure Epse MELI MELI	jngussi@minepat.gov.cm ngussilaure@yahoo.fr
Délégation départementale de la MENOUE		
Délégué Départemental	NGOUETOU Mélanie Epse TCHAKOUNTE	mngouetou@minepat.gov.cm nmelc2000@yahoo.fr
Délégation départementale du NDE		
Délégué Départemental	TCHATCHOUA NYA Magloire	mtchatchoua@minepat.gov.cm leprincemagloire@gmail.com
Délégation départementale du NOUN		
Délégué Départemental	DIBANJO WANDJA Alfred	adibandjo@minepat.gov.cm ismaeldibandjo@yahoo.fr
DELEGATION REGIONAL DU SUD		
Délégué Régional	EYIZO'O Ferdinand	feyizoo@minepat.gov.cm minepatsud@yahoo.fr
Délégation départementale de la VALEE DU NTEM		
Délégué Départemental	ASSIENE Emmanuel	eassiene@minepat.gov.cm assemmanu@yahoo.fr
Délégation départementale du DJA et LOBO		
Délégué Départemental	ZAMBO ATANGANA Augustin	azambo@minepat.gov.cm augustinzamboatangana@yahoo.fr
Délégation départementale de la MVILA		
Délégué Départemental	ABAZE EBOT Salomon Aaron	sabaze@minepat.gov.cm aaronabaze@yahoo.fr
Délégation départementale de l'OCEAN		
Délégué Départemental	ENGONO ABIOMO Nester	nengono@minepat.gov.cm nesterengono@gmail.com
DELEGATION REGIONALE DU SUD-OUEST		
Délégué Régional	BUINDA GODLOVE NSAKABO	gnsakabo@minepat.gov.cm mrbuinda@yahoo.com
Délégation départementale du FAKO		
Délégué Départemental	Pascaline EKO OBEN Epse BESONG	pekoben@minepat.gov.cm pasconash@yahoo.com
Délégation départementale du KUPE MANENGUMBA		

Délégué Départemental	NTOI Eugène NJA	eugenenja@minepat.gov.cm ntieugene@yahoo.fr
Délégation départementale du LEBIALEM		
Délégué Départemental	ESOUMBA Emmanuel	eesoumba@minepat.gov.cm yogminlembe@gmail.com
Délégation départementale de MANYU		
Délégué Départemental	TAMFU TUME Denis	dtamfu@minepat.gov.cm tamfudenis@gmail.com
Délégation départementale de la MEME		
Délégué Départemental	MOMA ANYERE Ignatus	ianyere@minepat.gov.cm
Délégation départementale du NDIAN		
Délégué Départemental	MISPA YAMIGAI KOMETA	mkometa@minepat.gov.cm yamigai23@yahoo.com

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	i
Liste des abréviations.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des graphiques.....	v
Avant-propos	x
Résumé exécutif	xi
INTRODUCTION.....	1
1. Contexte et justification.....	1
2. Objectifs	2
3. Résultats attendus	2
4. Structure du rapport.....	2
CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE.....	3
1.1. Sélection des entreprises	3
1.2. Elaboration du questionnaire	3
1.3. Conception de la plateforme numérique	5
1.4. Déroulement de l'enquête	5
1.5. Saisie et traitement des données	6
1.6. Caractéristiques des entreprises.....	6
CHAPITRE 2 : RESULTATS	9
2.1. Accès au financement.....	9
2.1.1. Perception de l'accès au financement	9
2.1.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer l'accès au financement.....	10
2.1.3. Propositions pour améliorer l'accès au financement	12
2.2. Accès aux facteurs de production.....	12
2.2.1. Perception de l'accès aux facteurs de production	12
2.2.2. Appréciation de l'action de l'Etat	14
2.2.3. Propositions pour améliorer l'accès aux facteurs de production.....	16
2.3. Accès au marché.....	16
2.3.1. Perception de l'accès au marché	16

2.3.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer l'accès au marché.....	17
2.3.3. Proposition pour améliorer l'accès au marché	19
2.4. Fiscalité	19
2.4.1. Perception de la fiscalité	19
2.4.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la situation fiscale.....	22
2.4.3. Propositions pour améliorer la situation fiscale	24
2.5. Relations entre l'Etat et le secteur privé	24
2.5.1. Perception par les entreprises de ses relations avec l'Etat	24
2.5.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la qualité des relations avec les entreprises	30
2.5.3. Proposition pour améliorer la qualité des relations entre l'Etat et le secteur privé.....	32
2.6. Situation sécuritaire	33
2.6.1. Perception de la situation sécuritaire	33
2.6.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la situation sécuritaire	34
2.6.3. Proposition pour améliorer la situation sécuritaire	36
2.7. Règlement des conflits.....	36
2.7.1. Perception du règlement des conflits.....	36
2.7.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer le règlement des conflits	39
2.7.3. Proposition pour améliorer le règlement des conflits	40
2.8. Transactions avec l'extérieur	41
2.8.1. Perception de la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur.....	41
2.8.2. Appréciation de l'action de l'Etat pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur	44
2.8.3. Proposition pour améliorer la facilité à réaliser des transactions avec l'extérieur	46
CHAPITRE 3 : ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS	47
3.1. Synthèse des résultats.....	47
3.2. Enseignements.....	50
3.2.1. Sur l'étude du climat des affaires dans le secteur industriel	50

3.2.2. Sur l'évaluation par les entreprises, de l'action de l'Etat pour faciliter la réalisation de leurs activités	50
3.2.3. Sur la portée des opinions des chefs d'entreprises du secteur industriel sur les politiques publiques	50
3.2.4. Sur la coordination des actions	51
3.2.5. Sur la communication entre l'Etat et les entreprises industrielles.....	51
3.2.6. Sur l'efficacité de l'action de l'Etat en matière d'amélioration du climat des affaires	51
3.3. Recommandations	52
CONCLUSION.....	53
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	55
ANNEXES.....	xiii
Annexe 1 : Questionnaire de l'enquête	xiii
Annexe 2 : Extrait de la plateforme numérique.....	xxii
Annexe 3 : Correspondance du MINEPAT aux chefs d'entreprises.....	xxiii
Annexe 4 : Lettre de mission	xxiv
Annexe 5 : Liste des Délégués Régionaux et Départementaux ayant contribué à la sélection des entreprises.....	xxv